



Evaluation finale du projet

« Renforcement durable des capacités productives et organisationnelles des familles paysannes du Sud-Est en capitalisant l'expérience Fagnimbogna »

Projet UE FSTP 2012

Inter Aide

Madagascar

Rapport provisoire de mission

www.tero.coop

Sommaire

Sommaire	2
Liste des abréviations	4
Lexique des termes malgaches utilisés	5
Résumé exécutif de la mission	7
Appréciation générale de la pertinence, de l'efficacité, efficacité et durabilité des propositions techniques	7
Appréciation du degré de réalisation quantitatif et qualitatif des résultats obtenus en relation avec les objectifs définis :	8
Recommandations concrètes et opérationnelles pour la mise en œuvre de la nouvelle phase d'intervention	11
1. Contexte de la mission	14
1.1. Le projet en bref.....	14
1.2. Les enjeux de l'évaluation	14
1.3. Eléments de contexte à prendre en compte.....	15
1.3.1 Contexte/enjeux de développement dans la zone d'intervention.....	15
1.3.2 Contexte des actions de coopération en lien avec l'action	15
1.4. Rappel des acquis principaux des actions menées dans le sud Est malgache	16
2. Méthodologie et déroulé de la mission	17
2.1. Le déroulé de la mission.....	17
2.2. Méthode de travail pour l'évaluation	17
3. Analyse des actions/approches d'appui technique aux producteurs	18
3.1. Analyse de la pertinence des innovations techniques promues.....	18
3.1.1 Activités de promotion du SRIA.....	19
3.1.2. Activités concernant le basket-compost igname avec mini set.....	20
3.1.3. Activités concernant le basket-compost manioc	23
3.1.4. Amélioration et diffusion de la culture du pois de terre	24
3.1.5. Analyse des activités concernant la promotion des cultures maraîchères	25
3.1.6. Activités de conservation des semences graines et des boutures de tubercule principalement pour les ménages précaires	26
3.1.7. Activités de promotion de compost	28
3.1.8. Amélioration des enclos des zébus et la production de vrai fumier	30
3.1.9. Fabrication d'engrais foliaires et de biopesticides.....	31
3.2. Analyse des méthodes de diffusion de ces innovations.....	32
3.3. Evaluation du travail spécifique avec les familles très précaires.....	34
4. L'appui à la structuration des producteurs et des filières	35
4.1. Analyse du niveau de renforcement des associations de producteurs suite à l'intervention	35
4.1.1 Les organisations appuyées dans le cadre du projet	35
4.1.2 Pertinence et méthodologie des appuis apportés	36
4.1.3 Analyse du niveau de consolidation des groupements ou OPB	39

4.1.3.1	Fonctionnement des OPB.....	39
4.1.4	Analyse du niveau de consolidation des unions	41
4.1.5	Analyse du niveau de consolidation de la Fédération Fagnimbogna.....	43
4.2.	Eléments d'analyse concernant la mise en place de structures pour le développement économique (coopératives, Finaritre, SAHI).....	45
4.2.1	Une stratégie complémentaire ou concurrente de structuration ? : les coopératives de producteurs	45
4.2.2	Création d'une entité de services aux filières : Finaritre	48
4.2.3	Les modèles de gestion du crédit aux producteurs : évolution, résultats et analyse de leur pérennité	49
4.3.	Bilan et perspectives des actions initiées sur les filières	51
4.3.1	Exemple de filière de rente avec des appuis initiaux d'IA : le piment	51
4.3.2	Différentes filières proposées/potentielles et critères préalables à prendre en compte	53
5.	Eléments transversaux de gestion du projet.....	56
5.1.	Le suivi-évaluation	56
5.2.	La capitalisation	57
5.3.	Les relations institutionnelles.....	57
6.	Recommandations pour les actions agricoles d'IA dans le Sud Est sur 2017-2019	58
6.1.	Concernant le dispositif IA et les compétences à mobiliser :	58
6.2.	Concernant la définition des rôles des différentes parties prenantes	59
6.3.	Concernant les moyens pour agir.....	59
6.4.	Concernant l'évaluation des impacts de l'intervention	60
Annexes	61
Annexe 1 :	Chronogramme de la mission d'évaluation à Madagascar	61
Annexe 2 :	Bibliographie consultée par les membres de la mission d'évaluation	64
Annexe 3 :	approche proposée pour répondre aux objectifs spécifiques de la mission.....	65
Annexe 4 :	Extrait de Pierre Chantran sur la vulgarisation agricole et diffusion des innovations.....	68
Annexe 5 :	Démarche champ école adoptée au Nord Togo dans le cadre du projet "Durabilité et résilience de l'agriculture familiale dans la région des Savanes".....	69
Annexe 6 :	Les principales sources de revenu des familles rurales du Sud-Est malgache	72
Annexe 7 :	Les redistributions foncières via l'endettement des ménages : Le Debaky	73
Annexe 8 :	Liste des membres de FINARITRE et leur poste actuel au sein du staff IA Manakara.....	74

Liste des abréviations

AFAFI : Programme d'appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives

AFD : Agence Française de Développement

AG : Assemblée générale

ATIA : Action de Terrain Intégration, Autonomie

BVPI : Programme Bassin Versant Périmètre Irrigué

CA : Conseil d'administration

CP : Convention programme

CIRDR : Centre International du développement rural

CROA : Comité régional d'orientation et d'appui

CSA : Centre de Services Agricoles de Manakara

CSBF : Commission de Supervision Bancaire et Financière

DRAE : Direction régionale de l'Agriculture et de l'Elevage

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FED : Fédération Fagnimbogna

FIFATA : Fikambanana Fampivoarana ny Tantsaha ou Association pour le développement des agriculteurs

FRDA : Fonds Régional de développement agricole

GCV : Grenier Commun Villageois

GCS : Groupe de Conservation de Semences

IA : Inter Aide

IMF : Institution de micro finance

Ménages TP : Ménages très précaires, **P**, précaires, **I** : intermédiaires, **E** : excédentaires

ONN : Office National de Nutrition

OP : Organisation de producteurs

OPB : Organisation paysanne de base

OPR : Organisation paysanne régionale

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PAPAM : Projet d'amélioration de la productivité agricole à Madagascar

PDS : Plan de développement stratégique

PIC : Prior informed consent

PTBA : Plan de travail budgétisé annuel

PTS : Plan de Travail Saisonnier

RI : Règlement intérieur

RINDRA : Programme de Renforcement INstitutionnel vers le Développement de la Résilience Agricole

RP: Responsable projet

SCV: Semis sous couvert végétal

SD Mad : Semis Direct de Madagascar

SRIA : Système de riziculture irriguée améliorée

UE : Union Européenne

VH : Vary Hosy (riz de contre saison)

VM : Vary Vatomandry (riz de grande saison de culture)

WHH : *Welthungerhilfe*, Action agro allemande

Lexique des termes malgaches utilisés

Ampanjaka: à Madagascar, l'Ampanjaka ou Mpanjaka dans certaines régions est un terme générique servant à désigner le souverain, roi ou reine.

Angady: cet outil traditionnel malgache est une sorte de bêche munie d'une partie métallique longue et arrondie à son extrémité. Il sert à travailler la terre dans les rizières, à biner les cultures, etc.,

Finaritre : Fihariana NARindra ITsinjovana ny REhetra =entreprise équitable pour tous

Fokontany: à l'origine, est un village traditionnel malgache. Il est aujourd'hui une subdivision administrative de base malgache. Il comprend soit des hameaux, des villages, des secteurs ou des quartiers

Hosy : contre saison (de juillet à décembre)

KOFA-Foibe : comité de validation de Fagnimbogna (pour l'accès au crédit et d'autres projets)

KOFA-Fototra : comité de suivi de projet Fagnimbogna

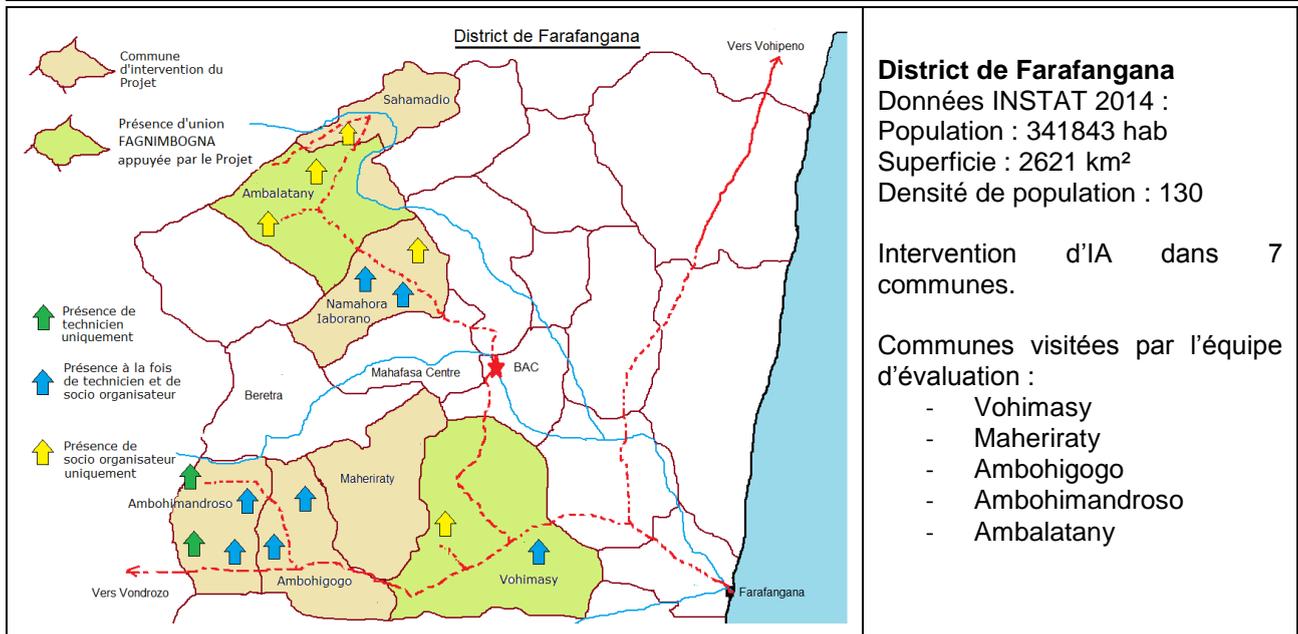
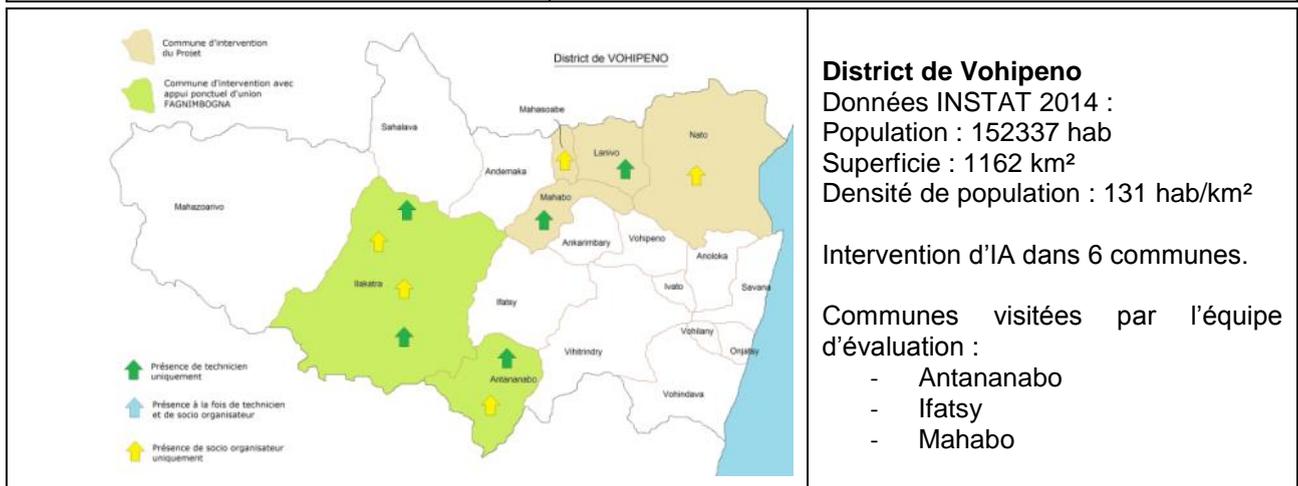
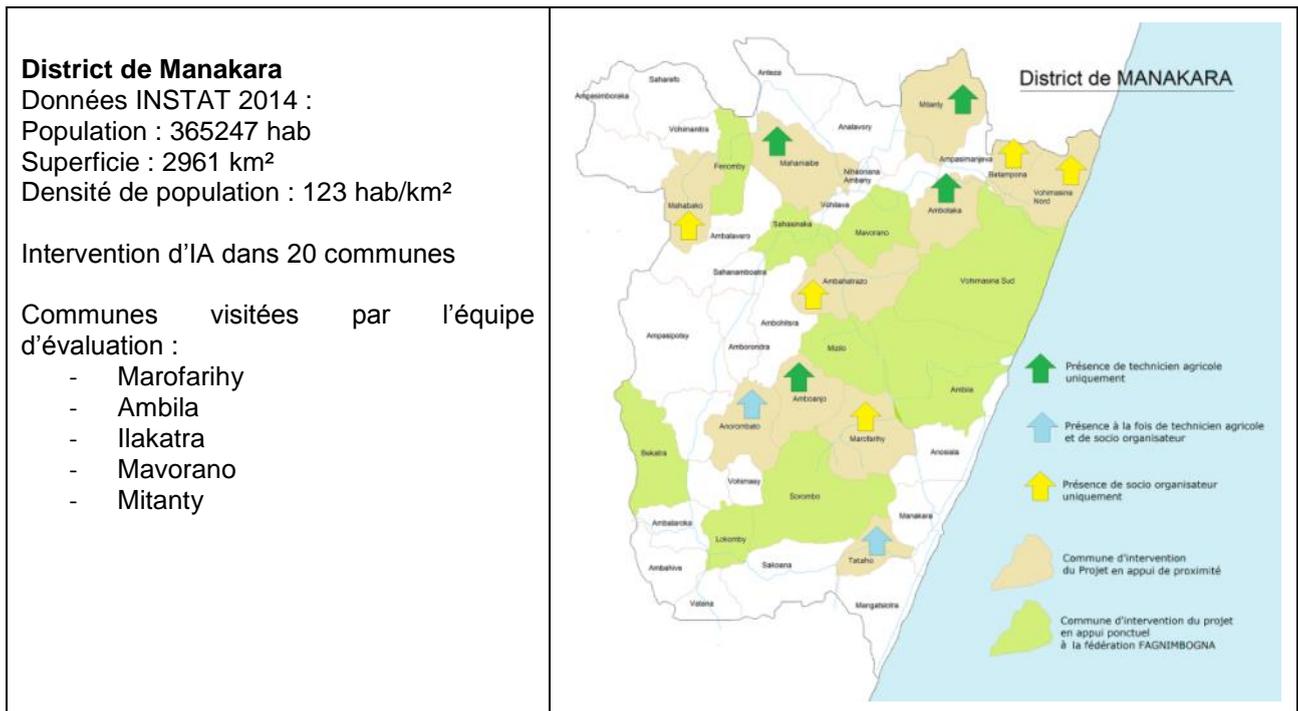
Sahi : Sehatr'Asa Hampandrosoana ny eny Ifotony = actions pour le développement à la base

Tanety: zones de collines

Tranobe : maison commune traditionnelle

Vatomandry : grande saison de culture (de janvier à juin)

Activités d'IA agricole dans 33 communes de ses 3 districts d'intervention, données démographiques et nom des 13 communes visitées lors de la mission d'évaluation



Résumé exécutif de la mission

Le projet «Renforcement durable des capacités productives et organisationnelles des familles paysannes du Sud-Est en capitalisant l'expérience Fagnimbogna » a été mis en œuvre durant 4 ans de novembre 2012 à Novembre 2016, dans deux districts (Manakara et Vohipeno) de la région Vatovavy-Fitovinany et un district (Farafangana) de la région Atsimo-Atsinanana.

D'un budget de 1 147 000 euros (dont 75% UE), l'action a été cofinancée notamment par l'AFD dans le cadre de la 2^{ème} CP agricole d'IA et s'inscrit dans le prolongement d'une coopération initiée par IA dans le Sud-Est depuis 2000. Plus de 4600 familles paysannes, dont environ le tiers de ménages très précaires ont été directement impliquées dans les trois districts. Parmi elles, 1300 familles ont pu se structurer en groupements, unions puis en une fédération (Fagnimbogna). La mise en œuvre du projet a été réalisée directement par les équipes d'IA.

Appréciation générale de la pertinence, de l'efficacité, efficacité et durabilité des propositions techniques

L'équipe d'évaluation a de manière générale une appréciation très positive de la pertinence de l'intervention du projet. IA apporte des réponses pratiques aux enjeux critiques des familles paysannes du Sud Est en termes de sécurité alimentaire, développement productif et diversification, grâce à la diffusion, via des organisations paysannes, de pratiques durables d'intensification et de diversification agricole. IA s'est impliqué sur le long terme (plus de 15 ans) dans le développement de communes rurales souvent très isolées des trois districts.

C'est un défi de taille dans ces zones rurales caractérisées par des capacités très limitées de l'Etat, des projets de court terme gérés par des intervenants favorisant parfois l'assistanat et des organisations paysannes fragiles. Cet engagement dans la durée et la constitution d'une solide équipe IA de cadres engagés pour le développement de ces territoires a permis la construction de référentiels agricoles solides. Le choix d'un engagement avec des familles paysannes très précaires, y compris de nombreuses familles sans-terres, est un élément particulièrement pertinent, l'appui aux plus vulnérables étant peu pris en compte par d'autres programmes de développement rural du territoire.

Concernant l'efficacité, de manière générale, IA a atteint largement les résultats quantitatifs proposés lors de la formulation du projet, tel que détaillé et commenté dans les tableaux de la page suivante sur la base des résultats attendus du cadre logique du projet. Ceci est d'autant plus vrai pour le résultat 1 d'appui au développement productif. L'efficacité des actions a été également très bonne en ce qui concerne l'appui aux familles TP, bien que des ajustements/améliorations soient nécessaires pour mieux accompagner ce public fragile. Les avancées en matière de renforcement organisationnel et de développement de filières (résultat 3) sont en revanche plus mitigées : un travail important a été réalisé pour la constitution de nouveaux groupements et unions dans les nouvelles zones d'intervention notamment Farafangana. Néanmoins, nous avons constaté la faible autonomie et capitalisation des organisations paysannes et la complexité des structures créées pour la gestion collective de fonctions critiques telles que les prêts, l'approvisionnement en intrants, la commercialisation groupée et la diversification des partenariats. Ces appréciations sont justifiées par des analyses plus approfondies figurant dans le corps du rapport.

L'efficacité du projet est bonne, mais contrastée selon les activités considérées. De manière générale, IA a le souci d'une gestion économe des moyens qui lui sont alloués, permettant de disposer d'un maximum de ressources pour soutenir sur le terrain les familles paysannes. Les activités de conseil technique sont particulièrement efficaces, avec des augmentations cumulées de production importantes pour l'ensemble des familles appuyées. Néanmoins, cette efficacité pourrait être améliorée avec la mise en place d'un plus grand nombre de « paysans vulgarisateurs » en substitution de certains techniciens en poste sur le terrain, si toutefois était confirmée l'existence d'un nombre suffisant d'autres leaders paysans potentiels ou mobilisables. L'efficacité est bonne également pour les familles TP, mais plus variable selon le niveau de vulnérabilité initiale et les besoins d'accompagnement. Pour la gestion des activités commerciale et de crédit, l'efficacité est faible pour l'instant au regard des montants et volumes réduits en jeu ainsi que du coût élevé de l'accompagnement

avec de multiples intervenants.

La durabilité des acquis du projet est plutôt bonne au regard d'autres projets du territoire d'intervention car l'approche d'IA inclut un suivi de la mise en place des pratiques, puis un appui à la structuration, garantissant au moins 3 ans de conseils de proximité. Il sera néanmoins important d'être vigilant et de suivre/documenter la durabilité de l'adoption des pratiques agricoles après le retrait des équipes de terrain. La durabilité n'est pas encore acquise concernant les organisations, encore très dépendantes d'IA pour toutes leurs activités, ni concernant les activités économiques initiées durant le projet (intrants, crédits, commercialisation, promotion de filières spécifiques).

Appréciation du degré de réalisation quantitatif et qualitatif des résultats obtenus en relation avec les objectifs définis :

Résultat 1 : la productivité et les rendements vivriers des familles paysannes sont durablement augmentés par l'adoption de pratiques culturales et de variétés performantes et adaptées

Indicateurs du cadre logique	Cumul des réalisations de 2013 à 2016	Commentaires des évaluateurs
<p>3300 micro-producteurs demandeurs d'appui sont encadrés directement par les techniciens du projet.</p>	<p>3 735 micro-producteurs ont reçu des conseils individualisés à la parcelle depuis le démarrage du projet, soit 113% de l'objectif fixé initialement. Par ailleurs 510 ménages de 5 nouvelles communes ont été appuyés sur la pratique du basket compost pour l'igname et le manioc</p>	<p>L'expérience acquise depuis les années 2000 à Manakara a facilité le bon démarrage des activités dans les districts de Vohipeno puis de Farafangana.</p> <p>En termes de nombre de producteurs formés, l'objectif est largement atteint, ce qui reflète globalement les intérêts des paysans pour la majorité des propositions techniques proposées par le projet.</p> <p>Dans plusieurs cas, l'intérêt de certaines familles paysannes pour des propositions des équipes IA a cependant baissé avec le temps, ce qui a conduit ces équipes à s'investir dans de nouvelles communes pour « recruter » de nouvelles familles.</p>
<p>Hausses des rendements vivriers (= productivité du sol) par rapport aux pratiques traditionnelles :</p> <p>+ [60 à 100] % pour le riz irrigué;</p> <p>+ 30 % pour les légumineuses et</p> <p>+ 200% pour les tubercules.</p>	<p>Hausses des rendements vivriers par rapport aux pratiques traditionnelles :</p> <p>+73 % pour le riz irrigué (4,1t/ Ha¹ en système adapté contre 1,8t/ Ha en traditionnel);</p> <p>+140 % pour les légumineuses (pois de terre : 2,2t/ Ha en système amélioré contre 0,9t/ Ha en culture traditionnelle);</p> <p>+260% pour le manioc en basket compost : (389Kg/are contre 106Kg/are en traditionnel); + 54% pour l'igname et + 200% pour la patate douce</p>	<p>Les hausses de production s'expliquent à la fois par la pertinence des nouveaux itinéraires techniques proposés et par l'introduction de variétés plus performantes (<i>manioc "vily", patates douces "bora", igname violet, ...</i>).</p> <p>Les augmentations de rendement s'expliquent aussi par l'application de compost (<i>et poudrette de parc</i>) sur le riz irrigué et les cultures pluviales, applications combinées pour le riz avec un peu d'engrais (<i>Urée et DAP</i>).</p> <p>Ces hausses de rendements ne sont pas cependant pas à la portée de toutes les familles paysannes, soit par manque de foncier, manque de compost, difficulté d'appliquer l'itinéraire technique proposé dans des rizières à faible maîtrise de l'eau, difficulté d'accès à un crédit intrant adapté dans les zones isolées, etc...</p> <p>Par ailleurs, les nombreux aléas climatiques peuvent limiter la mise en œuvre de certains itinéraires techniques préconisés par IA (<i>cas du SRIA en saison Vatomandry 2017 fortement marquée par la sécheresse</i>).</p>

¹ Rendement moyen minima sur les 3 districts

<p>Le calcul de marges (= <i>productivité du travail</i>) pour les cultures principales mentionnées ci-dessus met en évidence une amélioration de 25 à 50% par rapport aux marges traditionnelles</p>	<p>Valorisation de la journée de travail avec la pratique des techniques améliorées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 18 000 Ariary en cultivant le pois de terre en technique améliorée, soit une valorisation de 6 fois de la main d'œuvre locale - 10 000 Ariary en faisant du SRIA, soit une valorisation de plus de 3 fois de la main d'œuvre locale 	<p>L'augmentation de la productivité du travail obtenue dans les parcelles en appliquant les itinéraires techniques préconisés par les équipes IA est effectivement très élevée. Toutefois, les calculs économiques effectués par les équipes IA pourraient mieux intégrer les temps de travaux hors des parcelles, par exemple pour fabriquer les fosses compostières, récolter et apporter les biomasses, retourner ces composts puis les transporter aux parcelles. On aurait ainsi une vue plus objective de la productivité comparée du travail, laquelle peut être par exemple bien supérieure pour certaines productions à haute valeur ajoutée (<i>maraîchage par exemple</i>) que pour d'autres.</p>
---	---	--

Résultat 2 : L'alimentation des ménages ruraux très vulnérables est améliorée par l'augmentation, la diversification et la sécurisation de leurs productions agricoles

Indicateurs du cadre logique	Cumul des réalisations de 2013 à 2016	Commentaires et recommandations des évaluateurs
<p>450 paysans vulnérables (<i>types P=Précaires et TP=Très Précaires</i>) sécurisent leur accès aux semences au sein de groupes de conservation de semences (GCS).</p>	<p>844 paysans vulnérables (type « TP » et « P ») ont conservé et multiplié du matériel végétal pour leurs cultures de tubercules (Igne, manioc, patate douce) plus de 8 000 pieds de tubercules sur pieds dans des parcelles communes (103 groupes) Parmi eux 395 ménages vulnérables (42 groupes) ont également conservé des semences dans des malles (1 260 KG semences de riz et de pois de terre...)</p>	<p>Les malles de semences proposées par IA sont bien conçues et adaptées à la conservation de semences ayant des enveloppes protectrices (<i>cas du riz paddy et du pois de terre</i>). Comme elles permettent la circulation de l'air et que l'hygrométrie est très élevée pendant de nombreux mois de l'année, elles sont par contre insuffisantes pour la conservation de semences sans protections et plus fragiles comme celles des haricots, niébé, cultures potagères... Pour ces espèces, nous faisons dans le rapport des propositions de conservation après un fort séchage dans de petits récipients étanches avec utilisation de plusieurs techniques traditionnelles (<i>sable très fin, enrobage de cendres et de poudre de piment, ...</i>). La conservation de matériel végétal d'espèces à tubercules (<i>patate douce, igname, taro et manioc</i>) sur des parcelles communes a effectivement permis d'accroître l'impact des GCS. Toutefois, pour réduire la proportion dans les parcelles de pieds de manioc atteints de viroses, des formations devraient être organisées afin que les paysans effectuent un marquage au champ des plants saints afin de ne bouturer que ces plants. Vu le rôle important de la patate douce (<i>espèce à cycle court</i>) en situation de crise alimentaire, les activités de conservation et de multiplication collective de lianes de cette espèce pourraient être amplifiées.</p>
<p>600 ménages très précaires (<i>majoritairement des femmes seules</i>) bénéficient d'un appui spécifique (<i>dotation initiale en matériel végétal et outillage...</i>) et d'un suivi adapté leur</p>	<p>Les objectifs quantitatifs du cadre logique ont été dépassés : 724 ménages très précaires ont bénéficié d'un appui spécifique depuis le début du projet 256 jardins de case ont été installés sur les 4 années. Le nombre moyen d'espèces vivrières cultivé par un ménage "TP" varie de</p>	<p>Cet appui aux plus précaires, en particulier aux femmes élevant seules leurs enfants et ayant très peu accès au foncier, constitue une spécificité forte et remarquable d'Inter Aide. La constitution de petits groupements de ménages P et TP a permis de lever certains blocages comme un accès à un peu de terre, une meilleure conservation des semences. Il a aussi permis à ces ménages de recevoir des appuis économiques (<i>coup de pouce en numéraire, ...</i>) et techniques de la part des équipes IA afin de produire collectivement différentes</p>

permettant d'augmenter et de diversifier leur production alimentaire autonome (= jardins de case améliorés).	1,6 à 2,9 (taux de diversification des cultures). Ces ménages ont bénéficié de semences, matériel végétal, petits outillage, « coups de pouce » en numéraire, recherche de foncier et clôture de parcelles cultivées collectivement	spéculations. Le thème des jardins agroforestiers de case pourrait être amplifié et mis en perspective également avec les autres catégories de ménage en disposant. Pour le futur, nous suggérons de renforcer ce volet en privilégiant des propositions techniques prudentes et adaptées aux conditions des familles précaires : (i) Pas de parcelles trop éloignées des habitations (risque de vol ou expositions aux dégâts des animaux) et pas de terres trop peu fertiles ; (ii) Bien tester la viabilité économique des filières proposées à ces ménages et prendre bien en compte le peu de temps disponible vu le salariat prédominant chez ces familles.
--	--	--

Résultat 3 : L'autonomie des agriculteurs pour l'accès aux facteurs de production et la valorisation de leurs produits est durablement renforcée par la structuration paysanne suivant l'expérience Fagnimbogna

Indicateurs du cadre logique	Cumul des réalisations de 2013 à 2016	Commentaires et recommandations des évaluateurs
60% des Unions effectuent de façon autonome des activités communes, approvisionnements en intrants, opérations de stockage et de commercialisation	Dans les 3 districts de Manakara, Vohipeno et Farafangana : 68% des Unions ont réalisé des activités communes , approvisionnements groupé en intrants, opérations de stockage et de commercialisation.	On observe des évolutions différenciées concernant les différents activités/services développés par les unions avec un développement positif des opérations d'approvisionnement en intrants et les pépinières. Les activités de stockage et de commercialisation sont par contre encore limitées. Le Fonds FED permet à près de 500 ménages d'accéder à des intrants à crédit, mais il faudrait s'assurer qu'il ne restreint pas les efforts de capitalisation des unions. Il est important de proposer aux unions et coopératives des propositions accessibles et viables de crédit stockage et de collecte.
00 locaux OP et 30 GCV d'unions, et 2 locaux de coopérative sont construits	37 locaux de vente et de stockage construits/ réhabilités (8 locaux de stockage et de vente (coopératives et boutiques) + 29 GCV de groupements et d'union). La mobilisation des OP pour la construction de ces locaux avec les modalités prévue a été moins importante que dans les prévisions. 76% des OPB créés ont stocké du riz en commun dans des locaux existants.	La construction des locaux des OPB n'a pas suivi le rythme espéré. Cet indicateur a peu fait l'objet de discussions durant l'évaluation. Un point important concernant cet indicateur est la mobilisation de cofinancement, via le FRDA, pour le local de Mavorano. Dans le futur, les collaborations avec le FRDA devraient être amplifiées pour ce type de besoins.
Les OP Fagnimbogna produisent, multiplient et commercialisent du matériel végétal et des semences de qualité (céréales, tubercules...) avec une progression en	60% de groupements Fagnimbogna multiplient des semences d'igname (de variété Florida, à chair violette), de riz (de variété x265, Mihary et Mahavonjy). La vente de semences (riz, pois de terre et tubercules d'igname) est estimée à 2,3 millions d'Ariary en 2016 contre 1,5 millions d'Ariary l'année précédente. Soit une	Cet indicateur n'a pas été mesuré depuis 2013 en termes de valeur des semences vendues. Il est donc difficile d'en apprécier l'évolution sur 4 ans. On observe cependant une progression très positive en 2016 en comparaison avec 2015.

valeur de 30% par an.	progression de 53% pour la période.	
<p>La fédération Fagnimbogna gère (avec les unions) de façon transparente un capital productif mis à disposition de ses membres en réponse à des projets saisonniers concrets permettant d'intensifier la production vivrière sur 400 Ha.</p>	<p>Les comités de validation et de suivi de projets Fagnimbogna sont opérationnels, ils ont traité 168 dossiers de projet Fagnimbogna depuis 2013. Les financements 2016 ont bénéficié à 21 unions et 4 coopératives.</p> <p>Les surfaces cumulées intensifiées grâce à ce fond correspondent à</p> <ul style="list-style-type: none"> • 304,2 Ha de riziculture ; • 24,4 Ha en légumes secs • 2,1 Ha en maraîchage 	<p>Le fonds FED a été confié par la fédération à ATIA qui en assure la gestion. Ce transfert a permis une meilleure formalisation des pratiques de gestion du capital productif, et le remboursement adéquat des prêts.</p> <p>Des instances de la FED valident les propositions de crédit productif et suivent leur mise en œuvre.</p> <p>Les surfaces intensifiées via le soutien du fonds sont inférieures à l'objectif pour cause de sous-utilisation du capital disponible par les producteurs (52 millions utilisés en 2016 d'un fonds de 100 millions d'Ar)</p> <p>Le fonds permet l'intensification de la production rizicole et de manière plus marginale des autres productions vivrières, limitant les effets d'entraînement des appuis techniques à la diversification (cf. résultat 1).</p>
<p>La fédération et les unions procèdent à des évaluations régulières des OP selon des grilles établies et maîtrisées.</p>	<p>Les Unions membres et groupements ont été évaluées en juillet 2016 sous la conduite des membres de bureau de la Fédération.</p> <p>Une enquête exhaustive a été menée auprès de l'ensemble des membres de la fédération Fagnimbogna en 2015 et a permis l'établissement d'un Atlas Fagnimbogna.</p>	<p>La grille d'évaluation est complète mais un peu complexe. Elle semble appropriée par le CA de la fédération mais beaucoup moins par les responsables des unions. Le suivi-évaluation des unions est utile pour disposer de profils d'union et pouvoir adapter le conseil en conséquence. Attention toutefois à maintenir un format simple et ne nécessitant pas trop de réajustements (cf. amendements des notes de la grille en 2013). Les évaluations montrent un certain désengagement au niveau des unions (pas de croissance de la base sociale de la Fédération depuis 2013 !). Ce point clef serait à mieux analyser et il faudrait renforcer les critères de création de nouvelles OPB et unions ainsi que les conditions d'accompagnement des unions à moyen terme.</p>
<p>La fédération a établi des collaborations diversifiées avec des partenaires extérieurs.</p>	<p>La fédération a établi des collaborations diversifiées avec des partenaires extérieurs sur la période du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vente de riz usiné au PAM - Construction d'un local et Formation en élevage avec le soutien du FRDA - Formation en leadership paysan avec FIFATA/ FLP; - Réception de lot de semences x265 à multiplier de la DRAE Vatovavy Fitovinany; et de semences de la part de la FAO. <p>Partenariats commerciaux pour la vente de piment vert (Maurice) et de café et produits de rente (Sangany).</p>	<p>Sur la période 2015-2016 les producteurs ont livré près de 2 tonnes de piment vert à Tana. Néanmoins, si la fédération est signataire du contrat, c'est bien l'équipe IA qui gère l'opération piment.</p> <p>La construction du local est un investissement important réalisé grâce aux cofinancements FRDA (20 millions d'Ar, à comparer aux 5,3 millions d'Ar des 8 boutiques d'approvisionnement des unions réhabilitées ou construites).</p> <p>La formation de vaccinateurs de volailles est pertinente mais il n'y a pas d'information sur les effets de cette formation sur la vaccination et l'état sanitaire des cheptels.</p> <p>L'équipe d'évaluation recommande de renforcer la gestion directe de partenariats par la fédération, laquelle devra sans doute par la suite disposer de personnel propre pour leur mise en œuvre effective.</p>

Recommandations concrètes et opérationnelles pour la mise en œuvre de la nouvelle phase d'intervention

Les principales recommandations générales de l'évaluation, pour la mise en œuvre des actions pour la période à venir, et notamment dans le cadre des financements de la 3^{ème} CP agricole de l'AFD, sont les suivantes :

1 Concernant le dispositif IA et les compétences à mobiliser :

Au vu de l'évolution de la proposition d'appui et des nouveaux enjeux des familles paysannes et de leurs organisations², il est nécessaire de faire évoluer les compétences et profils des équipes en développant : (i) **des compétences en agro-économie** et pas seulement en agronomie, avec une approche exploitation complémentaire de l'approche parcelle et culture ; (ii) des compétences techniques spécifiques pour des productions exigeantes: piment, maraichage, aviculture...(iii) des réflexions et formations pour le renforcement institutionnel vu les nombreuses structures (OP et organismes d'appui) et une clarification de leurs attributions.

En partenariat avec les OP, nous suggérons une validation des références technico-économiques des productions dont on souhaite développer les filières.

A effectif et ressources financières constantes voire en diminution (en relation à la période de financement UE), nous suggérons de : (1) tester une prise en charge progressive du personnel par les organisations paysannes les plus solides ; (2) limiter le coût de l'assistance technique tout en assurant une diffusion efficace des pratiques en milieu paysan avec substitution partielle de certains techniciens IA par des paysans vulgarisateurs.

2 Concernant la définition des rôles des différentes parties prenantes

Depuis 2013 et le début du projet UE, l'intervention d'IA a induit une augmentation des organisations et structures participant directement ou indirectement à l'appui aux producteurs :

- Création de nombreuses nouvelles OPB et unions depuis 2013
- Constitution de 4 coopératives
- Constitution des entités locale Finaritre et Sahi
- Entrée dans le projet d'ATIA pour la gestion du fonds FED
- Mise en place d'une cellule d'appui FED portée par IA

La situation actuelle est donc plus complexe que la situation de départ en 2012 avec IA, la Fédération et ses démembrements comme uniques intervenants du projet. Nous suggérons une clarification du rôle de ces différents acteurs.

Sur le crédit, au regard du temps important passé par les équipes IA à la préparation des dossiers et au recouvrement des emprunts, il serait nécessaire de transférer en 2017 la gestion des crédits de la cellule d'appui FED à des agents de ATIA/SAHI.

Pour les interventions concernant les filières, il serait utile dès à présent de réfléchir aux rôles respectifs de la Fédération et de Finaritre : par exemple, marchés locaux pour la Fédération et national/export pour Finaritre ?

De manière plus générale, il est nécessaire désormais **de formaliser les différents partenariats par des conventions/contrats entre les différents acteurs**. Il faudra également veiller au risque de dispersion ou de chevauchement des activités entre acteurs partenaires.

3 Concernant les moyens pour agir

La phase d'intervention actuelle se caractérise par des ressources financières réduites (sans les soutiens de l'UE additionnels aux ressources AFD). Ces ressources sont trop limitées pour aborder tous les défis et opportunités évoqués par l'équipe IA.

² Augmentation des capacités productives des familles, développement progressif de filières à vocation non seulement d'autoconsommation mais aussi commerciale, mise en place d'organisations et de services plus structurés au sein des OP, développement de nouveaux partenariats...

Parmi les thèmes émergents, outre ceux évoqués plus haut, la mission considère qu'il existe des potentialités de travail importantes sur les cultures pérennes, l'agroforesterie, et la reforestation à financer avec des ressources complémentaires, en profitant d'un historique de la zone sur les filières de rente et d'opérateurs économiques maintenant présents sur place.

Pour consolider la structuration paysanne et le développement de ces filières, nous suggérons, au regard de la qualité du travail mené, qu'IA puisse être pris en compte par l'UE comme opérateur du futur programme AFAFI Sud pour la région Atsimo-Atsinana.

Nous proposons également qu'IA réalise une promotion de ses acquis au niveau organisationnel et technique auprès des FRDA, qui devraient bénéficier de dotations financières conséquentes dans chaque région (sur fonds FIDA et UE notamment) permettant la contractualisation d'opérateurs d'appui technique sur le terrain.

La mission recommande également la recherche de synergies et économies de moyens avec le projet d'agroécologie Papam de l'AFD, intervenant à partir de 2017 sur ces mêmes districts sur des thèmes techniques très proches.

4 Concernant l'évaluation de l'impact de l'intervention

Tout en étant persuadé de la qualité et des impacts positifs du travail mené depuis plus de 15 ans par IA sur le terrain dans le Sud-Est, il nous est néanmoins difficile de pouvoir évaluer de manière documentée l'impact des interventions sur les familles paysannes, leurs organisations et leur territoire comme le propose l'objectif général du projet qui vise à « contribuer à l'amélioration durable de la sécurité alimentaire des populations rurales, à une dynamique de réduction de la pauvreté des ménages ruraux les plus vulnérables et à la dynamisation de l'économie locale ».

Un premier travail d'étude des effets des appuis sur les TP a été mené sur la période 2014-2016. C'est une bonne base que la mission recommande d'approfondir en proposant un suivi dans le temps des mêmes familles, pour pouvoir évaluer avec précision l'impact des interventions. La valorisation des travaux d'évaluation des OP est également une piste pertinente. Ce chantier d'analyse de l'impact pourra être instruit dans le cadre de la CP 2017-2019, ce point étant également une demande explicite de l'AFD.

1. Contexte de la mission

1.1. Le projet en bref

Le projet Renforcement durable des capacités productives et organisationnelles des familles paysannes du Sud-Est en capitalisant l'expérience Fagnimbogna se caractérise par les éléments suivants :

- 4 ans d'intervention: Novembre 2012–Octobre 2016 faisant suite à plusieurs projets antérieurs depuis 2000
- Budget total de 1 147 000 euros (dont 75% UE)
- Une action cofinancée par l'AFD
- Plus de 4600 familles partenaires dans 3 districts (Manakara, Vohipeno, Farafangana)
- Environ 1300 familles organisées au sein de la fédération FAGNIMBOGNA et en groupements et unions
- Une mise en œuvre directe par Inter Aide sur le terrain pour l'appui technique et organisationnel

Il se propose l'atteinte des objectifs et résultats suivants :

Objectifs généraux :

- Contribuer à l'amélioration durable de la sécurité alimentaire des populations rurales.
- Contribuer à une dynamique de réduction de la pauvreté des ménages ruraux les plus vulnérables.
- Contribuer à la dynamisation de l'économie locale.

Objectif spécifique : Les capacités des familles paysannes pour accroître, diversifier et valoriser leurs productions agricoles sont améliorées de façon durable en capitalisant l'expérience Fagnimbogna.

Résultats :

1. La productivité et les rendements vivriers des familles paysannes sont durablement augmentés par l'adoption de pratiques culturales et de variétés performantes et adaptées.
2. L'alimentation des ménages ruraux très vulnérables est améliorée par l'augmentation, la diversification et la sécurisation de leur production agricole.
3. L'autonomie des agriculteurs pour l'accès aux facteurs de production et la valorisation de leurs produits est durablement renforcée par la structuration paysanne suivant l'expérience Fagnimbogna.

1.2. Les enjeux de l'évaluation

La mission s'inscrit dans un double agenda pour IA :

- D'une part, la suite de ses interventions au travers de la CP avec un budget annuel de 300 000 euros environ par an sur la période 2017-2019 (en baisse suite à la fin du projet UE, le budget annuel sur 2013-2016 étant de 500 000 euros)
- D'autre part, la valorisation possible des acquis du financement UE pour éventuellement pouvoir candidater dans le cadre du futur appel à proposition dans le cadre du programme Afafi Sud qui démarrera en 2018 et dont les zones d'intervention se situent au Sud de Farafangana.

Les enjeux de pérennisation/essaimage de la coopération d'IA resteront centrés dans le Sud Est, avec une stratégie de diffusion des acquis organisationnels et techniques à un maximum de familles vulnérables des districts d'intervention actuels³ et des districts voisins. N'est donc pas à l'agenda le déploiement des actions d'IA en dehors du territoire historique d'intervention.

³ Les potentialités de changement d'échelle pour les 3 districts d'intervention actuelle (Manakara, Vohipeno, Farafangana) restent très importantes au regard de leur grande population (plus de 850 000 habitants au total)

Les objectifs spécifiques de l'évaluation tel que définis par IA sont les suivants :

- Evaluer, discuter et mettre en perspective la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité des actions menées et des approches.
Evaluer le degré de réalisation quantitatif et qualitatif des résultats obtenus en relation avec les objectifs définis.
- Produire des recommandations concrètes et opérationnelles pour la mise en œuvre de la nouvelle phase d'intervention.

Il est proposé dans le rapport une évaluation volontairement prospective, les résultats quantitatifs étant très documentés et IA étant déjà engagé dans une nouvelle phase de travail sur 2017-2019.

1.3. Eléments de contexte à prendre en compte

1.3.1 Contexte/enjeux de développement dans la zone d'intervention

La côte sud-est de Madagascar et en particulier la zone d'intervention d'IA se caractérise par des conditions climatiques tropicales humides (moyennes annuelles variant entre 1500 et 3000 mm). C'est une zone potentiellement propice à l'activité agricole, avec une histoire notamment riche de développement des cultures de rente (café, poivre girofle litchi) il y a quelques décennies, quand le port de Manakara était encore actif. Elle fait aujourd'hui face à de multiples défis aujourd'hui liés notamment à une forte pression foncière liée à la forte croissance de la population (en moyenne en 2014, 130 habitants au km² dans les 3 districts comptant plus de 850 000 habitants), à la dégradation des sols notamment sur les tanety, à un isolement particulier du reste du pays suite à la fermeture du port de Manakara et à l'absence d'infrastructures routières reliant cette zone aux principales villes de la cote Est (Fort Dauphin et Tamatave).

Les indicateurs de développement humains sont très faibles en lien avec l'absence de services de base à la population rurale (pas d'électrification ni accès à l'eau potable), l'absence d'infrastructures routières et de ponts facilitant le transport des personnes et des marchandises vers les villes, et une rémunération du travail inférieure à 0,6 dollar par jour (salaires de journaliers de 1500 à 2000 Ar/jour).

Le district de Manakara constitue une des premières zones d'intervention d'Inter Aide à Madagascar depuis la fin des années 1990, étendue ensuite aux districts de Vohipeno et Farafangana en 2012. Les zones d'intervention choisies par Inter Aide se caractérisent par une présence assez réduite d'autres opérateurs du développement et par leur isolement géographique. Inter Aide a également fait le choix d'intervenir auprès de ménages très vulnérables, non de manière exclusive mais volontariste.

1.3.2 Contexte des actions de coopération en lien avec l'action

La coopération de l'UE à Madagascar pour les 5 prochaines années va s'orienter sur le soutien au secteur agricole au travers de trois programmes structurants principaux : RINDRA / AFAFI Nord / AFAFI Sud. Le programme RINDRA priorisera l'appui institutionnel au gouvernement central, avec notamment un fonds multi-bailleurs de développement agricole national qui prendra la place des soutiens directs aux FRDA. Les programmes AFAFI Nord et Sud se traduiront par la mise en place de projets de développement sur le terrain au travers de fonds de concours accessibles aux opérateurs et ONG. Les 3 programmes seront gérés via des assistances techniques internationales à maîtrise d'ouvrage.

Au niveau de l'AFD⁴, les principales interventions agricoles pour les prochaines années concernant la zone⁵ se centrent sur le projet PAPAM (Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole à Madagascar), dans 4 régions dont une petite partie concernera les régions du SE : Vatovavy Fitovinany et Atsimo Atsinanana. Ce projet contribuera à améliorer la productivité des exploitations agricoles en favorisant le développement des pratiques agro-écologiques et la mise en valeur des bassins versants – périmètres irrigués, que l'AFD a

⁴ Le suivi de Madagascar au niveau de l'AFD Paris est assuré par Laure Quentin ; au niveau de l'AFD à Antananarivo par Hélène GOBERT (VSI sur le départ mais qui sera remplacée) et Maud LEIBLER (point focal ONG)

⁵ <http://www.afd.fr/home/pays/afrique/geo-afr/madagascar/Projets-Madagascar/secteur-agriculture-environnement>

soutenus dans des programmes antérieurs. Les zones d'intervention d'IA sont donc concernées par ce projet PAPAM, des synergies pourront être développées avec SD Mad, Agrisud et WHH (ONG allemande Welt Hunger Hilfe), attributaires de l'assistance technique du projet dans le Sud Est ainsi qu'avec la DRAE. La convergence actuelle entre approches agroécologiques à Madagascar constitue une opportunité pour des synergies et la valorisation des acquis d'IA auprès de différentes institutions techniques et financières.

Au niveau des institutions publiques, les élections municipales de fin 2015 ont permis l'élection de nouvelles autorités dans le Sud Est. Certaines équipes communales ont exprimé un intérêt marqué par les actions d'appui technique d'IA qui a commencé à mobiliser ces acteurs pour jouer le rôle de relai pour la diffusion de masse. Il conviendra d'apprécier ces éléments durant l'évaluation.

1.4. Rappel des acquis principaux des actions menées dans le sud Est malgache

IA coopère dans les territoires d'intervention du projet UE depuis l'année 2000. Le travail à Farafangana est le plus récent. Initié en 2012, c'est un territoire témoin de la diffusion des acquis développés sur une plus longue période à Manakara et Vohipeno (et dans le district de Mananjary, non concerné par le projet UE mais qui était également ciblé dans le cadre de la phase 1 & 2 de la CP⁶).

Sur le plan méthodologique, l'approche d'IA se caractérise par quelques particularités :

- Utilisation de formes de conseil individuel⁷ au minimum lors de deux saisons de cultures pour différentes « spéculations » avec des appuis complémentaires : Accès facilité à des variétés performantes et adaptées, accès facilité à du petit outillage (subventionné partiellement),
- Ciblage de familles paysannes en situation de précarité avec une approche particulière (types P et TP de la typologie utilisée par Inter Aide) et de territoires peu appuyés par les pouvoirs publics et acteurs de la coopération (zones enclavées).
- Après la phase de conseil individuel, passage progressif à la constitution d'OPB et à des formes de conseil de groupe, les OPB pouvant se structurer ensuite en unions adhérant à la fédération Fagnimbogna.
- Appui à des OP pouvant développer des projets spécifiques (pépinières, stockage en commun, multiplication variétale et de semences, accès au crédit, reboisement/sylviculture ...).
- Appui à un réseau de coopérative (et à des boutiques d'approvisionnement en intrants).

Les principales thématiques développées par IA sont relatives au renforcement de la sécurité alimentaire via la diffusion de techniques agricoles concernant les cultures vivrières annuelles. Par ordre décroissant de superficies intensifiées dans les 3 districts, sont concernés le riz (diffusion du SRIA), le pois de terre (avec ou sans couverture végétale), le haricot, le maïs puis les tubercules (manioc, patate douce et igname) et le maraichage. Des animations de masse ont également été réalisées sur le basket compost pour l'igname.

Sur la partie des services à la production et des filières, les enjeux abordés par IA se situent au niveau de la gestion semencière, de l'accès aux intrants et aux crédits de campagne et sur la dynamisation de filières de rente potentielles telles que le piment.

Un dernier enjeu abordé par le projet UE et prioritaire dans les prochaines années est le renforcement des OP, notamment la fédération Fagnimbogna et la structuration de services au travers d'entités proches. L'appui à la fédération a été renforcé cette dernière année avec la constitution d'une cellule d'appui dédiée et d'une

⁶ Depuis mi 2016, il n'y a plus d'intervention d'appui agricole direct dans ce district mais la cellule d'appui à la fédération Fagnimbogna, continue à appuyer les OPs et la coopérative établies dans ce district.

⁷ Les conseils de techniques améliorées techniques pour toutes les cultures peuvent se décliner selon les points suivants :

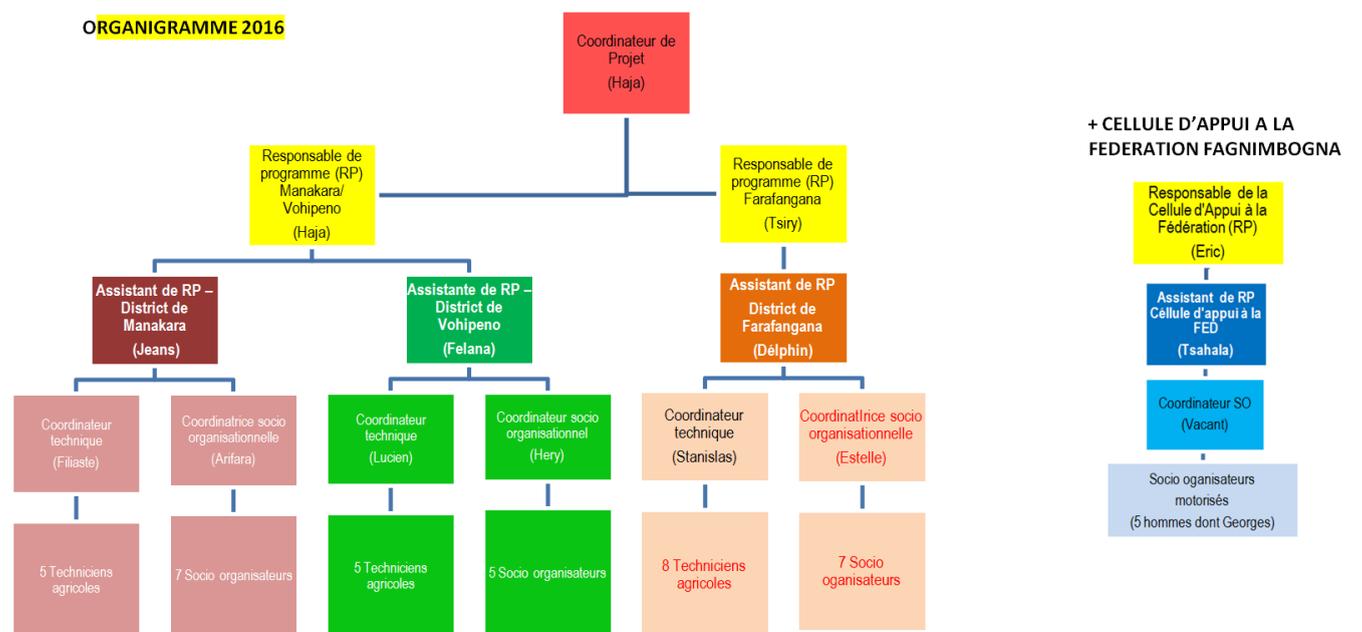
- Préparation soigneuse des parcelles / pépinières ou planches de culture.
- Semis soigneux des semences en poquets (pas au bâton fousseur) ou repiquage soigneux des jeunes plants
- Densité contrôlée (moins dense qu'en traditionnel).
- Sarclage.
- Gestion de la fertilité (utilisation fumier de parc, compost, basket compost, engrais minéraux avec SRIA, purins en maraichage).
- Utilisation de variétés adaptées au contexte et performantes.

entité spécialisée dans la gestion des crédits (SAHI/ATIA. Parallèlement la création fin 2016 d'une coopérative (Finaritre) devrait permettre de développer des activités commerciales en lien avec les paysans Fagnimbogna : fourniture d'engrais, commercialisation, productions commerciales.

La période actuelle se traduit par une évolution du dispositif d'assistance technique avec une réduction des effectifs de techniciens de terrain IA pour les districts de Mananjary (sur CP 2014-2016) et Manakara et leur maintien sur Vohipeno et Farafangana. Dans le même temps sont renforcées les capacités d'appui au niveau de la fédération et des structures de services technico-économiques aux producteurs. L'organigramme suivant de l'équipe en 2016 montre la répartition des différentes responsabilités au sein de l'équipe

INTER AIDE Programmes agricoles_ District Manakara, Vohipeno et Farafangana

ORGANIGRAMME 2016



2. Méthodologie et déroulé de la mission

2.1. Le déroulé de la mission

La mission s'est déroulée conformément au prévisionnel avec l'équipe des 3 consultants, Olga Rasoalandinirina pour Hoana Soa, Valentin Beauval et Pierril Lacroix pour TERO. Quelques ajustements ont été proposés au regard de la proposition initiale pour mieux valoriser la présence et les complémentarités des 3 consultants, pour limiter parfois les temps de route pour des visites de terrain, et assurer des rencontres avec certains partenaires présents dans les territoires d'intervention. Le chronogramme détaillé réalisé est proposé en **Annexe 1**.

2.2. Méthode de travail pour l'évaluation

L'équipe d'évaluation a consulté une base significative de documents produits par IA et notamment des rapports internes de projet, des documents de capitalisation interne de produits par l'équipe IA, mais aussi des évaluations externes concernant les activités d'IA dans le Sud-Est et des documents non Inter Aide concernant le Sud-Est de Madagascar. Le détail des sources consultées est précisé en **Annexe 2**

Des entretiens ont été menés avec différents types d'acteurs et notamment : (i) familles paysannes et familles très vulnérables, y/c des familles n'ayant pas adopté les propositions techniques ; (ii) membres et dirigeants des OP aux niveaux groupements, unions et fédérations ; (iii) équipes techniques d'Inter Aide (coordinateur de projet, responsables de programme et leurs assistants, coordinateurs techniques et socio-organisationnels, techniciens agricoles et socio-organisateur) + cellule d'appui à la fédération, ; (iv) autres parties prenantes et notamment collectivités locales et entités spécialisées pour services technico-économiques.

Les questions spécifiques à aborder concernant les objectifs attendus de l'évaluation sont détaillées en **annexe 3**.

3. Analyse des actions/approches d'appui technique aux producteurs

Différentes conditions clés semblent déterminer dans la zone les possibilités de développement d'une agriculture familiale viable et durable et notamment, la qualité/fertilité des sols, l'accès à des rizières, les régimes foncier et disponibilité de terre, l'accès à l'eau et à des systèmes d'irrigation/drainage. Ces éléments sont à prendre en compte pour analyser le niveau de développement/diffusion des propositions techniques accompagnées par IA.

3.1. Analyse de la pertinence des innovations techniques promues

Principaux thèmes promus dans le Sud-Est par IA et comparaison avec ceux promus par le projet BVPI de 2006 à 2012
(mise en œuvre BRL)

Principaux thèmes	Inter Aide	BVPI/Sud-Est
1) Amélioration de la riziculture (SRI-SRIA)	Oui	Oui
2) Igname Basket compost	Oui	Non
3) Manioc Basket compost	Oui	Oui
4) Amélioration et diffusion de la culture du pois de terre	Oui	Oui
5) Augmentation de la production des cultures maraîchères (CUMA)	Oui	Oui
6) Conservation des semences graines et multiplication des boutures de tubercules principalement pour les ménages précaires	Oui	Non
7) Promotion des composts	Oui	Non
8) Amélioration des enclos des zébus et de la production de fumier	Oui	Oui
9) Promotion d'engrais foliaires et de biopesticides	Oui	Non
10) Reforestation sur tanety	Oui	Oui
11) SCV brachiaria/manioc et stylosanthes/manioc	Non	Oui **
12) Lutte contre l'érosion sur tanety avec brachiarias et stylosanthès	Non	Oui **
13) SAF = Systèmes agro-forestiers avec Arachis	Non	Oui **

**Avec une diffusion faible au regard des investissements consentis pour le développement de ces 3 innovations techniques

Commentaires :

- 6 thèmes sont communs entre IA et BVPI-BRL (SRIA, Basket compost manioc, Basket compost igname, cultures maraîchères, pois de terre, reforestation sur tanety).
- IA a spécifiquement développé plusieurs activités favorables à l'agroécologie comme la production de compost, de fumier et les biopesticides ainsi que des légumineuses alimentaires (pois de terre), la promotion des jardins de case, mais n'a jusqu'à présent pas proposé de solutions pour réduire l'érosion induite sur les tanety par les cultures annuelles.
- IA a aussi réalisé de nombreuses activités visant à améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des familles les plus précaires, dont un accès aux semences et boutures via les GCS, un accès au foncier avec des parcelles cultivées collectivement, etc...
- BVPI/BRL a développé des thèmes spécifiques d'agriculture de conservation des sols et en particulier les SCV sur tanety visant à réduire l'érosion.

3.1.1 Activités de promotion du SRIA

Cet itinéraire technique avec repiquage de plants jeunes (10 à 20 jours) est bien maîtrisé par les agronomes et techniciens d'Inter Aide. Il peut permettre de doubler voire tripler les rendements. Les paysans rencontrés reconnaissent son intérêt mais cet ITK nécessite malheureusement beaucoup de conditions pour sa mise en œuvre :

1. Des rizières non inondables avec une **bonne maîtrise de l'eau** (et ce même en cas de très fortes pluviométries) et un bon **planage** permettant de repiquer des plants jeunes.
 2. Une **gestion sociale de l'eau efficiente** (s'il s'agit de périmètres collectifs).
 3. Un accès à suffisamment de **fumure organique et de fumure minérale** (surtout N et P).
 4. L'utilisation de rayonneurs (plutôt que de cordes) pour ne pas perdre trop de temps lors du repiquage en ligne et en gagner lors du désherbage mécanique.
- ⇒ Vu la difficulté de rassembler ces 4 conditions dans le Sud-Est, les superficies pouvant être gérées sans risques en SRIA sont variables d'un paysan à l'autre et **sont souvent limitées**.
- ⇒ La promotion du SRI est cependant prioritaire pour faire face à la croissance démographique mais il faudrait alors sérieusement aider les paysans à :
- (1) **mieux aménager leurs rizières** (canal d'irrigation et drains séparés) ;
 - (2) **produire plus de fumure organique** ;
 - (3) **avoir accès à des engrais azotés et phosphatés à des prix acceptables**.

NB : Le ratio aux producteurs des prix des engrais/prix du paddy est probablement de 50% plus élevé que celui constaté en Afrique de l'Ouest vu les marges des opérateurs privés à Madagascar et les coûts de transport Tamatave-Manakara via Tana puis Manakara-communes d'intervention d'IA (Le prix de l'urée FOB sur le marché mondial est actuellement proche de 0,30€/kg). Les taux d'intérêt des crédits de campagne d'ATIA sont par contre faibles pour l'instant (1% par mois). Et c'est une chance pour les paysans dans cette région exposée à de forts aléas climatiques !

Repiquage dans les parcelles inondables de plants souvent très âgés (plus de deux mois) et qui ne talleront plus, ce qui limitera très fortement les rendements	Parcelle en SRIA promu par IA avec un bon planage, l'utilisation d'un rayonneur pour le repiquage puis de fumure organique en quantité importante
	

Si les activités SRIA d'Inter Aide sont actuellement limitées par les facteurs mentionnés ci-dessus, les introductions de variétés à cycle court ou polyvalentes et, plus globalement, **l'augmentation de la biodiversité riz disponible au niveau des paysans** (cf. variétés Mahavonjy, X 265, Mihary, Fofifa 160, Sebota, etc...) est très pertinente car elle devrait leur permettre de mieux faire face aux aléas climatiques.

3.1.2. Activités concernant le basket-compost igname avec mini set

Cette activité a fait l'objet d'une diffusion de masse en 2016-17 avec des résultats probants observés sur le terrain (cf. analyses détaillées de Lolita Guillon et nos observations).

Les nouvelles variétés d'igname introduites par IA intéressent indéniablement les paysans (cf. la variété *florida*) de même que la technique du basket compost car elle permet des rendements plus élevés et une récolte plus facile que la technique traditionnelle (plantation d'igname près d'un arbre vivant, cf. photo).

Parcelle d'igname basket compost	Culture d'igname avec comme tuteur un arbre vivant
	

L'igname basket compost semble économiquement intéressante vu les prix de vente élevés de ce tubercule mais elle nécessite un investissement important en travail pour réaliser les trouaisons et l'infrastructure en bois mort utilisée comme tuteur. Sa réussite est conditionnée par :

- une production préalable de **compost et ou fumier** bien décomposés,
- la récupération de suffisamment de **biomasse sèche et verte**,
- l'accès à de la **terre fertile placée dans les trous**.

Ces conditions sont plus faciles à réunir pour les familles paysannes ayant des zébus, des parcelles fertiles et aussi des parcelles pouvant fournir l'importante biomasse verte et sèche nécessaire (venant par exemple de parcelles en jachère). En 2017, la **possibilité d'irriguer** a également été une condition de réussite car la **technique du mini set demande plus d'humidité du sol**.

Parcelle de basket compost igname bien réussie	Parcelle de basket compost igname ratée vu sécheresse
	

Il faut poursuivre cette action très pertinente en étant vigilant sur les points suivants :

- Eviter le **décapage** total de la terre adjacente aux trous (cf. photo), le résultat global étant alors très inquiétant sur le plan agroécologique



- **Adapter la technique aux types de sol.** Par exemple, il ne semble pas nécessaire de faire un trou plus profond que l'horizon A si celui-ci fait 40 cm de profondeur. Par contre, un buttage d'une vingtaine de cm semble dans ce cas souhaitable.
- Ne pas produire que de l'igname dans ces trous car des ravageurs pourraient apparaître et la production baisserait avec le temps. En conséquence, tester des **rotations igname/autres familles botaniques** cultivées dans le Sud-Est et pouvant bénéficier de l'investissement trous+tuteurs : des **cucurbitacées** (Concombres, concombre amer [= margose], « Chouchoutes » [= cristophines], papangayer, ou encore des **haricots** à rame à croissance indéterminée...

Liane pouvant succéder à l'igname = Le papangay	Fruit du papangay

Autre liane pouvant succéder à l'igname = Chouchoute



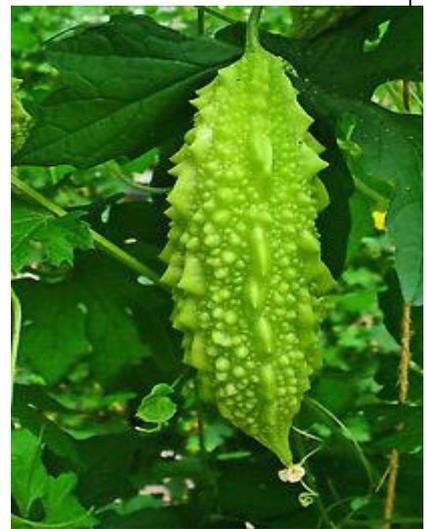
Fruit chouchoute (= cristophine)



Autre liane pouvant aussi succéder à l'igname = Margose



Fruit Margose



3.1.3. Activités concernant le basket-compost manioc

Cette activité est pertinente vu l'augmentation de rendement mentionnée dans les rapports d'IA (mais aussi mentionnée dans la capitalisation BPVI-BRL 2013 Sud-Est qui signale une bonne rémunération du travail pour cette activité).

Méthode préconisée par IA avec trous profonds (plus de 40 cm)	Adaptation paysanne avec des trous peu profonds et de plus grande dimension + troncs de bananiers coupés
	

Elle nécessite moins de travail que l'igname en basket compost car les trous sont deux fois moins profonds (cf. photo) et il n'y a pas besoin de tuteur. Sa réussite est conditionnée par :

- une production préalable de **compost et ou fumier** bien décomposés,
- la récupération de suffisamment de **biomasse sèche et verte**,
- l'accès à de la **terre fertile placée dans les trous**,
- l'**utilisation de boutures de tiges non virosées** (cf. § 6, une sélection massale au champ pourrait être testée pour identifier de bonnes boutures et réduire l'incidence des viroses).

Les 3 premières conditions sont plus faciles à réunir pour les familles paysannes ayant des zébus et des parcelles en jachère pour la récupération de la biomasse.

Nous estimons qu'il faut poursuivre l'action en étant vigilant sur les points suivants :

- **adapter la technique aux types de parcelle et de sol** (prendre en compte le risque inondation, la profondeur de l'horizon A plus humifère, la compaction de l'horizon B, etc...),
- éviter le **décapage** de la terre adjacente aux trous (cf. observation concernant l'igname),
- **ne pas faire du manioc plus de deux ans de suite dans les trous** et prévoir une rotation avec une plante qui n'est pas un tubercule mais plutôt une cucurbitacée ou une légumineuse,
- réaliser un **buttage** permettant au manioc de mieux résister aux vents violents (c'est un problème important pour les maniocs implantés en basket compost car ils sont plus hauts),

Ci-après, des plants de manioc implantés sur basket compost et bien développés. Malgré le buttage effectué par l'agriculteur, ils ont été couchés par le vent suite au passage d'un cyclone début mars, contrairement aux plants implantés de façon traditionnelle sans fumure qui ont eu un plus faible développement végétatif.



3.1.4. Amélioration et diffusion de la culture du pois de terre

Il s'agit d'une légumineuse assez rustique et appréciée dans plusieurs zones d'intervention d'IA. Comme le lingot blanc (haricot) cultivé par certains paysans du Sud-Est, elle contribue à une meilleure alimentation des populations. **Réaliser des activités permettant d'accroître les superficies cultivées en pois de terre est dont très pertinent.**

Très belle parcelle de pois de terre selon l'itinéraire préconisé par IA	Nodosités sur un pied de pois de terre
	

Le pois de terre présente sur les racines des nodosités fixant l'azote, ce qui permet de ne pas appliquer de fertilisation chimique de type urée. Par contre, il apprécie sur les sols de tanety l'application localisée (= *enfouie près de chaque poquet*) d'un peu de fumure organique mais pas trop car cela peut induire un fort développement végétatif aux dépens de la production de graines.

Les expérimentations multilocales menées en partenariat en 2017 avec quelques « paysans expérimentateurs » devraient permettre de consolider les références déjà acquises par IA.

De telles expérimentations sont pertinentes. Le protocole actuel est cependant ambitieux (*4 types de fertilisation croisés avec 3 types de travail du sol...*) mais le suivi réalisé par IA devrait permettre de dégager des recommandations simples.

Après exploitation des données de cette campagne vatomandry 2017, une approche plus participative de type « **champ école** » (*avec des protocoles négociés avec des groupes de paysans motivés par cette culture, voir annexe 5*) pourrait à notre avis être proposée pour l'amélioration de la culture du pois de terre.

Vu les références déjà acquises par les équipes IA pour le pois de terre, la proposition ci-dessus ne nous semble pas contradictoire avec une diffusion de masse du type de celle réalisée en 2016-17 pour l'igname basket compost.

3.1.5. Analyse des activités concernant la promotion des cultures maraîchères

Parcelle de pili pili bien réussie sur bourrelet de berge	Pili pili à récolter en fruits rouges
	

Ces activités maraîchères sont très pertinentes que ce soit pour améliorer l'alimentation des familles ou comme sources de revenu mais elles nécessitent :

- Un accès à des **parcelles fertiles** (*par exemple, bourrelets de berge*) situées près de **points d'eau permanents**.
- Pour les groupements maraîchers féminins, une **sécurisation foncière** avec un écrit signé par le propriétaire et les autorités locales (*par exemple, pour une durée de plus de 6 ans pour amortir les investissements clôture, fosse compostière, etc... ?*).
- Une disponibilité suffisante en **compost** et en **fumier** (*cf. 3.1.7*).
- Une disponibilité en **semences** d'espèces et de variétés adaptées ayant une **faculté germinative contrôlée** (*cf. semences vendues dans les boutiques ou autoproduites, voir § 3.1.6*).
- **Un appui technique rapproché avec de bonnes compétences en identification des ravageurs et en techniques de lutte** (*cf. document spécifique transmis aux équipes Inter Aide*).

Préparations utilisables en pulvérisation foliaire à base de bouses (à gauche) et de feuilles de sisal, faux neem et niaouli à gauche



- Dans le futur, bien identifier les filières porteuses et peu risquées (cf. risques présentés par la filière piment) et tenter d'éviter les surproductions.

3.1.6. Activités de conservation des semences graines et des boutures de tubercule principalement pour les ménages précaires

a) Conservation de semences graines par des groupements (GCS) constitués de ménages précaires

Cette activité de conservation des semences graines dans des malles a concerné **42** groupements de ménages précaires en 2016, groupements comprenant au total près de **400 personnes** dont un tiers de femmes. Les semences sont conservées dans la malle dans des sacs individuels qui peuvent être récupérés par leurs propriétaires avec l'accord des autres membres (*système de protection avec deux cadenas plus la clef du local, le tout géré par 3 personnes différentes*). Jusqu'à présent, sont principalement conservées dans ces malles des **semences riz paddy et de pois de terre en coque**.

La malle de semences proposée par IA est bien conçue pour ces deux espèces protégées par leurs enveloppes, du moins si un **séchage préalable au soleil a été rigoureusement effectué** (*plus une semence est sèche, mieux elle se conserve !*). Comme la malle comprend deux parties grillagées et que l'hygrométrie est très souvent élevée sur la côte Est de Madagascar, **les semences se ré-humidifient progressivement** dans la malle et il faudrait en saison pluvieuse les sortir chaque mois afin de les re-sécher au soleil.



La conservation de graines d'espèces plus fragiles demande davantage de précautions que celles du riz et du pois de terre. Des **tests** pourraient être réalisés avec conservation dans de petits récipients étanches comme

des bouteilles en verre ou en plastique de :

- Diverses légumineuses comme haricot, niébé, pois d'angole, mahalay (= *haricot mungo*), ...
- Certaines semences potagères comme des semences de pètsay, de choux, de cucurbitacées.
- Des semences de maïs (*certaines paysans les conservent en épis au-dessus de la cuisine car la fumée éloigne les insectes mais la chaleur peut affecter la faculté germinative*).

Suggestions pour améliorer la conservation des semences dans ces bouteilles :

- Un séchage préalable au soleil très poussé (*test du degré de dessiccation avec les dents*).
- Pour réduire l'incidence des insectes pouvant avoir contaminé les graines au champ, **mélange de semences bien séchées avec de la poudre de piment et/ou des cendres** (*des paysans rencontrés lors de la mission utilisent déjà ces deux techniques*).
- Les **réipients doivent contenir le moins d'air possible et ne pas être ouverts avant utilisation des semences**. Pour cela, un mélange des graines avec du sable très fin et bien séché est conseillé.

b) Multiplication de lianes de patate douce et de boutures de manioc

- Pour les 3 espèces de tubercule (*igname, manioc et patate douce*), **103 GCS** et plus de **800 ménages précaires** ont conservé en commun en 2016 du matériel végétatif. C'est une activité très pertinente et en extension. **Nous suggérons qu'elle soit amplifiée.**
- **Pour les lianes de patate douce**, ces activités ont concerné des superficies réduites en 2016 (*seulement 65 ares*) mais, vu le taux de multiplication rapide des lianes de patates douces, elles permettent cependant d'introduire de nouvelles variétés (*cf. photos ci-dessous avec boutures des variétés Bora et Vietnamien*).

Par contre, le dimensionnement de cette activité « multiplication de lianes » est très insuffisant pour faire face à la sécheresse observée lors de la saison vatomandry 2017. Les demandes de bouture des paysans des zones très affectées par cette sécheresse (*cf. commune de Marofahrihy*) sont très importantes et IA éprouve des difficultés pour faire face à cette demande exceptionnelle.

Signalons que la patate douce a un cycle court (*comparativement au manioc*). Dans plusieurs régions de Madagascar, **c'est une culture rustique et clef pour assurer la sécurité alimentaire face aux nombreux aléas et changements climatiques affectant les productions rizicoles.**

Parcelle collective comprenant deux variétés de patate douce venant d'être repiquée	Paysan ayant réussi à multiplier de la patate douce sur son bourrelet de berge
	

Les paysans les plus prévoyants et possédant des terres près des rizières (*bourrelets de berge, cf. photo de droite*) y ont implanté quelques pieds de patates douces et auront donc des lianes pour leurs tanety. C'est rarement le cas des ménages précaires. IA pourrait-il :

- inciter chaque union à cultiver une parcelle collective des variétés appréciées de patate douce, parcelle dont le rôle essentiel serait de fournir aux groupements composés de précaires des lianes en cas d'aléas climatiques ?
- et/ou favoriser des dons (ou ventes) de lianes entre paysans membres d'une même union ?

➤ **Pour les boutures de manioc**, nous avons observé que les maniocs des parcelles collectives de ménages précaires comprennent un **pourcentage trop important de pieds atteints par les viroses** et ayant un développement végétatif limité (cf. photo ci-après).

Comme dans d'autres pays tropicaux, les femmes rencontrées lors de la mission ont mentionné que le goût des feuilles virosées est apprécié. Toutefois, **nous estimons qu'il est dommage de réaliser un effort important pour la réalisation des basket compost manioc puis d'y implanter ensuite des boutures virosées qui auront un rendement réduit en tubercules...**



Pour réduire la fréquence des pieds virosés de manioc, une **sélection des boutures saines pourrait être effectuée au champ avec marquage grâce à un lien des plantes avant la chute des feuilles** (= *sélection massale au champ sur le phénotype*). De préférence, choisir les plantes saines dans une zone comprenant peu de pieds virosés car la propagation des viroses a aussi lieu en cours de végétation via des insectes piqueurs suceurs.

Remarque : **D'autres cultures valoriseraient la pratique de basket compost et, plus globalement l'application de fumure organique au pied des plants.** Parmi celles listées par les paysans, les différentes variétés de **bananiers**, le **café** et d'autres cultures pérennes de rente.

Le challenge pour les producteurs motivés est cependant de produire plus de compost utilisable pour ces différentes productions et, en cas de rareté, **d'identifier l'affectation la plus rentable des quantités disponibles de compost.**

3.1.7. Activités de promotion de compost

Promouvoir la fabrication de compost est très pertinent dans une région caractérisée par : (1) un climat tropical humide offrant des facilités de produire de la biomasse dans plusieurs parties des terroirs; (2) le faible

nombre de zébus par habitant et l'absence de zébu chez les familles précaires et (3) les vols de zébus dans certaines communes (cf. *certaines communes du district de Farafangany*).

De plus, cette activité est rendue indispensable pour la mise en œuvre de propositions techniques IA telles que les baskets compost ignames et manioc et la pratique de cultures maraîchères intensifiées. Nous estimons d'ailleurs que des cultures à bonne valeur ajoutée peuvent induire des changements de comportement en matière de **gestion de la biomasse et de gestion de la fertilité des sols**.

Le chemin restant à parcourir dans le Sud-Est en matière de gestion de la fertilité est cependant encore long par rapport à des pratiques devenues courantes sur les hautes terres. Dans ce domaine, le cadre logique d'un projet ayant une durée de 3 à 4 ans est bien insuffisant pour mesurer les impacts. En effet, les changements (= *l'adoption des innovations proposées*) se produisent assez souvent avec retard après une période d'observation et une adoption se limitant à quelques producteurs innovants isolés (cf. http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers09-03/38176.pdf).

Exemples de fabrication de compost impulsée par IA :

Compost produit par un groupe de femmes pour leurs cultures maraîchères



Paysan individuel produisant du compost pour divers usages	Utilisation de ce compost pour une pépinière de petsaï
	

3.1.8. Amélioration des enclos des zébus et la production de vrai fumier

Inter aide a travaillé sur ce sujet lors de la décennie précédente mais avec des résultats jugés assez décevants par les agronomes de l'équipe (*seulement une cinquantaine d'enclos ont été améliorés*).

Peut-on produire du bon fumier dans un enclos de ce type ? (<i>Farafangana</i>)	Un enclos amélioré promu par Inter Aide
	

Les enclos améliorés avec litière placée sous un toit protégeant les animaux des intempéries ne font pas partie de la culture des paysans du Sud-Est. C'est un constat démoralisant quand on sait qu'en parallèle, dans les hautes terres et des zones agricoles de pays très densément peuplés et enclavés avec des coûts élevés des engrais chimiques, les agriculteurs ont depuis des décennies compris que la valeur économique des déjections et fumiers produits par les ruminants pouvait être équivalente ou supérieure à leurs productions de viande et de lait (*cf. Rwanda et Burundi pour les bovins, Pays Bamiléké du Sud-Ouest Cameroun avec des enclos destinés aux porcs, certaines régions d'Ethiopie, etc...*). L'adjonction d'un peu de fumier de bovins ou porcins joue ainsi le rôle d'**activateur biologique** à très faible coût dans des fosses compostières comprenant des biomasses vertes et sèches.

Comment provoquer une réflexion et des changements de mentalité dans le Sud-Est sur ce sujet important ? On jetterait ainsi les bases d'une intensification agroécologique économiquement viable pour les familles possédant quelques zébus.

Nous n'avons pas la prétention de proposer des solutions clefs en main mais, sachant que l'accroissement de la fertilité lié à l'utilisation d'un peu de poudrette et fumier est de plus en plus reconnu, les pistes suivantes pourraient être testées :

- Programmer des visites chez des paysans du Sud-Est ayant des enclos de zébus améliorés.
- Programmer des visites chez des paysans des hautes terres ayant des enclos pour zébus bien conçus.

3.1.9. Fabrication d'engrais foliaires et de biopesticides

Bravo pour l'accent mis ces dernières années sur les préparations naturelles testées pour réduire l'utilisation de produits chimiques inquiétants et améliorer l'autonomie des agriculteurs ! Cette action pourra être amplifiée dans le futur en profitant des acquis d'autres organismes et des fiches de référence déjà diffusées (*cf. document remis à l'équipe IA lors de la mission*) mais aussi d'expériences pertinentes développées par certains paysans chercheurs. Pour la lutte intégrée pour des productions sensibles telles que les cultures maraichères, les compétences de l'équipe technique seraient néanmoins à renforcer, idéalement via le recrutement d'une personne spécialisée en maraichage biologique/agroécologique.

Préparation naturelle à base de feuilles de sisal, faux neem et niaouli



Par contre, nous sommes surpris de voir mentionner dans les documents techniques d'IA diffusés aux équipes et la vente dans certaines boutiques des matières actives insecticides qu'il serait souhaitable d'éviter. **Ces produits sont interdits dans de nombreux pays du Nord** et mentionnés comme devant être abandonnés dans les textes de la convention PIC de Rotterdam. Plusieurs des boutiques d'intrants des unions visitées lors de l'évaluation proposent encore aux agriculteurs le Carbofuran et Carbosulfan, des insecticides extrêmement toxiques interdits dans de nombreux pays, ainsi que le Diméthoate, un insecticide systémique à éviter car très toxique pour les humains. Face à ces dangers, IA avait mis en place une proposition de traitement phytosanitaire des parcelles exclusivement via des personnes spécialisées, les paysans traiteurs. Les ventes de ces produits toxiques dans les boutiques sont aujourd'hui néanmoins très limitées grâce à la promotion d'alternatives de produits moins nocifs ou naturels. IA s'est aujourd'hui engagé à supprimer des boutiques la distribution des produits interdits par la convention PIC de Rotterdam.

3.2. Analyse des méthodes de diffusion de ces innovations

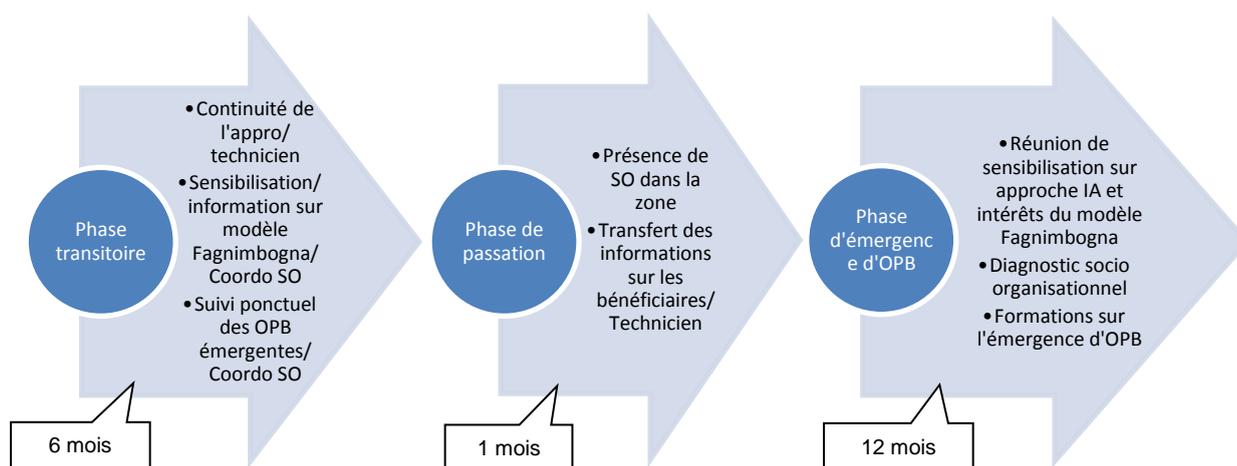
Rappels : La méthode permettant de diffuser une innovation varie en fonction de divers facteurs dont la complexité de l'innovation, son intérêt technique, économique et social pour les ruraux, leurs liens avec le marché, les alternatives non agricoles s'offrant à eux, ... L'isolement des zones rurales, leur niveau d'insécurité et la possibilité ou non d'y affecter des conseillers agricoles motivés et compétents doivent être également pris en compte (*pas simple dans le Sud-Est et cela explique en partie l'instabilité du personnel d'IA affecté dans certaines communes*).

Par ailleurs, diffuser des innovations ne nécessite pas seulement une bonne maîtrise des techniques. Il faut également, comme le mentionne Pierre Chantran (*cf. annexe 4*), bien comprendre comment fonctionne la société rurale concernée.

Inter Aide agriculture dispose d'un **staff technique d'une dizaine de cadres** qui définissent les thèmes devant être vulgarisés (*la moitié d'entre eux sont des agronomes expérimentés*). Ces cadres supervisent plus d'une vingtaine de techniciens salariés du projet affectés dans des communes dans lesquelles ils séjournent pendant 3 semaines. Ils passent ensuite une semaine aux sièges d'IA (à Manakara et à Farafangana) pour synthétiser les données collectées à la demande de leurs supérieurs, rédiger des rapports, participer à des formations, etc...

IA a mis en œuvre depuis plus d'une décennie dans ses zones d'intervention du Sud-Est une méthode de diffusion d'innovations techniques basée sur deux étapes :

- Une phase d'un an en **conseil individuel** (*suivi portant sur les deux campagnes d'une même année*). Les messages sont conçus par le staff technique avec, pour certains thèmes, une validation sur de petites parcelles d'une douzaine de « **paysans-chercheurs** » testant des protocoles définis par un cadre IA responsable des expérimentations. Les thèmes testés en 2017 sont : (i) en **pois de terre**, la fertilisation, le mode de travail du sol, la production de semences ; (ii) en **igname**, un itinéraire technique avec récolte en avril ; (iii) en **riz**, des tests variétaux en pluvial et en irrigué.
- Une seconde phase comprenant davantage de **conseil de groupe, des visites d'échange** et des **appuis** de socio-organiseurs. Ces appuis visent **l'émergence de groupements de base** (*cf. schéma ci-dessous*) puis d'unions se consolidant avec le temps et adhérant après quelques années à la fédération Fagnimbogna.



- En 2016-17, IA a testé une méthode de vulgarisation plus classique : la « **diffusion de masse** » de l'igname basket compost, une innovation relativement simple. Selon la capitalisation réalisée par Lolita Guyon en Mars 2017, **500** paysans auraient été directement touchés par cette diffusion de masse dont le coût par paysan serait proche de **10 euros** (*ce coût semble élevé mais il doit être « amorti » sur plusieurs années et nous avons aussi observé une réelle diffusion de paysan à paysan qui laisse à penser que le nombre réel de paysans ayant adopté le nouvel itinéraire technique proposé sera avec le temps supérieur*).

Cette méthode dite « de masse » a permis de toucher de nouveaux publics via la radio, les réunions publiques organisées en partenariat avec les mairies et les démonstrations sur le terrain. Nous estimons qu'elle a globalement été une réussite. Elle n'est cependant pas conseillée pour des innovations complexes comme le SRIA ou le développement de cultures maraîchères diversifiées. Dans les communes ayant démontré leur réactivité et intérêt face à l'innovation basket compost igname, d'autres innovations techniques pourraient être proposées en partant d'un **recensement des demandes paysannes** (*sur quelles cultures souhaitent-ils tester de nouvelles techniques ?*) et en adoptant d'une approche plus participative.

- Pour apporter des appuis techniques à de nouvelles OPB, IA a sollicité quelques « techniciens d'unions » vivant près de ces OPB. Ce sont le plus souvent des responsables paysans de Fagnimbogna reconnus pour leurs compétences techniques et qui sont motivés par des activités de vulgarisation. Deux de ces responsables paysans sont indemnisés pour leurs activités de conseil auprès de ces nouvelles OPB (*indemnité mensuelle de l'ordre de 80.000 Ar pour un appui à temps partiel*).

L'initiative est excellente et les 4 « paysans vulgarisateurs » (*terme que nous préférons à celui de technicien d'union*) rencontrés lors de la mission ont un bon niveau de technicité et seront plus stables et plus convaincants auprès de leurs collègues paysans que de jeunes techniciens sortant de l'école et ayant peu de vécu en production agricole. Par contre, ce sont aussi des responsables paysans de Fagnimbogna, dont plusieurs membres du CA... Cela pourrait induire des jalousies voire des conflits d'intérêt et nous estimons qu'il leur faudrait trancher entre ces deux activités et n'en garder qu'une seule.

Pour le futur, outre les recommandations mentionnées ci-dessus, nous suggérons dans quelques communes favorables (*bonne dynamique paysanne et présence de techniciens motivés et compétents*), le test d'une approche complémentaire des précédentes : les « **champs écoles** ». L'encadré ci-dessous résume cette approche et l'**annexe 5** apportent des informations plus complètes.

Le champ école paysan (CEP) est une école «sans murs» qui se déroule dans un champ, tout au long d'une saison de culture. Ce champ est un lieu d'échange d'expériences entre techniciens et paysans (*souvent un groupe de 20 à 30 paysans et paysannes qui ont des préoccupations communes et s'auto-choisissent*). Ensemble, ils identifient les problèmes du champ et testent, en fonction de leurs objectifs, des solutions/innovations en matière de choix des cultures, d'itinéraires techniques, de conduite en pur ou en associé, de choix des rotations, etc... Certaines de ces solutions sont d'origine endogène et d'autres d'origine exogène (par exemple, venant de centres de recherche agronomique).

Le champ école donne aux paysans l'opportunité d'apprendre en pratiquant, en étant impliqués dans l'expérimentation, les discussions et la prise de décision. **Cet outil pédagogique valorise donc l'expertise des paysans et les place au centre du processus** : le diagnostic des problèmes, l'identification et l'expérimentation des meilleures solutions, l'évaluation et le partage des résultats techniques et économiques obtenus. Lorsqu'il s'agit de groupes d'éleveurs, il ne s'agit plus d'un champ mais d'un « troupeau-école » dont la gestion est collectivement questionnée et améliorée.

Cette méthode de **recherche-action** a été utilisée depuis les années 80 dans de nombreux pays dont l'Indonésie (le terme "Sekolah Lapangan" = champ école vient de ce pays), plusieurs pays anglophones (cf. "Farmer Field Schools" en anglais) et également plusieurs pays européens dont la France depuis les années 60 dans le cadre de groupes d'auto-développement de type CETA et CIVAM réunissant quelques dizaines de paysans ayant des préoccupations communes.

Le dispositif existant de parcelles communes au niveau des unions pourrait être adapté pour développer la proposition de champs écoles en approfondissant les dimensions de dialogues inter-paysans et de liens avec les travaux des paysans chercheurs. Cela impliquera néanmoins des capacités d'animation et de prise de recul renforcées de la part des techniciens d'IA pour accompagner sans délivrer de message technique prédéfini, comme cela est un peu le cas aujourd'hui.

3.3. Evaluation du travail spécifique avec les familles très précaires

IA considère que 10 à 20% des ménages ruraux sont qualifiés de très précaires dans le Sud Est de Madagascar. Ces familles sont pratiquement des paysans sans terre, ne possédant ni des surfaces minimales pour vivre de leur exploitation (à peine 10 ares en moyenne entre tanety et rizières), ni d'animaux pour la mise en culture du riz, ni de sécurisation de l'accès à l'eau et au foncier. Elles sont donc majoritairement salariées agricoles de plus grands exploitants avec des conditions de rémunération très précaires (autour de 1500 ar/jour, + repas). La grande majorité des familles TP souffre de marginalisation économique et sociale et ceci est d'autant plus vrai pour les femmes seules qui représentent environ 80% des TP. Ces femmes seules font face à des situations d'injustice inacceptable, souvent abandonnées par leurs maris, avec de jeunes enfants à assumer, et se retrouvant sans logement ni terre, la tradition locale ne leur permettant pas d'hériter. Seule la solidarité familiale d'un frère ou d'un cousin peut leur permettre de cultiver un petit lopin de terre, mais cela n'est possible que si des proches disposent de terres suffisantes.

Travailler avec les TP est donc un défi majeur et remarquable sur lequel se propose de travailler spécifiquement IA depuis plusieurs années (2011). Les autres intervenants ne différencient pas leurs appuis aux précaires et très précaires, dont ils ne sont bénéficiaires qu'au titre des aides d'urgence. Les TP ne participent pas en général aux programmes d'appui technique, car non présents dans les organisations de par leur marginalisation économique et sociale.

Plusieurs groupements de familles TP ont été rencontrés durant la mission, dans les 3 districts. L'entrée initiale sur les groupements de semences est particulièrement pertinente comme premier pas pour trouver ou retrouver une autonomie productive, se mettre en petit groupe et commencer à réfléchir sur des mécanismes d'entraide complémentaires (recherche de parcelle collective, préparation et entretien des cultures à plusieurs...). La conservation des semences de riz et de pois de terre sous clé dans une malle, avec une règle de déstockage à une date fixe évite surtout que les familles ne consomment leurs propres semences, ce qui est courant en période de soudure, et donc ne soient plus en capacités de continuer à produire. Les appuis complémentaires sur le jardin de case sont également pertinents, assurant une plus grande autonomie alimentaire des familles avec notamment une offre en plants à prix subventionnés pour différents types de fruits (ananas, banane, papaye notamment). Pour les familles TP, le jardin de case est souvent l'une des seules parcelles sécurisées et donc sur laquelle il est possible d'investir à moyen terme.

Les groupements de familles TP ont en général 1 à 2 jours de travail dédié sur les parcelles collectives/regroupées ou pour de l'entraide sur parcelles mises en valeur individuellement (décapage pour le manioc, piétinage sur les rizières...). Ces 2 jours correspondent au temps disponible, les autres étant dédiés au travail salarié chez des producteurs ayant plus de foncier que de bras familiaux disponibles ou à des activités diverses comme le petit commerce en bord de route, la pêche, l'orpaillage, etc (cf. liste non exhaustive de ces sources de revenu en **annexe 6**),

L'accompagnement est différencié avec les familles TP dans le sens où les producteurs ne bénéficient pas seulement d'appui technique durant 1 an mais sur une période pouvant être plus longue. De plus, les taux de subventions des intrants, plants et équipements sont supérieurs à ceux considérés pour les autres producteurs et les techniciens d'IA accompagnent des activités complémentaires à la mise en place de techniques agricoles (comme la sécurisation d'un terrain pour les parcelles communes et le passage progressif à plusieurs étapes d'organisation depuis le groupement de semences).

La capitalisation réalisée par IA, comparant la situation des familles TP entre les années 2014 et 2016; montre des premiers effets particulièrement positifs de l'intervention en appui aux TP, relatifs notamment à l'augmentation des surfaces mises en culture, à la diversification productive des exploitations (avec pois de terre, igname, patate douce, maraichage et fruitiers en jardin de case), et à l'acquisition de petits équipements pour produire (outillages). Les soutiens du projet ont également permis pour un nombre significatif de ménages

TP une augmentation des surfaces cultivées. Avec le développement de la production maraîchère notamment, soutenue par le projet, la majorité des familles produisent et utilisent désormais du compost. L'alimentation générale des familles s'est améliorée avec une plus grande diversité des aliments consommés et une réduction significative de la période de soudure en riz et en manioc. Au travers de ces changements positifs, les familles ont pu améliorer leur situation sociale et l'estime de soi, renforcé par l'appartenance à des groupes de personnes vivant les mêmes difficultés.

Néanmoins, pour l'instant, le niveau très élevé de précarité et d'insécurité des familles TP ne permet pas de garantir la pérennité des changements dans la durée. Le vol des récoltes, leur destruction par les animaux, un souci de santé d'un membre de la famille peuvent remettre en cause plusieurs années d'avancées. Selon la capitalisation réalisée par Lolita Guyon pour IA, ces améliorations sont également différenciées selon les familles, la moitié d'entre elles ayant connu une amélioration significative de leur niveau de vie. Pour l'autre moitié des familles soutenues, les évolutions sont encore limitées. C'est pourquoi IA se propose de renforcer l'accompagnement d'un nombre plus restreint de TP dans le cadre de la nouvelle CP afin d'assurer des changements plus consolidés pour ces familles.

Au final, il n'est pas encore possible de viabiliser l'activité agricole pour les ménages TP comme une activité principale. La production agricole et la productivité du travail n'étant pas encore suffisantes dans leurs propres parcelles, ces familles continuent principalement à vivre d'un salariat agricole aléatoire et sous payé et d'autres activités (cf. **annexe 6**).

Il apparaît donc que l'approche de soutien aux familles TP implique un **besoin de suivi et d'appui technique et économique dans la durée pour lever des barrières fortes** (accès au foncier, gestion de la fertilité, accès à l'eau...) et de **choisir des propositions techniques prudentes et adaptées aux conditions des familles très précaires**: (i) pas de parcelles trop éloignées des habitations (risque de vol), (ii) pas de parcelles exposées aux dégâts des animaux, (iii) ne pas retenir les terres trop peu fertiles ; (iv) prendre en compte le peu de temps disponible vu le salariat prédominant chez ces familles.

4. L'appui à la structuration des producteurs et des filières

4.1. Analyse du niveau de renforcement des associations de producteurs suite à l'intervention

4.1.1 Les organisations appuyées dans le cadre du projet

IA est un des pionniers de l'appui à la structuration dans le Sud Est et ce depuis le début des années 2000. Un partenariat avec des OPB (organisations paysannes de base) a été établi puis les premières Unions d'OPB se sont constituées dès 2005. La création de la structure Fédérative Fagnimbogna est effective depuis septembre 2009. De l'année 2011 à 2015, l'appui à la structuration s'est étendu au niveau de nouvelles zones à Vohipeno et Farafangana. A la fin de l'année 2016, Inter Aide a mis en place la cellule d'appui à la Fédération Fagnimbogna pour consolider davantage la performance institutionnelle et organisationnelle de la structure fédérative. En cours de projet, IA a appuyé l'émergence et la consolidation de nombreux groupements et unions.

Pour le présent cycle de projet, au niveau des trois Districts de Manakara, Vohipeno et Farangana, IA a facilité la création de **195 nouveaux groupements de base où sont répartis 1675 ménages partenaires** (cumul des rapports annuels des 4 années d'intervention – de 2013 à 2016), **154 organisations en émergence** sont recensées durant l'année 2016. **62/71 des OPB** soit **87%** des OPB créées pour Farafangana seraient opérationnelles à la fin de l'année 2016. Les OPB sont créées sur modèle unique de groupement de base Fagnimbogna, que celles-ci soient en phase d'émergence, constituées et membres ou pas de Fagnimbogna. En stade de pré-groupement, l'OP est gérée par un comité provisoire (02 responsables et un trésorier provisoire), l'élection du bureau se fait une fois la décision de se constituer en OP confirmée.

Depuis 2013, **13 nouvelles unions** ont été officiellement créées dont **3** à Manakara et **2** à Vohipeno (membres de la Fédération), et les **08 créées** à Farafangana qui ne sont pas encore membres de la FED. A la fin de l'année, 2016, **16 unions en émergence** sont accompagnées (Rapport annuel IA 2016). **6 unions** ont été rencontrées lors de la mission. Les services aux membres sont opérationnels au niveau de ces unions. Deux

particularités sont à noter durant ce cycle de projet concernant l'évolution des services offerts aux membres par les unions : réalisation **d'opérations commerciale d'envergure** (opération litchi, semence de riz pour la FAO, riz blanc avec PAM) ; et le développement de **services pour faire face aux impacts des aléas climatiques** au niveau des ménages membres (voir analyse plus loin).

La Fédération FAGNIMBOGNA (FED) fut créée en 2009. Les membres sont répartis dans trois districts à savoir Manakara, Mananjary et Vohipeno. La base sociale de la FED est composée de **26 unions, 118 OPB et 894 ménages membres. 6 unions** n'ayant pas réglé leur cotisation à la FED ont été suspendues par l'AG en 2016 (de 32 unions la FED est donc passée à 26).

Pour les quatre années du projet, l'appui IA au niveau de la FED est marqué surtout par :

- ✓ l'appui à l'accompagnement de **l'émergence de nouvelles OP** au niveau du district de Vohipeno et des nouvelles zones à Manakara. De nouvelles OP (8 unions) sont créées au niveau des zones d'intervention à Farafangana. **9 nouvelles unions se sont intégrées à la FED : 3 en 2016 et 6 en 2014** (Rapports annuel IA), compensant ainsi les 6 unions suspendues.
- ✓ le **renforcement de l'autonomie** de la FED. L'appui IA a priorisé l'amélioration de la gestion organisationnelle et institutionnelle de la fédération : formation des leaders à l'élaboration et manipulation des outils de suivi et évaluation des OP membres ; amélioration de la gestion des services aux membres à travers le fond FED.

En fin de projet, IA a initié la mise en place de la **cellule d'appui à la FED** pour renforcer le dispositif d'encadrement de Fagnimbogna. La cellule a beaucoup travaillé sur le renforcement des instances de gestion : appui au renouvellement des membres du CA ; l'appui à la mise en place du dispositif de contrôle CODIS et la consolidation des manuels de procédures de la FED et l'accompagnement de la collaboration Fagnimbogna/ATIA pour la gestion du fond FED

4.1.2 Pertinence et méthodologie des appuis apportés

L'appui d'IA consiste notamment à d'abord, **sensibiliser et former les producteurs** sur l'avantage du regroupement, puis à **accompagner la phase de test de vie de groupe** des OP émergentes (Pré-OPB et Pré-Union) pendant laquelle elles bénéficient des appuis qui les incitent à apprendre à travailler en groupe (approvisionnement groupés en intrants et en petits matériels agricoles, visite d'échanges et formations), et enfin les OP constituées sont accompagnées pour passer à l'étape suivante de consolidation.

La démarche adoptée par IA est unique au niveau de la zone d'intervention. La présente mission avance les analyses suivantes pour confirmer la pertinence de l'approche en appui aux OP:

- ***Des OP pour assurer des services de proximité aux agriculteurs dans des zones très enclavées : une particularité d'IA à Manakara, Vohipeno et Farafangana.***

Certaines des communes d'intervention d'Inter Aide sont des zones très enclavées où il n'existe pas de dispositif offrant des services aux agriculteurs. Le regroupement en OPB puis en unions composées d'un nombre limité d'OPB permet de résoudre en premier lieu le problème d'approvisionnement en intrants des producteurs dans la zone (un peu de semences et d'engrais).

Par exemple, dans la Commune Rurale d'Ambalatany à 5 heures de route du chef-lieu du district de Farafangana, 595 producteurs ont pu résoudre les problèmes d'approvisionnement en intrants et petits matériels suite à l'appui IA et au processus de création de 71 OPB et de 8 Unions. De même dans le cas du Fokontany de Saharevo, 29 producteurs regroupés en 4 OPB puis en une union disposent maintenant de ces services à proximité de leurs fokontany au lieu de faire 2h de marche à pied pour aller au chef-lieu du district.

- ***Un appui pour développer l'esprit de groupe, constituer du capital, développer des services aux membres.*** La création d'OPB fait suite à l'accompagnement technique individualisé durant deux saisons de culture. Les ménages bénéficiaires de l'appui technique se regroupent dans la plupart des cas par affinités, et/ou au sein de la famille élargie. Ils bénéficient de l'accompagnement de socio-organisateur IA pour la constitution de leur organisation.

L'approche adoptée est pertinente dans le sens où elle permet progressivement de dissiper la méfiance des paysans vis-à-vis des activités collectives et de limiter les attitudes opportunistes. L'accompagnement pendant

la phase de pré groupement est une démarche très justifiée pour aider les producteurs à tester leurs activités en groupe. Pour motiver le besoin de se regrouper, IA priorisé de manière pertinente les aspects qui préoccupent les producteurs au niveau de leur exploitation :

- le développement de services d'approvisionnement ;
 - des prêts internes entre membres d'une même OPB ou d'une même union pour tenter de rendre les membres plus autonomes financièrement et sortir les ménages des systèmes d'usure traditionnels ;
 - l'appui/conseil autour de parcelles communes pour forger l'esprit de groupe et constituer une caisse qui sera également alimentée par les intérêts des prêts internes ;
 - le développement de services d'entraide pour gérer ensemble leurs pointes de travaux et accroître l'efficacité de leur travail.
- **Un dispositif d'appui à la structuration en deux étapes, une démarche prudente pour accompagner des organisations paysannes naissantes encore fragiles.**

IA a tenu compte du rythme d'apprentissage des producteurs afin d'assurer un bon démarrage de leur organisation :

- **D'abord une première étape d'appui rapproché** par le biais de la mobilisation de conseillers socio-organisationnels d'IA pour accompagner le processus d'émergence des OPB et unions. Etre informé ne suffit pas pour motiver un changement de comportement et cela est particulièrement vrai dans les zones rurales de Madagascar, la visualisation de références concrètes est nécessaire. La démarche prudente adoptée par IA est donc justifiée : organisation de réunions d'émergence pour informer et sensibiliser les futurs adhérents, les visites échanges auprès d'une ou des OP référentes pour observer et constater de visu les enjeux du fonctionnement d'un groupement paysan. L'accompagnement du socio-organisateur en stade de pré-groupement est une démarche très utile pour rassurer les OP. C'est une démarche très spécifique à IA au niveau de la zone d'intervention.
- **Puis une deuxième étape visant le transfert de l'accompagnement des OP à la fédération Fagnimbogna, par la mobilisation de paysans techniciens d'union** pour l'encadrement/animation et le **développement de services d'accès à un fonds productif** à travers le fond FED

Le transfert de l'appui technique et organisationnel au niveau d'un technicien d'union (en fait, un paysan expérimenté) permet d'éviter une rupture brutale de l'accompagnement vis à vis des OP naissantes. Un tel dispositif s'avère peu coûteux et paraît adapté. Mais il faut renforcer la réflexion autour de la question de durabilité dans le temps du dispositif (en terme de renouvellement de connaissances techniques ainsi que de gratuité du service). Des unions ont commencé à réfléchir et ont adopté un système de motivation en nature pour leur technicien. Trois unions rencontrées ont concrétisé leur réflexion. Par exemple, pour l'union Tambatra, en reconnaissance de ses services pour l'entretien de la pépinière de l'union, le technicien paysan bénéficie gratuitement 30 plants de girofle. Celui de l'union FMTV reçoit lui 100 plants de piment.

L'appui du projet par la mise à disposition du fonds FED initie la fédération à la gestion du service d'approvisionnement en intrants agricoles (Urée et DAP principalement) auparavant assuré par Inter Aide.

20 unions Fagnimbogna sur 27 (74% des Unions) ont ainsi eu recours au fonds FED pour la saison vary hositry 2016 (Rapport final Inter Aide 2016). Les montants des crédits octroyés restent cependant faibles (en 2016, montant moyen par membre de 84.800 Ar en 2016 soit moins de 25€)

Pour la FED, cette approche vise à renforcer la justification des rôles et attributions d'une structure faitière vis à vis de ses membres. Plus de 90% des membres d'OPB et unions rencontrées ont confirmé l'importance des services d'une structure fédérative notamment pour l'ouverture au développement de partenariats entre OP membres. La capacité managériale des leaders à ce niveau de structuration reste cependant à renforcer. Une nette diminution de la performance des unions évaluées est notée entre la contre saison 2013 et début 2015

: le pourcentage des unions ayant 4 aspects⁸ passe de **70% à 48%** et la proportion des Unions ayant 0-1 aspect⁹ augmente de 20% à 35%-(Rapport final Inter Aide 2016). Ces éléments sont analysés de manière plus détaillée plus loin.

Face à cette baisse de dynamisme apparent des unions Fagnimbogna, il a été décidé de renforcer la stratégie d'appui d'Inter Aide, avec la mise en place de la cellule d'appui à la FED niveau d'IA Manakara en 2016, permettant de pouvoir donner un appui conseil rapproché à la fédération et à l'ensemble des unions déjà membres de la FED avec une équipe dédiée. Le dispositif antérieur ne prévoyait pas d'appui spécifique par l'équipe IA après l'accompagnement durant 2 ans de la phase d'émergence des unions.

- **Renforcement de la stratégie d'appui à la structuration par la mise en place, en fin de projet, d'une cellule d'appui à la Fédération Fagnimbogna.**

L'équipe technique de la cellule d'appui FED d'IA est composée de 7 personnes dont un responsable projet - RP, un spécialiste du renforcement de la fédération et 5 socio organisateurs expérimentés accompagnant par zone les 27 unions et les 4 coopératives.

Cette équipe technique a pour mission d'apporter des appuis visant le renforcement institutionnel et organisationnel de la fédération paysanne. Cette cellule a déjà consolidé la vie associative de la faitière avec renouvellement des membres du CA, mise en place d'un organe de contrôle (qui faisait défaut auparavant) et renforcement de la transparence de gestion. Cette démarche devrait davantage responsabiliser les leaders et leur donner plus de crédibilité vis-à-vis des membres de la FED.

La mise en place de la cellule FED devrait aussi permettre d'aider Fagnimbogna à ;

- mettre à jour son Plan de Développement Stratégique (PDS) ;
- clarifier ses relations avec Inter Aide à travers la formalisation d'une convention de partenariat ;
- aider à la prise de décision pour un choix pertinent de filières à développer.

- **Les limites de la démarche : Insuffisance de la facilitation d'accès des OP à d'autres références technico-économiques en dehors de Fagnimbogna**

Les visites-échanges organisées se focalisent notamment autour des modèles de référence de Fagnimbogna. Une démarche essentielle dans un premier temps notamment pour booster le démarrage des OP naissantes. Une fois atteint un certain stade de développement, l'ouverture à de nouvelles références aiderait les OP à développer d'avantage leur organisation dans **une vision plus élargie**.

Appui à l'élaboration de programmes de travail sur le court terme, beaucoup moins sur les filières et les évolutions/projets de moyen terme.

Le plan de travail budgétisé annuel (PTBA) de l'union est élaboré à partir des plans de travail saisonniers (PTS) des OPB membres, c'est à dire sur base d'une vision à court terme et dont le contenu se focalise principalement sur les activités liées aux interventions IA. La démarche est intéressante, mais aider les organisations à évoluer vers des projets définis ensemble implique de bien cerner les unions ayant les ressources humaines permettant de mettre en œuvre les PTBA retenus.

Conclusions sur la pertinence de la démarche d'appui aux OP :

La mission confirme la pertinence de la démarche de structuration IA évoquée dans les rapports de missions antérieures évaluant l'intervention de l'institution dans le Sud Est depuis plus de 15 ans. La création d'une

⁸ 4 aspects : l'union a une note au-dessus de la moyenne lors de l'évaluation de son : 1-finance/capital, 2-fonctionnement-3-activités collectives et 4-la relation avec la FED°

⁹ 0-1aspect c'est dire que l'union a une note en dessous de la moyenne lors de l'évaluation des 4 aspects

cellule dédiée en l'appui spécifique à la FED a été une très bonne initiative mais les limites de la démarche IA se situent au niveau des ressources humaines actuelles des unions et de la FED.

Les leaders paysans auront-ils les capacités d'analyse suffisantes pour s'autonomiser vis-à-vis d'IA et mettre en place les projets envisagés, en particulier pour le développement de filières vivrières et de rente ? Nous en doutons.

Afin de relever les défis actuels et à venir, nous estimons qu'il **faudrait élargir la base sociale de la FED en formant de nouveaux leaders**. Dans ce contexte, une démarche de retrait de la part d'IA serait inopportune au stade actuel. Il faut au contraire renforcer les formations qu'il s'agisse de formations courtes concernant la vie associative des unions et des formations techniques ou qu'il s'agisse de formations de jeunes paysans pouvant devenir les leaders de demain. Dans ce cadre, une attention particulière devrait être portée au renforcement du lien entre la FED et FIFATA sur les aspects de formation (campagne pour formation des jeunes dans les centres agricoles FIFATA, participation active à des formations de leaders organisées par la faitière...).

4.1.3 Analyse du niveau de consolidation des groupements ou OPB

4.1.3.1 Fonctionnement des OPB

L'analyse du fonctionnement des OPB accompagnées par IA apporte les éléments suivants :

✓ **La taille moyenne d'une OPB est de 8 membres.**

Parmi les 11 OPB rencontrées durant la mission, aucune n'a évoqué de nouvelles adhésions, un seul désistement pour l'OPB FITAMI à Havohavo. Les risques de perturbation par les nouveaux venus est un des soucis plusieurs fois évoqué pour préserver les acquis de l'OPB (efforts investis pour la constitution de capital, la confiance installée par rapport aux prêts internes). La situation pourrait constituer une limite pour l'atteinte de l'objectif d'atteindre une masse critique de paysans pour la diffusion des innovations techniques initiées par IA.

✓ **Utilisation de cahiers de gestion limitée par le faible niveau d'instruction des responsables paysans**

La majeure partie des OPB dispose d'outils de gestion, mais la conformité des outils observés reste encore à renforcer. La difficulté se situe notamment au niveau de la manipulation du cahier de caisse : l'écriture des mouvements d'argent est parfois confuse, les trésoriers des OPB pouvant rencontrer des difficultés à noter convenablement les rubriques des dépenses et rentrées d'argent. Il s'agit d'un handicap à surmonter, via la formation des membres pour faciliter l'instauration d'une gestion saine et transparente au niveau des OPB.

✓ **Des réunions périodiques tenues systématiquement**

Toutes les organisations rencontrées gèrent d'une manière autonome l'organisation des réunions. Au moment de la période de soudure l'OP prend en charge en partie ou en totalité le repas des participants. Il y a des cas où les membres contribuent à 100% aux charges des réunions pour préserver la stabilité de la caisse commune.

✓ **Existence de règlements intérieurs**

7/7 des OPB rencontrées disposent de règlement intérieur concerté, mais ne prenant pas toujours en compte les ressources des membres. Les cotisations peuvent être identiques quelle que soit la typologie du ménage (excédentaire ou précaire). Le taux de régularisation dépasse toujours les 50% au niveau des OPB mais à long terme, les membres TP seront-ils en mesure d'apporter les ressources requises par l'OPB? L'incapacité à honorer ses dus constitue un des motifs de désistement au niveau de deux OPB rencontrées.

✓ **Elaboration de plan d'action saisonnier et évaluation à chaque fin de campagne**

Les OPB naissantes sont accompagnées par le socio-organisationnel IA pour l'élaboration du PTS, celles qui sont intégrées à Fagnimbogna sont aidées par leur technicien d'union. La planification se focalise notamment sur les activités liées, à l'approvisionnement en intrants, les prêts en nature et monétaire, et aux travaux sur la parcelle commune. Plus de 80% des cas rencontrés ne planifient que les activités qui bénéficient des appuis IA. Le PTS est un outil très pertinent pour les OPB dans la gestion de leur organisation mais il n'est pas

suffisant pour aider les groupements à construire des projets de moyen terme.

4.1.3.2 Ressources financières des OPB

Montant en caisse en augmentation grâce à des prêts aux membres dont les intérêts permettent d'augmenter le capital de l'OPB

La caisse commune est constituée par les efforts propres¹⁰ des membres : cotisations en nature ou en argent. Par rapport à 2012, une **augmentation de 39%** des groupements disposant de caisse a été enregistrée en 2013 (Rapport IA 2013). A noter également l'évolution positive du montant moyen par OPB : de **36 700Ar en 2013 à 46 100Ar en 2016**. 100% des OPB rencontrées disposent de caisse commune opérationnelle : en 5 saisons culturelles, la caisse de l'OPB FITAMI de Havohavo est passée de **29 000Ar à 549 900Ar** et est évaluée à **1 279 000Ar en incluant la valeur** du stock de paddy soit environ **142 000 Ar/membre**.

Selon l'équipe IA, les membres accordent une attention particulière à la caisse commune, 58 OPB évaluées en décembre 2013 ont enregistré **un taux d'atteinte de l'objectif financier variant de 50% à 100%** pour le Vary hosi 2013. Il s'agit d'un des facteurs qui maintient la stabilité du groupe grâce aux services de prêt interne qui contribue beaucoup à l'amélioration de la trésorerie des ménages. L'OPB joue donc un rôle principal de tontine.

4.1.3.3 Activités des OPB

Les services aux membres sont déjà opérationnels en stade de pré-groupement. Les services les plus développés au niveau des organisations rencontrées sont : l'avance aux intrants et outillages agricoles, le prêt interne (en nature et/ou numéraire) et l'entraide pour les travaux des champs.

- **Un service de prêts internes très développé au niveau des OPB**

Une augmentation du nombre de membres bénéficiaires des prêts internes au niveau des OPB en émergence est notée dans le rapport annuel IA 2016 : pour Manakara il **passé de 3% à 20% entre 2013 et 2016, et de 26% à 53% entre 2015 et 2016 pour Farafangana**. Grâce au système adopté pour la fructification du capital, la capacité financière des OPB augmente d'une saison à une autre lui permettant ainsi d'augmenter le nombre de membres pouvant bénéficier des prêts.

L'efficacité du service n'est plus à démontrer aux membres, sa rentabilité dans le temps est prévisible. La sécurisation des acquis est une question à creuser, impliquant des stratégies pour éviter les détournements et vols dans un contexte d'insécurité croissante en milieu rural. L'appui à l'accès de caissette cadenassée est-il suffisant pour sécuriser le capital des groupements? Un développement significatif du capital des OPB n'est-il pas conditionné à l'installation d'IMF dans leurs communes ?

- **Production sur des parcelles communes, une bonne stratégie pour renforcer l'assimilation des acquis techniques et générer du capital commun.**

La production sur parcelle commune est pratiquée au niveau de bon nombre des OPB accompagnées par IA, Selon le rapport annuel 2016 87% réalisent cette activité (**134/154**). Les OPB partenaires d'IA réalisent des parcelles communes de 3,7ares/OPB en moyenne en durant la grande saison 2016.). Néanmoins, selon nos observations faites sur le terrain, les échanges techniques autour des parcelles communes ne sont pas assez développés. L'initiation des membres aux échanges autour des innovations techniques est recommandée.

4.1.3.4 Relations des OPB avec l'extérieur

- **Le service de mise en relation par l'union est très attendu au niveau des OPB**

Au niveau des zones enclavées, les OPB ont du mal à avoir accès aux offres de partenariats. Par exemple,

¹⁰ Cotisation numéraire par mois (500ar à 1000ar), contraction de prêt interne avec taux d'intérêt variant de 50% à 100%, recettes issues des ventes de production sur parcelle commune, organisation d'activités lucrative...

pour les OPB membres de l'Union TSARAJORO à Ambalatany, la relation avec IA et l'union satisfait jusqu'ici leurs besoins mais la recherche d'autres partenaires est évoquée par les groupements. L'OPB FITAMI dans la commune d'Illakatra n'est pas encore intégrée dans une union, la construction de barrages est l'un des projets du groupement, mais seul il n'a pas une base sociale assez large pour la recherche de partenariat de telle envergure. Ces éléments confirment l'importance de la consolidation des OPB en Union.

- **Renforcer le développement de partenariat au niveau local**

Un exemple de partenariat entre OPB rencontrées à Ambalatany mérite d'être dupliqué : l'OPB de femmes seules EZAKA a bénéficié d'un service de main d'œuvre de l'OPB VATOTSIMISARAKA pour la réalisation de 160 trous pour la culture d'igname en basket compost. En contre-partie, les femmes seules ont assuré le repiquage de 5 ares de SRIA et le rebouchage de 50 trous de manioc en basket compost pour VATOTSIMISARAKA. Le renouvellement du partenariat est en perspective entre les deux OPB. La promotion de partenariat local entre OPB voisines et/ou avec d'autres acteurs locaux autour de petites actions serait pertinente au niveau des zones enclavées. Les partenariats avec les autorités locales se limitent jusqu'ici à leur participation aux diffusions de masse via la mobilisation de la population.

En conclusion, la structuration en petits groupements (OPB) visant l'augmentation de la production vivrière est justifiée au niveau OPB : les ménages membres des OPB bénéficient à la fois d'une aide à l'amélioration de la disponibilité de produits vivriers et ils jouent également un rôle de tontine, ce qui contribue à la réduction de leur vulnérabilité financière.

4.1.4 Analyse du niveau de consolidation des unions

4.1.4.1 Fonctionnement des unions

Les unions accompagnées fonctionnent sur un modèle unique Fagnimbogna.

- **Communication entre la base et la faitière facilitée par la représentation des OPB parmi les membres de bureau.**

Les OPB sont informées des décisions prises à travers leur représentant au niveau du bureau. **100%** des 69 unions évaluées dans le district de Manakara fin 2013 tenaient des réunions au moins **2 fois** par campagne. Pour l'union Miray Hina, 2 réunions par mois sont aujourd'hui organisées avec un taux de participation toujours supérieur à **90%**.

- **Tenue systématique d'une assemblée générale par campagne soit 2 fois par an.**

La majorité des membres des OPB participent aux AG des unions. Toutes les unions créées supportent à **100%** les charges de leur AG, mais la forme peut varier selon leur capacité financière. Il s'agit notamment des dépenses liées à restauration des participants. Selon des représentants de l'Union SOAMIROSO, la participation à l'AG est capitale pour déterminer les priorités de la campagne.

- **Constitution de caisses communes pour le fonctionnement et le capital d'investissement**

La constitution de caisses commune est une condition sine qua none pour valider la création proprement dite d'une union dans l'approche IA et commence donc dès la phase de pré-union. Caisse de fonctionnement et capital sont confondus au niveau des unions, la tendance générale consiste à affecter surtout la caisse commune pour le service de prêts internes et les investissements.

- **Un RI qui stipule, entre autres, des règles strictes autour du service de prêt en interne**

Les 6 unions rencontrées disposent de RI formalisé. La sécurisation du capital est une des préoccupations fortes des unions dans l'élaboration du RI, des règles strictes y sont stipulées concernant le remboursement des prêts internes. L'influence des liens de parenté entre membres peut constituer une limite dans l'application du RI de certaines unions. L'union MIRAY HINA est l'une des références de Fagnimbogna en matière de rigueur dans l'application du RI, le taux de remboursement est toujours à 100%. La présence des membres aînés (ray aman-dreny) faisant valoir leur autorité sociale joue beaucoup pour le respect de ces règlements. Par exemple, l'union pénalise l'OPB à 2000 Ar le retard d'un jour de remboursement. La règle est sévère mais

les membres s'y conforment pour l'intérêt de la caisse commune.

4.1.4.2 Activités des unions

- **Les unions apportent divers services très appréciés par les membres comme : prêts, collecte et stockage de riz et d'autres produits.**

Les services offerts sont ceux qui ont déjà fait leurs preuves au niveau des OPB membres. Pour les unions intégrées à Fagnimbogna, le fonds FED permet aux OPB de contribuer à renforcer la capacité de production de leurs membres grâce aux avances d'engrais tandis que les prêts internes aident surtout à subvenir à des besoins des membres en cas d'urgence. Il est néanmoins surprenant que la grande majorité des propositions de financement des unions (les projets d'union) se limitent à des demandes d'engrais pour le riz. Est-ce un problème de capacités de recherche de financements externes par la fédération ? Est-ce par manque d'accompagnement pour motiver des demandes collectives différenciées ?

Trois services caractérisent l'évolution des unions pour le présent cycle de projet réalisé par IA :

- ✓ **activités autour des filières de rente** (café, girofle) : il s'agit notamment de la multiplication de plants assurée au niveau du technicien de l'union, les plants étant vendus à prix réduits aux membres. L'action de commercialisation est limitée, avec le choix pour un certain nombre d'unions de concentrer cette activité au travers de coopératives constituées à leur initiative (voir § 4.2.1).
- ✓ **services autour des activités alternatives pour faire face aux effets néfastes des aléas climatiques** : suite à la sécheresse fin 2016 début 2017, bon nombre des membres ont raté la campagne Vary hony 2016 et celle du vatomandry 2017 a été retardée. IA a conseillé une démarche pertinente aux unions pour le développement de **services de secours** aux membres : facilitation de l'accès aux semences maraichères et semences de variétés de riz à cycle court pour les membres. Pour les 8 unions de Farafangana, **50 kgs** de semences riz Mahavonjy et **20 kgs** de Mihary sont avancés par IA pour la multiplication, et **120 sachets** de semences maraichères ont été livrés. Ces quantités restent néanmoins limitées, et représentent pour le riz moins de 10 kgs de semences par union.

4.1.4.3 Ressources financières des unions

- **Le capital des caisses des unions est très variable mais reste faible :**

Le montant du capital commun des unions rencontrées varie de **220 400 Ar** à **1 000 000 Ar**. Lors de l'évaluation des unions membres de Fagnimbogna en juillet 2016, **le montant total de capital était de 3 616 300 Ar, soit environ 120 000Ar/ union. Ce montant est faible puisque reporté par membre de la fédération, cela représente environ 4000 Ar par famille, soit un peu plus d'1 euro**. L'appui IA a contribué à la constitution du capital par l'avance en intrants des productions sur la parcelle commune des unions. Les prêts en interne ainsi le stockage de produits pour vendre à meilleur prix constituent les principales sources alimentant la caisse commune des Unions. Il s'agit d'une stratégie adoptée par l'union de référence MIRAY HINA qui a pu constituer un capital commun qui est passé de **6 000 Ar en 2006 à plus de 1 000 000 Ar aujourd'hui**. La plupart des unions accompagnées par IA se sont inspirées de ce modèle pour constituer leur capital. Le total des capitaux communs **des 8 unions à Farafangana est encore par contre bien limité** et s'élève à 1 286 000 Ar en 2016, soit une moyenne de 160 000Ar/union (<50 euros par union)

- **L'absence d'IMF oblige IA à doter les unions de caissettes munies de 2 cadenas**

Les montants de la plupart des caisses des unions augmentent d'une campagne à une autre. La sécurisation des acquis est une question abordée lors de la mission, IA a pris une disposition provisoire par la facilitation de l'acquisition de caissettes pour les unions. L'absence d'IMF au niveau local dans la zone d'intervention ne permet pas de déposer l'épargne des unions sur un compte bancaire, ce qui pose une question sérieuse de sécurité et peut constituer un frein important à la capitalisation des unions en numéraire.

- **Un besoin de différencier la caisse de fonctionnement et le capital d'investissements**

La caisse confondue (fonctionnement et investissement) est une pratique courante au niveau des OP. Parmi les six unions rencontrées, seule MIRAY HINA dispose d'une caisse à part pour le fonctionnement : un montant de 50 000 Ar est réservé pour assurer les dépenses quotidiennes, les membres renouvellent la cotisation quand la somme devient insuffisante. Il serait prudent de conseiller les unions dans la séparation des caisses de fonctionnement et investissement pour un mode de gestion plus saine et transparente.

- **Renforcer l'appui aux unions sur la gestion des risques de grandes opérations commerciales.**

L'engagement de certaines unions dans des opérations commerciales d'envergure depuis l'année 2013 est un défi louable de leur part (opération litchis 25t avec un opérateur économique en 2013 et l'opération riz blanc de 30t avec PAM en 2016 + opération antérieure de 200 T de semences de riz pour la FAO). Le bilan des dernières opérations (litchi et riz PAM) est négatif : Des pertes conséquentes enregistrées et des dépenses sous estimées ont engendré des pertes sur ces opérations. A priori, l'accompagnement n'a pas insisté sur la gestion des risques au niveau des unions concernées. Certaines unions ont tiré des leçons et sont conscientes de leurs défaillances. IA est interpellée sur les dispositions à prendre pour l'accompagnement des prochaines actions de cette envergure.

4.1.4.4 Relations des unions avec l'extérieur

- **Quelques unions ont pu concrétiser des relations de partenariat avec d'autres acteurs, comme FRDA-PROSPERER-AINA-PAM.**

Des actions concrètes issues de ces partenariats sont visibles sur le terrain : maison de stockage de la coopérative KMM issue de coopération de MIRAY HINA avec FRDA Vatovavy Fitovinany ; le centre d'approvisionnement AINA à Ambatrazo. IA a beaucoup contribué dans la facilitation de la mise en relation des unions avec les partenaires : communication des informations aux unions, appui à l'élaboration de dossier, accompagnement dans la formalisation des partenariats, suivi de la mise en œuvre. Pour aider les OP à développer plus de partenariats, le renforcement des événements permettant de faire connaître les unions au niveau des institutions d'appui régional est recommandé, comme l'appui à l'organisation de journées portes ouvertes ou de tables rondes des unions Fagnimbogna avec les partenaires.

Conclusion : L'importance de la consolidation des OPB en union est capitale car les services développés à ce niveau sont bien valorisés par les membres de base. Le renforcement de leur mode de gestion reste à consolider. Le service de mise en relation est un des services très attendus par les OPB, les unions devraient multiplier leurs partenariats pour être en mesure de répondre à ce besoin de la base. Néanmoins un point d'attention a été souligné par les équipes IA lors de la mission. Une fois passées les 1ères étapes de consolidation, beaucoup d'unions semblent stagner dans leur développement. Cette situation doit être analysée et conduire à des réponses concrètes de la part d'IA.

Les unions de Farafangana sont récentes, plutôt dynamiques mais non affiliées à la fédération Fagnimbogna qui concerne la région Vatovavy-Fitovinany. La constitution d'une autre fédération pour la région Atsimo-Atsinanana est à l'ordre du jour. Mais dans un 1^{er} temps, établir des accords solidaires de coopération entre ces unions et Fagnimbogna ne serait-il pas la priorité au regard des besoins d'appuis à la FED encore importants?

4.1.5 Analyse du niveau de consolidation de la Fédération Fagnimbogna

L'accompagnement d'une structure fédérative telle que Fagnimbogna est complexe. Le niveau d'instruction initial très bas de la population locale (parmi les plus bas au niveau national) constitue bien sûr une limite, il faut du temps pour faciliter l'appropriation des principes de gestion, planification, bonne gouvernance au niveau des leaders. Il existe un enjeu fort de formation massive de paysans membres de la FED et de jeunes pour disposer d'un nombre critique de personnes capables ensuite d'assumer la gestion de la FED, des unions et des coopératives. Fagnimbogna rencontre également des difficultés à développer une stratégie appropriée pour garantir une plus grande autonomie de gestion. La dépendance actuelle aux aides extérieures pour le fonctionnement est forte, IA subventionne à plus de **80%** le fonctionnement de la FED (Rapport d'évaluation finale CP – 2016).

IA a déployé des efforts importants pour le développement de Fagnimbogna depuis sa création et l'a aidée à surmonter des moments critiques.

4.1.5.1 Analyse du fonctionnement de la FED

- **Les organes de gestion de la FED sont constitués par :**

- **Le Conseil d'Administration** ou CA assure la gestion courante des affaires de la FED, les membres sont constitués par les représentants des six zones où sont réparties les unions membres dans les communes de Manakara, Mananjara et Vohipeno. Cette disposition a été prise pour assurer la fluidité des informations entre la base et la faïtière.
- **Un comité d'attribution et suivi** des projets ou le KOFA Foibe avec des structures décentralisées dénommée KOFA *fotoira* au niveau des Unions membres. Cet organe assure la sélection et priorisation des projets soumis par les unions pour demande de crédits auprès d'ATIA/SAHI (engrais et un peu de semences). La décision finale revient aux membres du CA de la FED.
- Le Conseil de DIScipline (**CODIS**), organe nouvellement institué au niveau de la FED : Au démarrage de son intervention, la cellule d'appui FED a constaté un manque de transparence et de rigueur au niveau des leaders dans la gestion administrative et financière de la fédération. A cet effet, le CODIS a été constitué en AG Vary hony 2016 (avec élection d'un représentant par district). Le CODIS a pour rôle de **veiller sur l'application du RI, le suivi des mouvements d'argent, contrôler la bonne gestion du service d'approvisionnement et surtout suivre le recouvrement du fonds FED**. L'audit interne du mouvement comptable sur le 1^{er} semestre 2016 a été fait au niveau du CODIS. Le résultat du premier audit a permis aux CA de procéder au recouvrement des arriérés des membres. L'appui à la mise en place de cet organe de contrôle va donner un nouvel élan au développement institutionnel de Fagnimbogna. La rigueur dans la gestion commence à s'installer, puisque **6 unions** n'ayant pas régularisé le paiement de leurs arriérées depuis 2013 à fin 2016 ont été suspendues.
- **Des difficultés de la FED à stabiliser sa trésorerie**

Fagnimbogna avait pu disposer d'un compte d'épargne à **2 000 000 Ar** auprès de l'IMF TIAVO en 2014. Seulement ce compte est resté bloqué suite à la faillite de l'IMF. La caisse commence à se redresser suite aux efforts investis ces derniers temps pour le recouvrement des arriérés et des cotisations de base : les appuis/conseils de la cellule FED ont permis aux leaders Fagnimbogna de recouvrir fin 2016 une partie des arriérés générés depuis 2013 (200 000 Ar). La caisse FED est évaluée à **1 320 000 Ar** en février 2017 selon la cellule d'appui FED. La cotisation des unions et les loyers des deux locaux FED loués aux coopératives sont les seules sources d'argent pour la fédération à l'heure actuelle.

- **Un niveau de prise en charge par la fédération de ses frais de fonctionnement encore très limité.**

L'autonomie dans l'organisation des réunions mensuelles est déjà une fierté au niveau des membres du CA. La caisse commune arrive à supporter les **300 000 Ar** indispensables pour défrayer les membres du CA qui participent aux réunions mensuelles. Les dépenses nécessaires pour l'organisation d'une AG sont évaluées à **3 000 000 Ar** (déplacement et restauration des participants), et sont donc couvertes en grande partie par l'appui financier d'IA. **A fin 2016, les ressources financières de la fédération étaient très limitées et équivalents à ceux d'une union peu capitalisée !**

La fédération est donc très dépendante des appuis d'IA pour son fonctionnement. Sortir de cette dépendance est une préoccupation des membres du CA actuel. Il s'agit de définir quelles stratégies et services développer pour que les unions contribuent davantage et pour que la FED dispose de ressources financières diversifiées de financement.

Se pose néanmoins la question de savoir si les services rendus aux unions seront suffisants pour permettre une vraie vitalité de la FED. Et si les coopératives vont progressivement assumer les services économiques clés (accès aux intrants et commercialisation), quel sera le rôle de la FED dans le futur ?

4.1.5.2 Activités de la FED

- La FED a plus de 8 ans d'expérience en matière de gestion de services agricoles : approvisionnement en engrais ; facilitation de l'accès aux crédits ; l'animation de la vie associative des membres (gestion de conflit, auto évaluation des unions...)

- **Le PDS de la FED n'étant plus à jour, prioriser l'appui à sa mise à jour.**

Le rapport d'évaluation à mi-parcours fin 2014 a déjà noté la défaillance du contenu du PDS. La présente mission renouvelle ici la recommandation de mise à jour de ce plan. Il s'agit d'un document stratégique et fondamental qui doit aider les leaders à mieux définir et mettre en œuvre les rôles et actions de la fédération.

- **L'orientation vers le développement de services autour de filières est en perspectives**

L'appui IA doit veiller à accompagner les leaders dans le choix de filières adaptées. L'identification doit tenir compte de différents critères et notamment : analyse de l'offre potentielle des unions en termes de qualité, et quantité; analyse du marché ; adaptation de la filière au contexte local. La cellule FED devrait disposer d'informations stratégiques nécessaires pour mieux orienter les leaders dans le choix de filières à retenir. **La réalisation d'études et d'actions concernant les filières s'avérerait utile pour aider la cellule à identifier la stratégie d'appui adéquate.**

4.1.5.3 Relation de la FED avec l'extérieur

- **L'appui d'IA a beaucoup aidé Fagnimbogna pour développer des partenariats externes**

Fagnimbogna a pu développer des partenariats institutionnels avec **des réseaux paysans via** : l'intégration en tant qu'OPR membre de la chambre d'agriculture, l'affiliation au principal réseau paysan national FIFATA, la représentation au niveau du CROA de la Région Vatovavy Fitovinany. L'affiliation au sein de ces réseaux a permis à la FED d'échanger avec d'autres OP au niveau régional et national. Avec le FIFATA, l'idée de la mise en place d'un collège agricole pour la région Vatovavy Fitaovinany est en cours de réflexion. L'intégration au niveau de ce réseau paysan a également sensibilisé les leaders sur l'approche filière.

Des partenariats institutionnels ont également été développés avec **des organismes d'appui technique et financier** comme le FRDA pour la subvention du local d'une coopérative Fagnimbogna, ou le programme PROSPERER (demande en cours pour les achats d'outillages agricoles).

Fagnimbogna a testé également des **partenariats commerciaux**, avec la FAO pour la production de semence riz, avec AGRIVET pour l'approvisionnement en engrais, avec le PAM pour la livraison de 20t de riz blanc, ou avec un exportateur de TANA pour la vente de piment vert.

Néanmoins, **IA assure jusqu'à présent l'accompagnement de la FED dans la concrétisation de ces partenariats et même dans leur gestion.**

Les principales recommandations pour le soutien à la fédération sont les suivantes :

- Prioriser l'appui à la mise à jour du PDS de la Fédération.
- Clarifier la relation IA/Fagnimbogna : une convention de partenariat formalisée est en vue.
- Clarifier la relation FED/coopératives
- Embaucher un salarié/gérant pour assurer la représentation permanente de la FED
- Renforcer le fonctionnement du siège de Fagnimbogna à Maroalakely, une bonne initiative à encourager pour plus de visibilité de la fédération.
- Concrétiser la formation en leadership des responsables paysans (avec FIFATA) et identifier les autres besoins de formation.
- Définir les rôles futurs à assumer par la FED et donc son dimensionnement, avec un rôle de représentation ou de coordination de l'ensemble en déléguant des services techniques et économiques aux coopératives notamment ?:

4.2. Eléments d'analyse concernant la mise en place de structures pour le développement économique (coopératives, Finaritre, SAHI)

4.2.1 Une stratégie complémentaire ou concurrente de structuration ? : les coopératives de producteurs

De par leur statut permettant des profits, les coopératives sont mieux appréciées par les opérateurs économiques que les associations de producteurs (unions, fédération). 4 coopératives ont été constituées

avec l'appui d'IA depuis 2013 (KFE, KFFM, KFF, KFAV). Elles assurent la gestion de magasins d'intrants et d'équipements initialement mis en place par IA, et développent en parallèle des essais de commercialisation. Cette approche est plutôt pertinente pour des unions et OPB éloignées des axes de communication et souhaitant disposer d'approvisionnements en intrants, en équipements et bénéficier d'options de commercialisation groupée. Les coopératives regroupent 2 à 4 ou 5 unions d'un même secteur souhaitant s'associer, avec la possibilité de faire participer comme membres des producteurs individuels également.

Si la structure coopérative semble pertinente, un certain nombre d'éléments seraient à améliorer pour assurer leur efficacité et pérennité :

- Les modes de représentation (et donc de prise de décision) ne sont pas encore clairs au sein des coopératives. Participent en tant que membres des coopératives des individus, des OPB et des unions. Cela signifie que potentiellement un producteur peut être représenté à 3 niveaux dans sa coopérative. Cette situation conduit à des confusions et la logique n'est pas très compréhensible de l'extérieur. Les unions et groupements désignent un représentant pour siéger à la coopérative, sur la base de capacités de gestion, mais la durée du mandat et les modalités de prise de décision au nom de l'organisation ne sont pas clairement définies. Au regard de parts sociales relativement élevés (60 000 Ar chacune dans le cas de KFFM), il semblerait que des producteurs plus aisés rentrent comme membres individuels, les autres se font représenter par leurs groupements et unions. Les 2 coopératives rencontrées (KFFM et KFF) se sont constituées avec un capital social de départ de 1 000 000 Ar environ en 2013.
- Pour les membres, la coopérative est créée pour générer des bénéfices redistribuables à chacun, ce que ne peuvent pas faire les unions et OPB de par leur statut associatif. Néanmoins, les résultats en dents de scie des coopératives n'ont pas permis jusque là la génération d'excédents pour les producteurs, le capital des coopératives ayant même diminué ces dernières années suite à des opérations commerciales non réussies (riz PAM et litchi).
- Les coopératives ont toutes engagé un gérant pour la vente des intrants (en saison vary hony principalement, de juillet à septembre) et pour la collecte des produits vendus par la coopérative. Néanmoins les activités restent trop restreintes pour générer des flux de produits et financiers significatifs et démontrer aux producteurs un vrai avantage par rapport aux unions, réalisant elles aussi à leur niveau un peu de distribution d'intrants, de collecte et de prêts internes aux membres. Le travail des gérants est rémunéré à environ 60 000 Ar par mois pour 3 jours d'ouverture par semaine des magasins.
- Cependant, l'expérience récente de crédit sur les intrants octroyés aux coopératives via le fonds FED est encourageante, avec environ 25% des quantités d'intrants mobilisés au travers des fonds de roulement octroyés aux coopératives (les autres 75% via le mécanisme classique d'octroi au travers des unions). Ces intrants sont vendus au comptant principalement à des producteurs non membres des unions. Néanmoins, les quantités d'intrants concernées (un peu de semences et d'engrais) sont extrêmement réduites dans le contexte du Sud-Est et la focalisation actuelle des coopératives sur cette activité intrants limite la capacité de rendre d'autres services aux producteurs et de générer une dynamique économique plus large, laquelle passera nécessairement par un **engagement plus fort sur la commercialisation des produits des membres**.

Expérience de commercialisation, le cas de la coopérative KFFM

Pour KFFM, un des premiers rôles des coopératives est de favoriser l'amélioration des prix aux producteurs, lorsque les commerçants locaux imposent des prix bas en absence de concurrence.

L'organisation commercialise des produits de ses membres depuis 4 ans sur la base de 2 modalités : les membres proches déposent les produits à la coopérative, les plus éloignés dans les unions (Nambinima et Miray Hina). La coopérative se distingue des collecteurs par la transparence sur la pesée et par un achat à un prix légèrement supérieur (mais en retour, exigence de qualité).

Pour les années 2013 et 2014, 3,5 tonnes de café et 1,5 tonne de haricot ont été collectés. Les ventes ont été réussies avec environ 1 million d'Ar de bénéfice sur 2 ans. Mais en absence d'un capital suffisant la collecte se réalisait au fur et à mesure avec des ventes tous les 15 jours environ (profitant de la hausse continue des

prix à partir de la récolte). Les ventes ont été effectuées à des commerçants locaux.

En 2015, une demande importante du PAM pour du riz (30 T au total pour 3 coopératives) soit 10 T pour KFFM a conduit la coopérative à se concentrer sur cette opération commerciale. Les conditions requises (riz décortiqué et non paddy, avec <25% de brisures, ont impliqué un investissement important en temps et personnel pour la coopérative, qui a dû gérer des opérations de décorticage à 25 kms de distance, en absence de décortiqueuse à proximité. Des difficultés ont également été rencontrées au niveau du séchage, avec des pertes de poids importantes avant usinage. **Il est aujourd'hui avéré que cette opération a généré des pertes pour KFFM** (tout comme pour les 2 autres coopératives), le paiement du PAM ayant été de plus très tardif (plusieurs mois après livraison). Il reste néanmoins un doute sur le montant de la perte, certaines charges ayant été assumées par IA. **Il est urgent qu'un bilan de l'opération soit établi de manière conjointe entre IA et le CA des coopératives.**

Conséquence des difficultés sur la vente du riz en 2015, la campagne de commercialisation en 2016 a été limitée à 310 kilos de café, vendus en fin de campagne après mise en relation par IA avec Sangan'y. L'absence de préfinancement par Sangan'y a démobilisé les producteurs, alors que les pertes de 2015 ont affecté le capital propre de la coopérative. Les charges de KFFM n'ont pu être soutenues qu'en partie par la vente d'intrants au travers d'un crédit de court terme auprès du fonds FED.

Pour renforcer ses capacités de gestion de services économiques, la coopérative a obtenu, via la fédération, le co-financement par le FRDA d'un local cimenté pour un montant total de 20 millions d'Ar. Ce bâtiment est propriété de la fédération et la coopérative en sera le locataire, ce qui semble un montage surprenant. Il faudra s'assurer que cette disposition ne complique pas l'obtention de garanties pour des demandes potentielles de crédits de KFFM effectuées auprès d'IMF.

Pour 2017, KFFM souhaite reprendre son activité de commercialisation de café et de haricot, en sollicitant des préfinancements auprès du fonds FED. Des conditions plus favorables qu'en 2016 pourraient être négociées semble-t-il auprès de Sangan'y, opérateur ouvert à des partenariats durables avec des coopératives.

Les coopératives seraient tentées de disposer de capital et de mettre en place des mécanismes d'avance comme le pratiquent certains collecteurs. Néanmoins, les risques sont élevés pour une coopérative si le producteur ne livre pas ensuite le produit à la récolte. Dans le cas des collecteurs et commerçants classiques, les producteurs leur sont souvent redevables pour d'autres services (aides en cas de problèmes de santé, d'enterrements, fournitures à crédit de produits de première nécessité...) et ils se sentent donc obligés de livrer leur récolte. **L'annexe 7** présente le mécanisme de crédit (« debaky ») permettant à certains commerçants d'accroître leurs ressources foncières.

Les enjeux pour KFFM comme pour les autres coopératives se posent également au niveau du capital de collecte qu'elles peuvent obtenir pour les activités commerciales. Pour l'instant, seuls les fonds propres sont utilisés, ce qui limite fortement les volumes collectés.

Les recommandations de la mission relatives aux coopératives sont les suivantes :

- Il est nécessaire de clarifier la gouvernance et les modes de représentation au sein des coopératives
- Les rôles des coopératives se recoupent parfois avec les unions sur le stockage et la vente des produits, c'est un point important à clarifier.
- Les liens entre les coopératives et la FED devront être précisés, ces deux OP pouvant avoir des intérêts divergents.
- La constitution d'une union de coopératives, tel que souhaité par la cellule d'appui à la FED, semble prématurée, tant que les coopératives ne sont pas consolidées au niveau organisationnel, entrepreneurial et de leur stratégie de développement.
- Pour le développement des coopératives, il est recommandé de renforcer la connaissance de référentiels déjà existants comme par exemple la coopérative KFFT sur le miel à Manakara ou les organisations coopératives de litchi, épices, fruits et sucre soutenues par AVSF et Ethiquable à Tamatave et Fénériver Est. Des visites échanges peuvent être organisées dès les prochains mois pour faciliter la définition de stratégies et les besoins de renforcement des coopératives soutenues par IA.

4.2.2 Création d'une entité de services aux filières : Finaritre

L'évaluation a noté l'évolution actuelle de la coopération d'IA avec une volonté de développer des activités complémentaires à l'assistance technique directe aux producteurs, en améliorant et professionnalisant des services d'intrants mais aussi de commercialisation aux producteurs, et en complétant l'offre initiale de soutien aux filières vivrières d'autoconsommation principalement avec l'appui à des filières de rente. Ces perspectives conduisent à une offre renforcée et différenciée de services économiques et de conseil, ayant motivé la création par l'équipe d'IA Sud Est d'une coopérative de professionnels appelée Finaritre. La coopérative a été mise en place en 2016 et compte 11 membres (les principaux cadres de l'équipe IA, voir liste en **annexe 8**), ayant mis en commun un capital initial permettant l'acquisition d'un terrain et de réaliser des 1^{ères} opérations de distribution d'intrants. Il s'agit en quelque sorte de transférer d'IA à une entité nationale la gestion de fonctions difficilement assurables pour l'instant par les unions, les coopératives et la fédération, trop limitées en capacités techniques, financières et de coordination pour gérer des relations avec des fournisseurs et clients externes. Jusqu'à présent, ce sont en effet les équipes d'IA qui passent les commandes d'intrants, réalisent les livraisons aux unions, négocient les contrats avec les acheteurs, font le suivi-qualité des produits avant livraison... et selon Finaritre il serait plus cohérent que ce travail soit réalisé par une coopérative de services.

La proposition de Finaritre est pertinente, mais vient rajouter un acteur à un ensemble déjà complexe d'organisations et structures d'appui à la fédération. Finaritre ambitionne de développer 4 activités principales :

- La fourniture d'intrants aux coopératives et unions en conventionnement avec ATIA/SAHI
- La production agricole sur un espace de 2 à 4 has selon le terrain qui sera finalement acquis, avec pour idée initiale la production de piment, pois de terre et pintade. Il s'agit de tester des productions à une échelle commerciale et de générer des volumes critiques permettant d'honorer des contrats avec des acheteurs externes, en mettant en commun la production de Finaritre et de producteurs membres des unions de la fédération
- L'appui à la commercialisation sur différentes filières, liées ou pas à l'activité de production de Finaritre. **Ces activités seront en lien étroit avec les coopératives de la FED. Il n'a pas été défini pour l'instant de distinction des responsabilités sur la commercialisation entre Finaritre, les unions, les coopératives et la FED. C'est un point fondamental.**
- L'assistance technique aux filières rendue possible par une plus grande spécialisation de la structure dans ce domaine.

Les principaux risques à prendre en compte du modèle proposé sont les suivants:

- Une coopérative qui développe une activité lucrative pouvant être déconnectée à terme des producteurs et de la fédération
- Une évolution vers des relations de Finaritre avec les producteurs les plus aisés
- Une confusion entre services d'appui technique apportés par IA et services économiques apportés par Finaritre avec à possibilité à moyen terme d'une différenciation des équipes techniques IA et Finaritre

Il est possible néanmoins de prévoir des garde-fous pour une coopérative au service des producteurs au travers de la contractualisation/ conventionnement de la coopérative avec la Fédération, de la participation des coopératives ou de la Fédération à la gouvernance de Finaritre ou de la mise en place d'un cahier des charges de Finaritre garantissant par exemple un approvisionnement majoritaire en produits issus des petits producteurs dans les contrats commerciaux.

Un dernier point est celui des ressources humaines, les cadres d'IA sont à la fois ceux ayant initié Finaritre. Pour que cette organisation développe ses activités, elle devra compter sur des ressources humaines internes de qualité. Néanmoins le passage pour des salariés IA à une structure ne garantissant pas pour l'instant la rémunération de ses employés n'est pas sécurisant. Une phase transitoire de prestation/délégation de services d'IA à Finaritre sur le conseil aux filières semble adaptée, en attendant que les activités économiques de la coopérative Finaritre ne génèrent des recettes significatives. Des structures similaires existent, comme par exemple Ayitika en Haïti, entreprise sociale de conseil sur le cacao impliquée également dans la filière, et

constituée d'ex salariés d'ONG de développement rural. Plus proche de là, l'expérience de mise en place du centre technique agroécologique du Sud (CTAS) <http://www.semencesdusud.com>, comme centre d'expérimentation et services sur les semences dans l'Androy, à l'initiative du GRET, pourrait servir de référence pour Finaritra. **La mission recommande que soit organisée en 2017 une visite échange auprès du CTAS.**

4.2.3 Les modèles de gestion du crédit aux producteurs : évolution, résultats et analyse de leur pérennité

Nous comprenons que l'accès à des engrais chimiques pour la production rizicole est un besoin spécifique important des producteurs, notamment pour la production de riz (apports de DAP et urée, d'environ 25 kgs par membre en moyenne), dans un contexte encore trop limité de production de fumier et compost au regard de besoins de fertilisation des exploitations des familles. Ces besoins sont couverts en partie par le capital des groupements et unions permettant la réalisation de prêts aux membres en intrants (chiffage au niveau union et groupements à évaluer pour la fédération et le secteur Farafangana)¹¹. L'autre partie est assurée par le fonds productif de la Fédération, géré en interne sur la période 2013-2014, et dont la gestion est assurée par ATIA/SAHI depuis 2015, face à des difficultés de gestion et au manque de procédures claires, ayant affecté les taux de remboursement et donc les capacités de ce fonds de crédit à se maintenir et à se développer. Cette option portait également du constat d'un besoin de professionnaliser la gestion de ce fonds, IA ayant peu de compétences en micro finance. Le choix vers un portage par ATIA puis le transfert de la gestion du crédit à SAHI, ONG se transformant en IMF avec licence de niveau 1¹² a été fait sur la base d'une étude réalisée par un étudiant de master. Le contexte du financement rural dans le Sud Est était particulièrement complexe en 2014, avec la faillite récente de TIAVO, un début d'installation de CECAM dans la zone avec peu d'intérêt pour la gestion du fonds productif, et la non disponibilité de l'institution de micro finance Vahatra, partenaire d'IA, d'étendre ses activités à Manakara.

Une convention de partenariat ATIA-FED a été établie en février 2015, pour assurer la gestion du fonds. La gestion du fonds par ATIA/SAHI a permis notamment une augmentation des montants de crédit prêtés, de 25-30 millions sur 2013-2015, à 54 millions en 2016 et l'amélioration du taux de remboursement des emprunts de 75 % en 2015 à 94% en 2016. Un travail important a été mené pour la récupération des prêts avec beaucoup de retards de remboursement en 2015.

Le circuit de gestion des crédits est le suivant : 1 L'union présente son projet de demande d'avance – 2 Le Kofa Foibe fait un 1^{er} filtre interne des demandes – 3 Un 2^{ème} comité ATIA-IA statue sur les demandes avec une règle simple, les unions ayant remboursé le précédent sont éligibles et des montants maximums de prêts sont fixés en fonction de historiques – 4 Signature du prêt par l'union avec 10% de garantie apportée – 5 Livraison par IA du prêt en intrants aux unions- 6 collecte des remboursements qui sont apportés au bureau d'ATIA par les trésoriers et leaders d'unions, ou par les équipes techniques d'IA.

La gestion des propositions de financement des unions fait l'objet de différentes instances et responsabilités, et semble avoir également un rôle pédagogique de génération de compétences internes aux OP via : le technicien d'union en charge d'aider les unions à formaliser leurs demandes, le Kofa Foibe, réalisant un premier filtre au niveau fédération des demandes des unions en fonction de leur historique et de la pertinence des propositions, et finalement le Kofa Fototra, responsable du suivi de la mise en œuvre des demandes des unions.

2 produits financiers représentent environ 95% du fonds productif aujourd'hui :

¹¹ Ces éléments sont travaillés actuellement au travers d'une étude menée par une volontaire (Laetitia) pour le compte d'ATIA, incluant l'analyse de la trésorerie des ménages et des services de prêts assurés par les groupements et unions à leurs membres.

¹² Les IMF avec licence de niveau 1 développent des micro crédits avec les plafonds suivants : crédit maximum de 5 millions pour individus, et crédit de groupe de 20 millions d'Ar au maximum

- Le crédit intrants aux producteurs (Urée et DAP riz principalement) et surtout en vary hony pour un montant octroyé de 37 millions d'Ar sur 54 millions en 2016 Les montants octroyés par union sont en moyenne de 1,6 millions, au maximum 4 millions, et minimum 188000 Ar, avec une moyenne par producteur de 65 000 Ar soit moins de 20 euros.
- Le crédit de court terme aux coopératives (2-3 mois pour assurer un fonds de roulement suffisant aux magasins d'intrants) pour un montant de 14 millions d'Ar
- Les crédits de stockage et pour l'acquisition d'autres intrants sont à un niveau expérimental pour l'instant

Le nouveau dispositif a montré une bonne efficacité en termes de gestion du fonds mais se pose aujourd'hui la question de son efficacité à court et moyen terme au regard des besoins financiers des familles paysannes en prenant en compte les éléments suivants :

- Les producteurs et leurs organisations font face à des besoins de financement de leurs activités de production, stockage et commercialisation. Or sont principalement soutenues les activités de production (achat d'un peu d'intrants chimiques) et de manière marginale des activités de stockage et commercialisation, alors que le fonds de 100 millions d'AR n'est utilisé pour l'instant qu'à 54%.
- L'équipe actuelle d'ATIA montre une volonté de gestion prudente du fonds, avec une vision pas toujours partagée par l'équipe technique IA considérant qu'il est urgent de développer les autres produits financiers assurant une rotation plus rapide de l'argent et dynamisant les organisations, notamment les coopératives.
- A moyen terme va se poser la question de la collecte de l'épargne des producteurs, aussi bien pour des raisons de sécurité pour les familles que de génération de ressources propres pour l'IMF.
- **La superposition des intervenants sur la gestion des crédits** (unions, fédérations, coopératives, équipe technique et dirigeante d'IA, ATIA, SAHI, Finaritre désormais) **ne rend pas le dispositif efficace car très coûteux en ressources humaines. Il devrait être simplifié à l'avenir**

Quelques questions se posent également sur la durabilité de la proposition :

- Il est important de définir assez vite le point d'équilibre d'une offre de crédit rural de la part de SAHI, au regard des montants potentiels de crédit à apporter et des charges de fonctionnement, incluant la préparation des dossiers de crédit, leur suivi et recouvrement par l'IMF (une grande partie de ces activités étant aujourd'hui assurée par l'équipe technique d'IA). Ce point d'équilibre devrait être bien supérieur aux montants actuellement en jeu.
- La durabilité financière doit prendre en compte également la question des taux d'intérêts. Les taux pratiqués par ATIA sont aujourd'hui entre 1 et 2% mensuel (1% pour intrants aux producteurs, 2% pour les coopératives), insuffisant selon les organismes de gestion financière à Madagascar et ils devraient augmenter. Ces hausses devront être discutées avec la FED mettant à disposition le fonds à ATIA, au regard des objectifs sociaux mais aussi de pérennité à long terme à prendre en compte. En considérant le prix particulièrement élevé des intrants à Madagascar, une hausse importante des taux pourrait rendre économiquement non viable l'utilisation d'urée et DAP pour les producteurs, la question de taux bonifiés pourrait être donc à instruire.
- La durabilité et capacité de croissance d'un fonds de crédit concentré pour l'instant sur l'approvisionnement de familles en engrais chimiques peut se poser. Il est entendu néanmoins que la production rizicole requiert du phosphore qui est apporté plus facilement par les engrais chimiques, ceux-ci restent donc pertinents en combinaison avec des engrais biologiques. Au regard du coût particulièrement élevé des engrais chimiques à Madagascar et des enjeux de durabilité environnementale des pratiques, il est important de travailler sur une gestion intégrale de la fertilité incluant d'autres éléments possibles (production de biomasse, rotations culturales, et surtout accroissement à long terme de la production de fumier et compost).
- Il est également très clair pour ATIA que SAHI doit avoir ses propres moyens de gestion de la collecte des paiements. La construction d'un modèle d'intervention inclura des agents de crédit de terrain de SAHI qui devront assurer la gestion complète, en partenariat avec IA. La séparation de métiers sera assurée entre IA et ATIA/SAHI, l'accompagnateur technique n'ayant pas vocation à être recouvreur

- La délégation de gestion du fonds au départ à ATIA, a motivé de développer une approche et des produits de crédits avec une entité dédiée (SAHI) pour des activités en milieu rural et urbain. Une des craintes à prendre en compte est que SAHI ne puisse à la fois développer une expertise spécifique pour le crédit rural et le crédit urbain, de nature distincte, et ne satisfasse que de manière partielle les besoins de services financiers des producteurs et de leurs organisations.
- A date sur la base des informations obtenues, se pose la question de la gouvernance et autonomie de la structure SAHI pour gestion directe des services financiers dans les prochaines années. La mise à disposition du plan d'affaires de la structure permettrait de mieux comprendre le scénario de pérennisation de la proposition au travers de SAHI.

4.3. Bilan et perspectives des actions initiées sur les filières

4.3.1 Exemple de filière de rente avec des appuis initiaux d'IA : le piment

Suite à la rencontre en 2014 d'un opérateur malgache exportant des piments verts à l'île Maurice, lors de la foire agricole de Tana, a été établie un contrat de partenariat entre l'acheteuse madame Rakotondrasoa et la fédération Fagnimbogna et pour une livraison de 200 kgs de piments vert de variété pili pili par semaine à Tana. La fédération et IA ont alors entrepris une action de diffusion de la production de piment parmi ses membres, avec un ciblage initial sur les familles très précaires, les producteurs proches de Manakara en prenant en compte la périssabilité du produit et les contraintes de collecte et l'existence d'une dynamique de groupe sur la filière. Le déploiement de l'activité n'a pas atteint les demandes de l'acheteur (moyenne de 50 kgs livrés par semaine sur la période octobre 2015- aout 2016). Néanmoins la dynamique initiale a permis de constituer des références et a apporté des éléments d'analyse capitalisés fin 2016 pour la suite de l'activité de promotion sur la filière piment.

Les rencontres de producteurs de piment et l'analyse des résultats atteints nous conduisent aux observations suivantes :

- L'expérience développée sur la période 2015-2016, montre que la majorité de la production de piment ne provient pas des membres de la fédération, mais de producteurs individuels, ne s'inscrivant pas dans les exigences et dynamiques collectives des organisations appuyées par IA. Le point de départ devrait être plutôt l'inverse, le développement de la filière de piment n'a de sens que si celle-ci correspond à la production des organisations membres de la fédération. La recherche de volumes important dès le départ, liés au contrat de l'acheteur de piment, a donc provoqué une distorsion dans la démarche. Le travail a été mené dans une démarche de type filière conventionnelle, des producteurs de piment collectant à leurs voisins et IA complétant les lots en achetant à des producteurs individuels. IA n'étant pas positionné dans les villages et non professionnalisé sur ce service (ce n'est pas son rôle a priori) le coût de collecte du piment est devenu prohibitif et pas compétitif en comparaison avec des collecteurs classiques. Ceci pourrait expliquer que malgré un contrat stable obtenu par la fédération pour des volumes significatifs à Tana, les prix payés aux producteurs restent limités sur la période 2016 (400 à 500 Ar par kapok) équivalents aux prix payés par les collecteurs locaux, alors que les exigences de qualité sont supérieures en termes de taille des piments et de coloration/fraicheur du produit. De plus, les associations par statut n'ont normalement pas vocation à offrir des services pour les non-membres à la différence des coopératives. Dès le départ il a existé une certaine confusion sur le calcul des coûts, certains producteurs et leaders ne considérant pas le transport du produit de la parcelle à Manakara. Or il s'est avéré que le transport a représenté un coût considérable, estimé à 1600 Ar par Kapok soit 40% de la valeur du produit rendu Manakara (pris à Manakara calculé à 4000 ar/kg). Il est clair que l'activité n'est pas tenable dans ces conditions, mais l'exercice de définition des coûts réellement encourus permet de bien définir dans quelles conditions il est intéressant pour les familles paysannes de développer l'activité piment.
- Le temps de travail requis sur le piment et la concurrence potentielle avec d'autres activités liées notamment aux pics de main d'œuvre sur le riz est un élément fort à prendre en compte. Si l'on considère les valeurs relevées par IA dans le travail de capitalisation, pour un producteur ayant 50 pieds (inférieur à ce qui a été vu en moyenne dans les parcelles visitées), le temps de travail requis est d'environ 65 H/J sur l'année pour 50 pieds si récolte tous les 15 jours. Si la récolte est chaque

semaine comme préconisé, le temps de travail monte à plus de 110 H/J Les producteurs rencontrés proposant plutôt une production de 100 pieds par famille se pose la question de la disponibilité en main d'œuvre notamment les jours de récolte. Cette question peut être relativement critique pour les TP. La rémunération du temps de travail est-elle supérieure actuellement avec les prix et la production obtenus, comparativement à celle d'autres spéculations ou activités (production de riz, maraichage, vente de main d'œuvre) ?

- La capitalisation sur l'expérience piment a bien pris en compte les difficultés rencontrées, la stratégie s'oriente désormais sur les producteurs organisés portant un projet collectif sur le piment et dont les conditions d'accès au foncier, gestion de main d'œuvre et proximité des axes routiers. Malgré les difficultés des producteurs sur les campagnes passées, il semble exister dans quelques localités et au niveau de plusieurs groupements/unions un intérêt certain pour la culture de piment.
- Le suivi-conseil d'IA sera plus rapproché avec une compétence technique dédiée pour le suivi des producteurs, afin de s'assurer de meilleures capacités de conduite de la culture et de gestion de la récolte selon les critères des acheteurs. Néanmoins il faudra clarifier rapidement comment sera assuré le rôle de coordination avec l'aval (gestion post récolte et relation avec les acheteurs) aujourd'hui partagé entre 2 personnes d'IA, mais le signataire des contrats étant la fédération.



- Le développement de l'activité autour de groupes de femmes très précaires dans certaines localités proches des routes semble pertinent, (exemple des groupements Soafianatra et Lotokonty rencontrés sur Manakara), leur permettant d'avoir une activité économique sur de petites surfaces plus faciles à sécuriser que de plus grandes parcelles requises pour des cultures plus extensives comme le pois de terre. Les groupements rencontrés disposent bien de contrats de mise à disposition par les propriétaires sur 7 ans. Il faudrait néanmoins s'assurer de leur capacité à assurer une récolte de qualité et régulière selon les critères de l'acheteur de

piment vert (voir le type de salariat dont elles font l'objet, temporaire ou permanent et si cela impactera sur leur disponibilité notamment pour la récolte).

- La production pour l'instant ne fait pas l'objet d'un travail approfondi sur l'ombrage et l'association de cultures, ce qui pourrait conduire à une perte de fertilité des sols et à la fois rend le piment fragile en période de sécheresse. Ce travail sur la gestion des sols est particulièrement important pour des terres en pente dénudées soumises à érosion (voir photo), et devrait faire l'objet de l'accompagnement technique d'IA. Des cuvettes en demi-lunes pour la rétention de l'eau pourraient également être testées. Les difficultés rencontrées pour la conduite de la culture semblent être également liées à l'absence de paysans référents/paysans chercheurs à la différence d'autres spéculations soutenues par IA. De manière plus générale, il semble que l'activité piment devrait faire l'objet de plus d'échanges techniques entre producteurs et auprès de producteurs expérimentés (y/c d'autres zones) afin d'améliorer sa conduite et également anticiper des recherches de solutions notamment en gestion phytosanitaire.
- Quant à l'initiative sur le piment rouge avec Jacaranda, elle nous semble particulièrement risquée à mettre en œuvre grandeur nature, même si l'expérimentation pour quelques kilos de produits est utile pour une meilleure compréhension de la filière, des questions de séchage et exigences de qualité des acheteurs. A date il est très difficile d'obtenir un pourcentage significatif de piment correspondant à la fois aux critères de l'acheteur avec une demande pour du piment rouge vif de 0,8 à 1,5 cm, les écarts de tri en usine après séchage sont considérables et atteignent 70%. La livraison du piment rouge se réalisant très peu avec les producteurs de Fagnimbogna, mais individuels, donc il est difficile d'exiger

le respect de cahiers des charges. L'exigence en termes de coloration est très précise, avec une maturité optimale du piment. Les producteurs sont peu intéressés car le rouge pique beaucoup les doigts. Objectif du partenariat, Jacaranda donne ses caractéristiques, donne un prix d'environ 12 000 Ar par kilo, mais dit ne pas pouvoir offrir plus de 12 000 car le piment vietnamien serait beaucoup moins cher. Ce prix ne permet pas d'atteindre les 5-600 Ar/kapok vu l'importance des écarts de tri.

Conclusions sur l'initiative piment :

- Culture connue car déjà produite avec des variétés locales présentes dans les jardins de case
- Développement de l'activité en réponse à un partenariat commercial ouvert sur le piment vert mais exigences de cette filière très différentes de celle du piment traditionnel
- Développement de la production testé par IA pour les ménages TP
- Itinéraire technique devant mieux intégrer la conservation des sols et la gestion de l'eau
- Activité non rentable pour les paysans éloignés
- Viabilité de l'activité piment rouge séché non actuellement démontrée
- Besoins d'accompagnement technique plus resserrés au niveau production, récolte et post-récolte et nécessité de mieux mesurer la rémunération du travail des paysannes TP

4.3.2 Différentes filières proposées/potentielles et critères préalables à prendre en compte

- **Le cas de la filière sésame**

Il a pu être observé durant la mission notamment dans le district de Farafangana, une diffusion initiale engagée par les producteurs en réponse à une demande locale de collecteurs et sur la base d'une production traditionnelle à la volée à petite échelle pour la couverture des besoins alimentaires des familles. Les surfaces sont en extension ces derniers mois avec un petit appui technique sur la fertilisation et densité de semis. Des références technico économiques et incorporant le risque climatique (niveau de sensibilité aux cyclones des plants fertilisés plus haut mais plus fragiles face au vent) sont à établir pour la campagne 2017. Il s'agira également de valider/adapter les modes de récolte, séchage et égrenage pertinents pour réduire les pertes et améliorer la qualité des graines. En relation avec le marché, il s'agira d'analyser les dynamiques existantes et conditions commerciales au niveau local et national afin de définir d'une part le type de variétés plus demandées (graines blanches ou colorées selon les usages) et d'autre part s'il est pertinent de faciliter l'organisation du stockage et des ventes et à quel niveau.

- **La question de la filière poulet Gasy**

Il existe une demande réitérée de la part de la fédération et de plusieurs unions pour développer la filière poulet gasy, liée notamment au fait que la race locale du Sud Est est particulièrement appréciée par les consommateurs. Par manque de temps, il n'a pas été possible durant la mission d'en savoir beaucoup plus sur le modèle technique et économique que les producteurs souhaitent promouvoir, entre une amélioration de conditions d'élevage traditionnelles valorisant les ressources locales, ou une intensification plus forte impliquant notamment l'achat d'aliments concentrés forcément coûteux dans cette zone isolée et non autosuffisante sur le plan vivrier (point d'attention car les volailles sont des granivores et peuvent être concurrentes des humains, en particulier en matière de céréales et de légumineuses qu'elles transforment en viande avec un rendement net inférieur à 30% des calories et protéines ingérées !!!).

Il existe au niveau de différentes entités notamment FIFATA mais aussi AVSF des références à analyser en matière de petit élevage paysan. La question sanitaire sera évidemment forte dans le cas du déploiement du petit élevage, et impliquera de développer des compétences en interne ou apportées par d'autres structures, IA à Madagascar et la fédération ayant peu d'expérience en élevage. Sans avoir pu instruire la question, il serait intéressant de connaître l'analyse des producteurs sur le développement des palmipèdes, naturellement présents dans les rizières et pouvant assurer une fertilisation de celles-ci comme c'est déjà le cas à petite échelle dans le Sud-Est et est constaté dans de nombreuses zones rizicoles de Madagascar.

- **Le maraichage en zone péri urbaine**

Le maraichage est une bonne option de génération de revenus, pour les femmes notamment et sur des surfaces restreintes comme cela a pu être constaté y compris dans des localités isolées telles que la commune d'Ambalatan dans le district de Farafangana. Le soutien d'IA à ces productions est donc pertinent et permet une plus grande participation des femmes aux prises de décision (à la différence des cultures de riz ou manioc).

L'adoption de pratiques naturelles de lutte contre les ravageurs (surtout des insectes) est en cours, mais elle doit être approfondie avec la réalisation de diagnostics concernant les seuils de nuisibilité des insectes concernés, une diversification des préparations naturelles proposées ainsi que le test rigoureux de leur efficacité en comparaison, par exemple, de pyréthrinés classiques d'origine chimique.

Les risques de saturation des marchés locaux doivent être accompagnés par l'équipe IA au travers de la diversification de l'offre. Une perspective intéressante serait de pouvoir approvisionner de manière plus structurée les villes de Farafangana, Vohipeno et Manakara avec des producteurs de proximité offrant des produits maraichers sains (à la fois sur le plan sanitaire et pesticides utilisés) et en identifiant les potentialités de vente plus directe par les producteurs sur les marchés urbains (ce qui implique sans doute une gestion collective de l'offre) **Un travail d'analyse préalable des marchés locaux devra être mené pour cela.**

- **Les filières de rente historiques de la zone**

Les principales filières de rente à l'exportation existantes au niveau des producteurs appuyés sont le café le girofle et le poivre. Ainsi l'atlas Fagnimbogna mentionne les éléments suivants concernant ces filières, sur la base des données de 2015:

- Une grande majorité des familles produisent du **café**, au moins pour l'autoconsommation. La commercialisation régulière du produit est réalisée par 1/3 des membres de la fédération ce qui est très significatif. 20 000 plants ont été mis en place ces dernières années via les pépinières des unions et l'appui du projet, ce qui est intéressant mais reste encore limité pour renouveler le verger (10 à 20 has en cumulé selon la densité choisie). Les ventes des producteurs de la fédération correspondraient à **20 tonnes environ**.
- Concernant le **girofle**, 11% des membres de la fédération en commercialisent, mais les ventes sont concentrées au niveau de seulement 4% des producteurs. De par la base sociale limitée potentiellement touchée, il semble moins intéressant de promouvoir avec intensité cette filière. Néanmoins l'existence de prix élevés ces dernières années motive les producteurs disposant de réserves foncières sécurisées de développer la plantation. En témoigne la distribution de plus de 15 000 plants de girofliers jusqu'en 2015. Reste à savoir si les prix seront toujours intéressants dans 7 à 8 ans une fois l'entrée en production des nouvelles plantations.
- Concernant le **poivre**, l'atlas Fagnimbogna indique qu'elle ne développe pas pour l'instant pas cette culture. Est-elle si secondaire dans les exploitations des membres ?

Ces données pour les filières de rente export de la fédération devront être complétées par celles des unions de Farafangana.

Durant la mission plusieurs opérateurs économiques actifs sur les filières de rente ont été rencontrés (Ethiquable, Jacarana et Sangan'y. De ces entretiens il ressort que les filières de rente de la zone de Manakara (café, girofle ; poivre principalement) sont aujourd'hui **dans une tendance favorable de marché et de prix**. Le girofle notamment dispose de prix hauts depuis plusieurs années, néanmoins cela reste une production assez spéculative.

Pour les producteurs un des enjeux est de réaliser un bon séchage des clous sur les nattes. Actuellement le marché est tiré par la demande de l'Indonésie pour les cigarettes aromatisées (cretek). Un des avantages du girofle est sa résistance aux cyclones quand il est taillé en boule. Concernant le poivre, les difficultés pour les producteurs se situent au niveau de l'entretien et d'une cueillette à maturité. Leur résistance aux cyclones est moyenne (lianes). Il existe des marchés pour les différents poivres en termes de densité et de couleur : le poivre lourd pour cuisine (plantation et producteurs solides financièrement), poivre petit et de faible densité

pour les huiles. En 2017, avec la sécheresse et la production réduite de riz de grande saison, la vente du poivre s'est réalisée très tôt.

Un partenaire potentiel sur les filières de rente, la société Sangany

C'est une entreprise nouvellement créée en 2015 à l'initiative de l'ONG néerlandaise ICCO coopération notamment, suite à la faillite de l'IMF TIAVO qui soutenait un nombre significatif d'agroindustries du Sud Est, se retrouvant alors en difficultés. A été constitué une alliance entre ICCO, HERI Africa et la société caféière TAF. Les produits phares que développe la société sont le café et le girofle, puis progressivement la cannelle et le poivre. L'entreprise utilise les infrastructures de la société TAF à Manakara. Elle a des objectifs de volumes importants avec 300 T de café en 2016 et plus de 1000 T en prévisionnel 2017, 250 T de girofle en 2016 et 500 T en 2017.

La démarche est distincte de celle portée par les collecteurs et acheteurs traditionnels. Il s'agit de mettre en place des points de collecte et contrôle qualité fixes dans les communes (10 pour l'instant dans le Sud Est), quand cela est possible en partenariat avec des organisations de producteurs (coopératives). Un travail particulier souhaite être mené sur la qualité avec la préparation de cafés robustas semi lavés (dépulpés mais non fermentés) qui intéresse des opérateurs économiques européens utilisant des cafés de mélange robusta-arabica. Un travail sur le préfinancement pourrait être mené pour de futures collaborations avec les coopératives, afin de faciliter leur capacité de collecte, en alliance avec CECAM (à instruire).

Sangany pourrait également faciliter la promotion de la culture d'artémisine, en partenariat avec la société Bionex achetant cette plante pour la production d'antipaludéens, cette culture étant à priori particulièrement rustique et résistante aux attaques phytosanitaires, et adaptée pour les bas-fonds en contre saison.

Sangany est intéressée par une collaboration avec IA et les coopératives soutenues, l'assistance technique apportée permettant de limiter le risque pour un opérateur. La 1^{ère} collaboration avec la coopérative KFFM n'a pas permis d'obtenir les résultats escomptés par manque de connaissance préalable des conditions proposées et de temps pour établir la confiance. Les coopératives le souhaitant pourront être dotées de dépulpeuses mises à disposition par Sangany.

L'importance des enjeux dans la zone pour le développement de l'agroforesterie paysanne à base de culture de rente et vivrières implique des investissements et une assistance technique spécialisée au niveau de la production, post récolte et gestion organisationnelle pour laquelle un instrument de type PPP (cofinancement de programmes d'appui aux producteurs entre une entreprise et la coopération internationale) pourrait être appropriée. Sangany pourrait dans ce sens faire connaître sa démarche à la GIZ qui appuie différents PPP sur les filières agricoles à Madagascar, en partenariat avec IA et les coopératives.

Il est clair que toutes ces activités ne pourront et devront pas être développées dans la configuration actuelle d'équipe et de projet d'IA dans la zone. Plusieurs des filières potentielles devront faire l'objet, si elles sont priorisées par IA et la fédération, de mécanismes financiers complémentaires à la CP agricole et aux ressources de l'AFD.

En tout état de cause, un certain nombre de questions préalables sont à instruire pour le démarrage d'activités sur les filières :

- Les conditions de marché sont-elles favorables en termes de demande ? Est-il possible de développer des alternatives aux circuits commerciaux des opérateurs actuellement en place ?
- Les produits sont-ils périssables ou non, si oui est-il possible de garantir leur transport dans de bonnes conditions ?
- Quelles sont les questions sanitaires critiques à résoudre, et peut-on garantir les conditions de qualité requises par le marché?
- Existents-ils des référentiels locaux sur la filière chez les paysans de la zone, pouvant être analysés avant diffusion à d'autres producteurs?
- Quelles sont les responsabilités des différentes parties à prévoir pour la promotion de la filière (clarification des rôles)?
- Quel est le niveau de risque pour les familles paysannes lié au développement de la filière?

5. Éléments transversaux de gestion du projet

5.1. Le suivi-évaluation

Il est important de souligner que IA fournit un effort considérable de génération de données sur ses activités et résultats, dont peu de projets similaires disposent.

Le suivi de projet est bien développé.

Il se base essentiellement sur le cycle d'appui conseil par saison et par année apporté par les techniciens et socio-organisateur. Chaque technicien et socio-organisateur renseigne mensuellement un certain nombre de documents et notamment :

- Un cahier mensuel d'activité reportant toutes les activités réalisées par thème, producteurs, OP...
- Un planning mensuel des activités de terrain
- Un suivi des réalisations mensuelles par culture et producteur suivi

Ces différents documents sont très détaillés et sont analysés puis saisis au niveau informatique, puis consolidés chaque saison pour faire un bilan des activités réalisées par l'équipe, avec l'appui des coordonnateurs techniques et socio-organisationnels. Ces supports ont pour but de faciliter le partage d'information lors des réunions mensuelles d'équipe, mais aussi ont une fonction de contrôle (confiance à construire notamment pour des équipes de terrain nouvelles)

Une enquête de départ est également réalisée sur les ménages encadrés sur la base de la typologie initiale et permet d'adapter la méthodologie, la durée de l'appui, l'approche de l'équipe

Une évaluation saisonnière des rendements et des OP

A chaque récolte des productions suivies par les équipes techniques d'IA, est réalisée une mesure des résultats directs sur le rendement avec des parcelles témoins et de référence des producteurs appuyés. Cela apporte un regard sur l'efficacité du conseil apporté en situation avec et sans projet. Ce sondage de rendement en fin de cycle a également pour but de sensibiliser les techniciens au fait que l'on ne s'arrête pas à l'installation des productions (aspect formateur). Il existe un guide « protocole de sondage de rendement » établi en 2014 pour la définition des échantillons selon les productions. Cette collecte de données est pertinente, mais semble assez chronophage. Il serait particulièrement utile de mesurer le temps passé à cette collecte de données de rendement par production.

Une des difficultés méthodologiques est liée au fait que chaque année les données sont collectées auprès de nouveaux producteurs (puisque le conseil technique rapproché ne dure qu'un an). Il n'est donc pas possible de mesurer dans la durée l'effet des appuis techniques. Pour les techniques déjà éprouvées sur de nombreuses années (notamment basket compost et SRIA), se pose également la question de la pertinence de continuer à collecter des données de rendement de manière systématique puisqu'ils sont assez bien connus.

Concernant les OP, une grille d'évaluation de leurs capacités a été établie, avec environ 25 indicateurs de 4 variables principales (gestion financière, services, vie associative et relation avec la FED), renseignés tous les 6 mois pour les unions suivies par les socio-organisateur. La pondération des critères est assez complexe et a été sujet de modifications ces dernières années. La pondération semble utile pour les équipes techniques pour mettre en avant non seulement les forces et faiblesses mais aussi les priorités de développement des OP selon le CA de la FED. Elle est plus difficilement comprise par les unions et les producteurs Cette fiche d'évaluation permet de voir les évolutions dans le temps et de différencier les OP en émergence et OP plus consolidées.

Il existe donc une très bonne capacité d'évaluation saisonnière des résultats obtenus par l'équipe technique auprès des producteurs et des OP.

En conclusion sur le suivi-évaluation nous pouvons retenir les éléments suivants:

- D'importants outils de planification et suivi des activités des techniciens et socio-organiseurs
- Des outils complets de recueil d'information sur les OP
- Une évaluation importante des performances saisonnières sur le rendement par culture mais sans suivi dans le temps des mêmes familles
- Une concentration sur l'évaluation des résultats immédiats (par saison et par spéculation), mais pas sur les effets/impacts
- Un travail de planification et évaluation des activités transversales (appui à la FED, appui aux filières, relations institutionnelles, prospective...) qui est encore peu développé

Il est donc recommandé pour 2017 d'une part de réaliser un travail de priorisation des outils et de quantification du temps passé à la collecte de données, à son analyse et sa valorisation et de proposer la mise en place d'un dispositif de suivi des effets des appuis d'IA au niveau des exploitations, de manière complémentaire à ce qui est réalisé pour les familles TP (avec un échantillon restreint de ménages)

5.2. La capitalisation

IA a réalisé ces dernières années un effort remarquable de capitalisation avec d'une part une personne en France animant le processus avec les équipes pays et d'autre part la mise à disposition d'une personne dédiée pendant 1 an (depuis début 2016, avec Lolita Guyon). De nombreux documents de qualité ont été produits, notamment sur la dernière année du projet UE:

- Une capitalisation de retour sur expérience:
 - Retour sur l'expérience piment développée en 2015-2016
 - Diffusion de masse sur le basket compost et l'igname
 - Référentiel SRIA (2014)
- Une capitalisation documentaire
 - Réalisation de l'atlas Fagnimbogna issu de l'enquête 2015
- Une capitalisation sur les effets des interventions
 - Capitalisation sur les ménages très précaires
- De nouveaux chantiers en cours
 - Catalogue de variétés proposées/diffusées
 - Situation et besoins en équipements pour les paysans

La capitalisation est donc un point fort du projet, et est valorisé pour la production de référentiels sous des formats plus courts à destination des équipes techniques, des OP et des producteurs. Sa valorisation à l'externe mérite néanmoins d'être développée notamment sur les thèmes transversaux ou auprès des projets/institutions travaillant sur les mêmes thèmes techniques. **Les références acquises et en partie capitalisées en termes de pratiques agroécologiques pourraient être mieux valorisées au sein d'espaces multiacteurs sur l'agroécologie** tels que le Groupe de Travail sur les transitions AgroEcologiques (GTAE) auquel participent différentes ONG françaises de développement rural.

5.3. Les relations institutionnelles

Dans les districts de Manakara et Vohipeno, coopèrent principalement des programmes de coopération multilatérale financés par FIDA-FAO-PAM-UE notamment. Au cours de la mission il a été possible de dialoguer avec les personnes en charge des programmes Prosperer (FIDA-Etat Malgache) et Aina (FAO-FIDA-UE)

Le programme Prosperer se caractérise par une gestion déléguée à différents opérateurs (1 par district), mettant en œuvre des activités d'appui à l'entrepreneuriat agricole au niveau familial ou de groupements. L'approche de soutien individuel prédomine, avec des filières prioritaires notamment apiculture, pisciculture...sensiblement différentes de celles appuyées par IA.

Le programme Aina est assez complexe dans sa mise en œuvre, avec un portage par les projets Prosperer et Aropa du FIDA. C'est un projet dont le contenu varie selon les régions, dans la région Vatovany il se concentre

sur l'appui à la production agricole avec une méthodologie champs écoles proposée. Néanmoins de grandes difficultés ont été rencontrées sur le terrain, la durée de ce projet étant de 3 ans et moins de 2 effectifs en appui aux producteurs à cause de difficultés d'ordre administratif. Les producteurs sont formés mais le suivi de la mise en œuvre des pratiques est limité. L'approche ne prévoit pas ou peu de contreparties financières sollicitées aux producteurs, compliquant le travail d'IA qui ne réalise aucune donation. ...Les résultats de ce programme sont donc fragiles

Néanmoins, IA coopère avec ces programmes en les orientant vers les groupements et unions et en facilitant leur travail sur le terrain via la mobilisation de leaders paysans lors des activités réalisées.

Dans le district de Farafangana, différents opérateurs/intervenants sont présents dans les mêmes communes qu'IA ou dans des communes proches et notamment WHH, GSDM, Diakonia, FAO et Croix Rouge.

Il a été possible de dialoguer directement avec la personne en charge de GSDM présent à Farafangana... GSDM va intervenir directement sur la composante agroécologie du PAPAM, en charge de la formation et de l'appui des partenaires, prestataires du FRDA (paysans formateurs, associations ONG, consultants individuels). SD Mad et Agrisud ainsi que WHH seront eux en charge de la diffusion des pratiques agroécologiques. Dans le Sud Est le PAPAM va intervenir sur les districts de Farafangana et Manakara. Aujourd'hui la coordination entre GSDM et IA se réalise au travers d'un groupe de travail interinstitutionnel appelé cluster sécurité alimentaire, mais pas sur les aspects agroécologiques à proprement parler. Il semble indispensable que les différents opérateurs du PAPAM et IA partagent leurs références en matière de conseil agricole et agroécologie, afin d'assurer la cohérence des méthodes et messages techniques auprès des producteurs et de leurs organisations.

Concernant les appuis de l'Etat, le projet a collaboré principalement avec le FRDA, dans son volet infrastructure et appuis aux faitières régionales. Les volets formation ont été moins mobilisés, mais néanmoins il faut reconnaître que le budget du FRDA était limité dans la période d'exécution du projet. La phase à venir est encourageante pour les FRDA qui vont être institutionnalisés et bénéficieront d'un financement important au niveau central via le FDA (>100 millions d'euros, apporté par différents bailleurs). Cela permettrait potentiellement de financer une partie du travail d'assistance technique qui sera apporté par IA et/ou Finaritre.

Les principales conclusions relatives aux relations interinstitutionnelles sont les suivantes:

- De multiples interventions de développement dans les territoires du projet
- Un effort de coordination avec ces programmes mais limité de par leurs modes opératoires : trop courte durée, peu de présence terrain pour suivi des pratiques et pas de travail sur des questions structurelles (foncier, aménagements et gestion de l'eau, crédit)
- Une présence du FRDA dans les 2 régions à continuer à valoriser pour accéder à des appuis diversifiés (notamment avec l'institutionnalisation en cours des FRDA)
- Une DRAE n'ayant pas les moyens d'être opérationnelle sur le terrain, qu'IA devrait continuer à associer néanmoins sur des activités collectives (par exemple les diffusions de masse)
- 2 MFR à proximité: outil mobilisable pour la formation et professionnalisation des jeunes?

6. Recommandations pour les actions agricoles d'IA dans le Sud Est sur 2017-2019

Les principales recommandations générales issues de l'évaluation, pour la mise en œuvre des actions pour la période à venir, et notamment dans le cadre des financements de la 3^{ème} CP agricole de l'AFD sont les suivantes :

6.1. Concernant le dispositif IA et les compétences à mobiliser :

Au vu de l'évolution de la proposition d'appui et des nouveaux enjeux issus de l'évolution des familles

paysannes et de leurs organisations¹³, il est nécessaire de faire évoluer les compétences et profils des équipes en développant : (i) des compétences en agro-économie et pas seulement en agronomie, avec une approche exploitation complémentaire de l'approche parcelle et culture ; (ii) certaines compétences techniques pour des productions exigeantes: piment, maraichage, aviculture... (iii) les aspects de renforcement institutionnel vu les nombreuses structures (OP et organismes d'appui) et le manque de définition de leurs attributions.

Il s'agira également, avec les OP de valider les acquis technico-économiques sur les productions dont on souhaite développer les filières. A effectif et ressources financières constantes voire en diminution (en relation à la période de financement UE), il serait intéressant non seulement de développer des compétences spécialisées au sein des équipes IA mais aussi de prévoir une prise en charge progressive de personnel par les organisations locales et de limiter le coût de l'assistance technique de terrain tout en assurant une diffusion efficace des pratiques en milieu paysan avec substitution partielle des techniciens IA par des paysans vulgarisateurs.

6.2. Concernant la définition des rôles des différentes parties prenantes

Depuis 2013 et le début du projet UE, l'intervention d'IA s'est accompagnée d'une augmentation significative des organisations et structures participant directement ou indirectement à l'appui aux producteurs :

- création va l'appui d'IA de 142 nouvelles OPB et 14 unions, pas encore membres de Fagnimbogna (car émergentes ou présentes dans la région Atsimo-Atsinanana)
- constitution de 4 coopératives à partir de 2013 pour la gestion de l'approvisionnement des producteurs en intrants (et la commercialisation groupée)
- Constitution des entités locales Finaritre en 2016 et Sahi en 2015
- Entrée dans le projet d'ATIA comme structure d'accompagnement à la gestion du fonds FED et à la constitution de Sahi comme entité financière
- Mise en place d'une cellule d'appui FED avec une équipe dédiée, à l'interface entre IA et la fédération

C'est donc un scénario autrement plus complexe que la situation de départ en 2012 avec IA et la Fédération (ainsi que ses unions et groupements) comme uniques intervenants du projet.

Outre les défis de renforcement de compétences en appui institutionnel, il s'agit de clarifier un certain nombre de rôles des différentes parties prenantes. Sur le crédit au regard du temps important passé par les équipes IA à la préparation des dossiers et au recouvrement des emprunts, il est nécessaire de transférer au plus vite la gestion des crédits de la cellule d'appui FED à des agents de ATIA/SAHI (en 2017). Avec l'émergence de la structure Finaritre de service sur les filières il est important dès à présent de réfléchir sur une distinction des rôles entre la Fédération et Finaritre sur les filières: par exemple marchés locaux pour la fédération, national/export pour Finaritre ? De manière plus générale, il est nécessaire désormais de formaliser les différents partenariats par des conventions/contrats entre acteurs d'appui aux producteurs. Il sera important dans ce nouveau contexte relativement complexe de veiller au risque de dispersion ou de chevauchement des activités entre acteurs partenaires

6.3. Concernant les moyens pour agir

La phase d'intervention actuelle est à ressources financières réduites sans les soutiens de l'UE additionnels aux ressources AFD. Ces ressources sont trop limitées pour aborder les différents défis et opportunités sur lesquels se propose de travailler l'équipe IA. Parmi les thèmes émergents, outre ceux évoqués plus haut, la mission considère qu'il existe des potentialités de travail importantes sur les cultures pérennes, l'agroforesterie, et la reforestation à financer avec des ressources complémentaires, en profitant d'un historique de la zone sur filières de rente et d'opérateurs économiques présents sur place. Pour consolider la structuration paysanne et le développement de filières notamment, il est recommandé, au regard de la qualité

¹³ Augmentation des capacités productives des familles, développement progressif de filières à vocation non seulement d'autoconsommation mais aussi commerciale, mise en place d'organisations et services plus structurés au sein des OP, développement de nouveaux partenariats...

du travail mené, qu'IA puisse être pris en compte par l'UE comme opérateur du futur programme AFAFI Sud pour la région Atsimo-Atsinana. Il est également recommandé à IA de réaliser un travail de promotion de ses acquis au niveau organisationnel et technique auprès des FRDA, qui devraient bénéficier de dotations financières conséquentes dans chaque région (sur fonds FIDA et UE notamment) permettant la contractualisation d'opérateurs d'appui technique sur le terrain. Finalement la mission recommande la recherche de synergies et économies de moyens avec le projet d'agroécologie Papam de l'AFD, intervenant à partir de 2017 sur ces mêmes districts sur des thèmes techniques très proches.

6.4. Concernant l'évaluation des impacts de l'intervention

Sans remettre en cause la qualité et les résultats du travail mené depuis plus de 15 ans par IA sur le terrain dans le Sud-Est, il est néanmoins difficile aujourd'hui de pouvoir évaluer de manière documentée l'impact des interventions sur les familles paysannes, leurs organisations et leur territoire comme le propose l'objectif général du projet qui vise à « contribuer à l'amélioration durable de la sécurité alimentaire des populations rurales, à une dynamique de réduction de la pauvreté des ménages ruraux les plus vulnérables et à la dynamisation de l'économie locale ». Un premier travail d'étude des effets des appuis sur les TP a été mené sur la période 2014-2016. C'est une bonne base que la mission recommande d'approfondir et de généraliser en proposant un suivi dans le temps des mêmes familles (*ou du moins d'un échantillon raisonné*), pour pouvoir évaluer avec une certaine précision d'impact des interventions. La valorisation des travaux initiés concernant l'évaluation des OP est également une piste pertinente. Ce chantier d'analyse de l'impact pourra être instruit de manière facilitée dans le cadre de la CP en cours 2017-2019, ce point étant également une demande explicite de l'AFD.

Annexes

Annexe 1 : Chronogramme de la mission d'évaluation à Madagascar

	Valentin	Pierril	Olga
Di 12/03	Vol Paris Tana		
Lu 13/03	Route vers Manakara		
Ma 14/03	<p align="center">Bureau Inter aide (Manakara) Briefing avec Haja + équipes+ Représentants FED Visite dans la commune de Marofarihy (Manakara) Rencontre avec des ménages très vulnérables, membres de groupements - Maraichage, légumineuses, gestion de la fertilité... - Appui aux groupements de TP, regroupement de parcelles, entraide, multiplication de matériel végétal</p>		
	<p align="center">Visite de la commune d'Antananabo (Vohipeno) Fokontany Amboromaneno Rencontre avec les producteurs bénéficiaires et les autorités locales - Manioc et igname en basket compost - Diffusion de masse</p>	<p align="center">Fokontany Antananabo Rencontre avec des membres de groupements/ union en phase d'émergence et avec le paysan chercheur de la zone - SRIA, patates douces, igname, pois de terre - Parcelles individuelles et collectives, parcelles d'essai, boutique d'intrants</p>	
Je 16/03	<p align="center">Visite de la commune d'Ilakatra (Manakara) Rencontre avec les membres de groupement dans le Fokontany de Havoavo - SRIA, variété de riz Mahavonjy - Production sur parcelle collective, multiplication de semences, grenier commun (GCV), prêts de paddy aux membres et hors membres Rencontre avec le paysan chercheur dans le Fokontany de Vohimary - pois de terre, manioc, cultures maraîchères - compostage, insectifuge naturel/ engrais liquide</p>	<p align="center">Visite de la commune de Mitanty (Manakara) Rencontre avec des ménages très vulnérables membres de groupements - cultures d'igname, manioc avril, patates douces, pois de terre, fruits et légumes - parcelles regroupées, jardin tropical, conservation de semences</p>	
Ve 17/03	<p align="center">Bureau Inter aide (Farafangana) Briefing avec Tsiry +équipe de Farafangana</p>		
	Visite dans la commune de Vohimasy : rencontres avec les membres d'union et avec des ménages très vulnérables: SRIA, cultures de pois de terre, igname, manioc, piment, reboisement	Visite dans la commune de Vohimasy : rencontres avec les membres d'union et avec des ménages très vulnérables Opération stockage, grenier commun (GCV), production sur parcelles collectives, appuis aux ménages très vulnérables (conservation de semences, ...)	

Sa 18/03	<p>Visite de la commune de Maheriraty (Farafangana) Rencontre avec les ménages bénéficiaires et les autorités locales - Manioc, igname en basket compost - Diffusion de masse</p>	<p>Visite de la commune d'Ambalatany (Farafangana) Fokontany d'Ambalatany et Fokontany de Mahatsinjo Rencontre avec les producteurs membres ou non d'unions (1ères unions du district de Farafangana), avec des ménages très vulnérables</p>	
Di 19/03	<p>Visite la commune d'Ambohigogo et d'Ambohimandroso Rencontre avec les producteurs bénéficiaires</p> <p>- SRIA, manioc, igname, pois de terre - Emergence de groupements et d'union, appuis aux ménages vulnérables (parcelles regroupées)</p>	<p>- maraîchage, pois de terre, igname, SRIA, pépinière d'arbres - activités collectives d'unions (GCV, parcelles collectives), différents essais, boutique d'intrants, ...</p>	
Lu 20/03	<p>Bureau Inter aide (Manakara) Travail sur les indicateurs CP (avec Francois + les 3 RP)</p>	<p>Visite de la commune de Mahabo (Vohipeno) Fokontany Mahabo</p>	<p>Travail sur documents des OP</p>
Ma 21/03	<p>Bureau Inter aide (Manakara) Travail sur les indicateurs CP (avec Francois + les 3 RP)</p>	<p>TRAVAIL SUR LA RESTITUTION</p>	<p>Travail sur documents des OP</p>
Me 22/03	<p>Bureau Inter aide (Manakara) Rencontres avec les membres de KOFA- Foibe (structure de validation de projet Fagnimbogna), CODIS (comité de discipline Fagnimbogna) et les membres du C.A. (conseil d'administration)</p>	<p>Rencontre avec PARTENAIRES 15h00 DRAE (M. Chrétien- Dir régional) 16h00 PROSPERER (M. Tovo- Assistant technique)</p>	<p>Visite dans la commune d'Ambila Rencontre avec les membres d'union récente - Fonctionnement associatif - Activités collectives (stockage, projet financé par le fonds productif Fagnimbogna)</p>
Je 23/03	<p>Visite de la commune de Mavorano (Manakara) Fokontany Volafotsy Rencontre avec les producteurs bénéficiaires de l'appui/ conseil du technicien d'union (diffusion paysan- paysan) - SRIA, cultures maraîchères - Emergence de groupements, opération stockage</p>	<p>Fokontany Mavorano Rencontre avec les membres de l'une des plus anciennes unions Fagnimbogna, avec les membres de la coopérative KFFM - Fonctionnement associatif - Activités collectives (stockage, collecte de café/ riz, vente d'intrants) - Construction de magasin de stockage et local de vente (partenariat avec le FRDA)</p>	
Je 23/03	<p>Rencontre avec partenaires externes 16h00 FRDA (Mme Esther Ralaivao- Directeur régional) 17h00 Projet AINA (M. Andro- Responsable de Projet) Rencontre avec 2 acheteurs de cultures de rente: Sagany et Jacaranda</p>		
Ve 24/03	<p>Travail sur la restitution</p>	<p>Bureau Inter aide (Manakara) Rencontre avec AIDA/SAHI Rencontre avec la cellule d'appui FED</p>	
Sa 25/03	<p>Bureau Inter aide (Manakara) Restitution locale (avec équipe Interaide: RP et coordo techniques/SO) 15h00 Début remontée sur TNR (nuit à Ranomafana)</p>		

Di 26/03	Suite de la Remontée sur Tana	
Lu 27/03	Point avec Thomas Leonard RESTITUTION A L'UE (11h30) puis rédaction	
Ma 28/03	Restitution à l'AFD (9h30) puis rédaction	
Me 29/03	Retour France	

Annexe 2 : Bibliographie consultée par les membres de la mission d'évaluation

Rapports IA du projet « Renforcement durable des capacités productives et organisationnelles des familles paysannes du Sud-Est en capitalisant l'expérience Fagnimbogna » :

- Rapports annuels 2013, 2014, 2015 et 2016
- Rapport de capitalisation du projet Mars 2017
- Fiches analyse SWOT des activités et « récits de vie » rédigés par Marie Anne Paulin

Documents de capitalisation interne réalisés par Inter Aide :

- La structuration du milieu paysan malgache, cas de l'expérience d'Inter Aide dans la région Vatovavy – Fitovinany entre 2003 et 2010. <http://www.interaide.org/pratiques/search/node/fagnimbogna>
- Atlas Fagnimbogna publié en décembre 2016- Lolita Guyon et Dorian Schneider
- Autres capitalisations rédigées par Lolita Guyon : Appui IA aux familles très précaires et bilan de la diffusion de masse concernant l'igname Basket compost
- Etude de capitalisation de l'union Miray Hina, Mura PIERRE, Master2 Montpellier Sup Agro

Evaluations externes ayant concerné les activités d'IA dans le Sud-Est :

- Evaluation des volets irrigation et développement agricole d'Inter Aide, Manakara. - V. Beauval - Mai 2006
- Diagnostic de la fédération Fagnimbogna (Haona Soa, 2011).
- Evaluation de la convention-programme « Renforcement de l'autonomie et des capacités productives des agricultures familiales en zones rurales d'Afrique Sub-Saharienne », Juin 2013. Bourbon consulting.
- Evaluation à mi-parcours du projet « Renforcement durable des capacités productives et organisationnelles des familles paysannes du Sud-Est en capitalisant l'expérience Fagnimbogna » - Hoana Soa, Novembre 2015.
- Evaluation finale de la convention programme 2013-2016 financée par l'AFD « Renforcement des capacités des exploitations familiales et structuration de services en zones rurales défavorisées d'Afrique Sub-Saharienne » Juin 2016 - TERO.

Documents non Inter Aide concernant en partie le Sud-Est de Madagascar :

- Capitalisation de l'agroécologie à Madagascar, GSDM, AFD, Juin 2016
- Rapport de capitalisation, Zone du Sud-Est, BVPI-BRL, 2013
- Evaluation ex-post de l'Afd : « Agroécologie : évaluation de 15 ans d'actions d'accompagnement de l'AFD, synthèse du rapport final, N°58, septembre 2014.
- Perceptions et stratégies d'adaptation paysannes face aux changements climatiques à Madagascar : Cas des régions Sud-ouest et Sud-est – Avsf – Hélène Dellile – Octobre 2011
- Evaluation *ex post* de 15 projets d'ONG à Madagascar, Afd-COTA, N°40, Novembre 2011
- Caractérisation des itinéraires techniques en riziculture aquatique et analyse des déterminants de leur variabilité, cas des 2 régions Vatovavy Fitovinany et Atsimo Atsinanana, Mémoire ESSA, Juin 2010
- Caractérisation de la diversité des systèmes d'exploitation agricole du Sud-Est de Madagascar, Jeanne GUEGAN et Antonin PEPIN, AgroParisTech, Juillet 2009.

Annexe 3 : approche proposée pour répondre aux objectifs spécifiques de la mission

- **Analyse de la pertinence puis de l'efficacité, efficacité et durabilité des propositions techniques**

Les étapes suggérées pour l'analyse du conseil agricole mis en place par IA sont les suivantes :

1. Sachant qu'IA s'adresse à toute les catégories de familles paysannes mais avec une approche différenciée en fonction de leurs moyens de production (typologie) et avec un focus particulier sur les familles paysannes les plus démunies (*types P et TP ayant peu d'accès au foncier, à l'eau et peu de capital*), la mission tentera d'analyser la **pertinence technico-économique mais aussi des conditions nécessaires à la mise en œuvre des principales innovations techniques proposées** : ITK riz (SRIA), ITK légumineuses (*pois de terre, haricot, etc...*), ITK tubercules (*basket compost pour manioc, miniset pour igname*), autres ITK (*cultures maraîchères, etc...*). Il s'agira également d'apprécier les prises de risque liées à la mise en place des solutions techniques proposées.
2. Réflexion partagée avec l'équipe du projet sur l'**adaptation des principaux ITK proposés aux aléas et changements climatiques** en cours dans les districts d'intervention ? => Quels ITK contribuent à renforcer la **résilience des systèmes de culture** ? Quels ITK sont moins pertinents sur ce plan ?
3. Evaluation de l'**efficacité du dispositif de conseil** grâce au recueil de données du S/E d'IA et aux observations faites lors de la mission :
 - Pour les principaux ITK proposés par IA, résultats technico-économiques dans les petites parcelles ayant fait l'objet du conseil rapproché d'IA.
 - Quelle diffusion de ces ITK dans d'autres parcelles de la famille paysanne concernée ?
 - Quelle diffusion de ces ITK chez d'autres paysans n'ayant pas fait l'objet de conseil rapproché => Diffusions induites par les visites d'échanges organisées par IA ? Et aussi, quelle diffusion spontanée de paysan à paysan ?
4. Dans quelques communes ayant fait l'objet d'**appuis conseil dans la durée** de la part d'IA et des OP Fagnimbogna, quelle **pérennité et impacts** du conseil agricole d'IA ? :
 - Pour les principaux ITK proposés, % de familles paysannes les ayant adoptés dans la durée (*avec et sans appuis des OP Fagnimbogna*) ? NB : Souvent à Madagascar, de nombreux paysans deviennent des « adoptants » pendant la durée des projets puis reviennent ensuite à leurs pratiques traditionnelles (*et ce pour des raisons diverses*).
 - Tentative d'appréciation dans la durée des **impacts sur la production agricole** (*et la sécurité alimentaire*) **des familles ayant bénéficié des appuis conseil agricole d'IA**.
 - **Cet appui conseil dans la durée favorise-t-il l'émergence d'innovations paysannes?** Lesquelles et dans quelles conditions ?

Autres questionnements à aborder concernant le dispositif de conseil agricole d'IA :

1. **Focus spécifique sur la phase de conseil rapproché (conseil individuel initial) : Quelle efficacité de cette forme de conseil** (*ce qui suppose une connaissance assez fine des coûts du dispositif de conseil rapproché et, en parallèle, de la valeur de l'augmentation de la production agricole que ce dispositif induit*). **Quelles alternatives pour réduire les coûts de cette forme de conseil ?**
2. **Quelles améliorations possibles de la productivité des agroforesteries paysannes proches des habitations qui ont des impacts agroécologiques très positifs et sont globalement plus résilientes aux nombreux aléas climatiques que les cultures annuelles?**

NB : En améliorant leur productivité, ces systèmes agroforestiers peuvent produire en quantité très importante des vivriers nécessaires à la sécurité alimentaire des familles (*fruits des jacquiers et arbres à pains, diverses bananes et autres fruits*) et aussi des produits commercialisables (*litchis, café, poivrier, girofle, orangers, ...*). Ne pourrait-on pas **relancer certaines de ces filières dans le passé assez florissantes** ? Serait-ce alors profitable aux familles paysannes les plus démunies (*types P et TP*) et pas seulement aux types I et E ? Ne pas oublier de prendre en considération les

aspects d'accès limité au foncier, et de problème de vols et de sécurités dont sont particulièrement victimes les familles les plus précaires, dans cette analyse.

Un regard particulier sera également porté sur la pertinence, puis l'efficacité, l'efficience et la durabilité des approches développées en matière de renforcement organisationnel et institutionnel

- L'évaluation abordera la question du renforcement organisationnel aux différents niveaux de structuration : organisations paysannes de base, unions, coopératives, Fédération Fagnimbogna.
- L'analyse sera différenciée pour les organisations appartenant ou non à la Fédération.
- L'évaluation analysera l'évolution des capacités et de l'autonomie des organisations aux niveaux organisationnel, technique, économique, financier, et en termes d'incidence/influence.
- Les évaluateurs porteront un regard particulier sur le transfert effectif de compétences et suivi en matière de conseil technique aux producteurs par les organisations
- Elle prendra en compte également les interactions entre les OP, le projet, les organisations paysannes traditionnelles et les collectivités locales.

- **Evaluation du degré de réalisation quantitatif et qualitatif des résultats à la fin du projet**

1 En terme d'évaluation du dispositif de conseil agricole :

- Le nombre de familles ayant bénéficié des dispositifs d'appui-conseil est-il concordant avec les objectifs que le projet s'est fixé ?
- Dans quelle mesure y-a-t-il eu une adoption des pratiques et innovations introduites ?
- Les conditions à la durabilité de ces adoptions sont-elles réunies ?
- Y a-t-il eu une amélioration effective des rendements vivriers, des marges brutes et de la sécurité alimentaire des familles paysannes bénéficiaires des appuis d'IA ?

Il s'agira dans cette partie non seulement de valider les nombres de familles bénéficiaires et adoptantes, mais aussi d'analyser les « adoptions » selon les principales pratiques et innovations proposées (intensification et diversification productive avec SRI/SRIA, légumes secs patate douce, igname, cuma, basket compost, etc.). Les conditions à l'adoption durable des pratiques prendront en compte les analyses de l'évaluation intermédiaire relatives à la maîtrise de la production de semences, l'autonomie en matière de gestion phytosanitaire, la fertilisation et la valorisation des surplus vivriers obtenus.

2 Au niveau des approches spécifiques pour les ménages très vulnérables :

- Quel impact de l'action sur la production globale de ces exploitations ?
- Peut-on attester d'une augmentation et d'une diversification des productions des familles très précaires ciblées par le projet ?
- Les familles très vulnérables ont-elles réussi à mieux sécuriser leur accès aux semences ?
- Le projet a-t-il eu un effet sur les marqueurs de pauvreté dans un pourcentage raisonnable de cas ?

Pour mesurer l'impact des appuis aux familles très vulnérables, seront notamment pris en compte l'évolution de la production des aliments stratégiques (par exemple le riz, les tubercules et les légumineuses), ainsi que des expériences de diversification via les jardins de case qui constituent souvent des formes pertinentes d'agroforesterie. Concernant la sécurisation de l'accès aux semences, seront analysés l'évolution et le niveau de diffusion de la démarche GCS (groupe de conservation de semences, boutures et plants) et son prolongement (ou pas) vers des démarches de type banques de semences.

3 Au niveau du renforcement de la Fédération Fagnimbogna :

- Quelle a été la dynamique de croissance de la Fédération pendant le cycle projet ?
- Quel a été le rôle de la Fédération en matière de diffusion d'innovations durant le projet ?
- Comment qualifier le développement et la qualité des services apportés par la Fédération (services amont et aval des filières, gestion de financement...) ? La Fédération a-t-elle su prendre en charge l'appui technique à

ses groupements et les approvisionnements à temps en intrants ?

- Comment la Fédération a-t-elle renforcé sa légitimité, l'adhésion de ses membres et la reconnaissance par les institutions externes ? Les responsables de la fédération se sont-ils approprié les innovations proposées par IA ? Les ont-ils modifiées afin de favoriser leur diffusion ?

L'évaluation des capacités organisationnelles de la Fédération et de son évolution prendra en compte des critères de vie associative (évolution de la base sociale, la participation aux AG, renouvellement des dirigeants, la participation des femmes et des ménages vulnérables, la structuration des niveaux intermédiaires groupements et unions...). Au regard du contenu du partenariat entre IA et la Fédération, sera analysée l'évolution de la qualité des services que cette fédération rend à ses membres. Il s'agira également d'analyser la cohésion interne, légitimité et capacité d'incidence de cette organisation (partenariats, mobilisation de ressources et adhésion à d'autres OP).

- Recommandations pour la stratégie d'intervention d'IA dans les prochaines années

Il s'agira de proposer des recommandations sur la base d'un bilan du réalisé et de l'analyse des évolutions proposées pour la période à venir en termes de partenariats, axes d'interventions, familles et groupes cibles, thématiques de travail au niveau productif, organisationnel et de valorisation des produits, et en termes de dispositif d'intervention et méthodes.

Seront également identifiées les propositions de développement agricoles les plus à même d'apporter une plus grande résilience des familles face aux principaux défis alimentaires mais aussi climatiques dans les zones d'intervention.

Si l'évaluation est positive notamment en matière de validité/durabilité de la proposition de développement agricole d'IA pour les familles vulnérables, cela permettrait de justifier une suite Afd (possible projet multipays à partir de fin 2019) et aussi d'argumenter dans le cadre du nouveau programme AFASI Sud pour une suite à Farafangana voire le district plus au Sud de Vangaindrano.

Annexe 4 : Extrait de Pierre Chantran sur la vulgarisation agricole et diffusion des innovations

CHANTRAN (Pierre). — La vulgarisation agricole en Afrique et à Madagascar. Paris, Maisonneuve et Larose, 1972, 278 p., fig., fotogr., bibliographie. (Techniques agricoles et productions tropicales).

Ce nouvel ouvrage d'une série déjà longue sort quelque peu de l'orientation habituelle de la collection, et se rapproche des trois volumes publiés antérieurement par J.C. de Wilde sur les expériences de développement agricole en Afrique tropicale. Mais cette fois, l'auteur, qui est expert en la matière, étudie les problèmes de l'intérieur. Dans un premier temps, il analyse le milieu rural, domaine au sein duquel le vulgarisateur devra œuvrer, et qu'il s'agit donc, sous peine d'erreurs grossières, de bien connaître. Il en note à juste titre le remarquable équilibre, fruit d'une expérience séculaire, la très lente évolution, qui se méfie des innovations génératrices de changements, au niveau de la société comme à celui des individus. Il faut que la technique nouvelle, qui est proposée, réponde à un véritable besoin et qu'elle fasse ses preuves pour être acceptée : 50 % des paysans sont attentistes et réfractaires. Il faut aussi que des rapports confiants s'établissent entre vulgarisateur et paysan : ce n'est pas le moins difficile... En outre, le premier doit acquérir une parfaite connaissance des conditions dans lesquelles produit le second : un changement technique justifié peut être parfaitement inapplicable dans les faits, par exemple faute de pouvoir s'insérer dans le calendrier traditionnel des travaux. Il lui faut enfin être psychologue et sociologue : il existe une très stricte hiérarchie sociale qui n'admet la « circulation » des idées que dans un seul sens.

La seconde partie étudie comment « faire passer » le courant novateur. C'est un problème de pédagogie. L'auteur s'attache à faire l'inventaire minutieux des méthodes utilisables, individuelles ou collectives, et qui varient aussi avec les buts poursuivis (information, réflexion, apprentissage, etc.). Il révèle toute la complexité de cette tâche au long des multiples phases qu'elle doit suivre, depuis la conception théorique de l'opération jusqu'à son déroulement sur le terrain, en passant par l'analyse poussée de chaque étape. L'évaluation des résultats obtenus, le succès ou l'échec, permettent ensuite un retour en arrière pour juger des moyens utilisés, les critiquer, et au besoin les corriger. L'essentiel de ce lourd travail, et combien délicat, revient au vulgarisateur. C'est dire que ni son recrutement, ni a fortiori sa formation, ne devraient être le fruit du hasard. C'est l'objet de la troisième partie, que la façon dont doit être organisée la vulgarisation et formés ses agents. A mesurer les difficultés qui les attendent sur le terrain, on s'étonne même que tant de progrès aient pu réellement être accomplis ! Mais l'auteur n'oublie jamais de rappeler le rôle du facteur temps : l'adoption par les paysans maliens et tchadiens du labour attelé a pris quinze ans ; à ceux qui seraient tentés de trouver le délai bien long, il rappelle que le maïs hybride a mis de quinze à vingt-cinq ans pour être adopté par les paysans des Etats-Unis, qui ne semblent pourtant pas être des conservateurs acharnés...

Pierre VENNETIER.

Annexe 5 : Démarche champ école adoptée au Nord Togo dans le cadre du projet "Durabilité et résilience de l'agriculture familiale dans la région des Savanes"

Extraits d'une publication Avsf de Teatske Bakker et Myriam Mackiewicz-Houngue
(https://www.avsf.org/public/posts/2027/fiche_innovation_avsf_champs-ecole_togo_2016.pdf)

Des champs écoles pour soutenir la transition agroécologique

La région des Savanes constitue une des zones aux sols les plus fortement dégradés du Togo, en raison de la forte densité de population conjuguée à la fragilité de ces sols. Les pratiques agricoles ont évolué sous l'effet de l'augmentation de la densité de population, avec la disparition des jachères, le déboisement progressif, l'absence de résidus de cultures restitués aux sols (récolte, brûlis, pâturage, bois de chauffe) et la mise en culture de terrains pauvres ou dégradés. La combinaison de ces pratiques entraîne la diminution de la couverture et de la matière organique des sols, accentue le phénomène d'érosion auquel ces terres sableuses sont sensibles et, in fine, induit une diminution des rendements.

La diminution des surfaces disponibles par actif et la baisse des rendements ont été compensées par une intensification en force de travail et en intrants ainsi que par la recherche de sources de revenu externes (migrations, emplois non agricoles). Les pratiques agricoles les plus répandues combinent actuellement un double billonnage à une utilisation importante d'engrais de synthèse. Le maraîchage est en expansion mais avec également un recours massif aux engrais minéraux et aux pesticides, souvent d'origine et qualité douteuses, utilisés sans protection ni respect des dosages.

C'est dans ce contexte que le projet "Durabilité et Résilience de l'agriculture familiale dans la région des Savanes" a démarré en 2014, mis en œuvre en partenariat par AVSF et l'ONG locale RAFIA (Recherche, Appui et Formation aux Initiatives d'Auto-développement), en partenariat avec le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la Forêt (France) et avec le soutien du Fond Français pour l'Environnement Mondial. Son objectif est de lutter contre la dégradation des terres par le développement d'une agriculture durable du point de vue environnemental, économique et social.

Il s'agit spécifiquement de restaurer les sols et les milieux dégradés avec la mise en place de systèmes de culture résilients : diffusion de pratiques agricoles durables (compostage etc.), aménagements antiérosifs et reboisements.

Le second objectif vise à améliorer la résilience des exploitations agricoles face aux aléas climatiques et économiques grâce à la diversification des productions : le maraîchage de contre-saison et l'élevage de volailles et petits ruminants. L'UROPC-S, l'union régionale des producteurs de céréales, est accompagnée pour améliorer l'écoulement des productions.

Enfin, le projet soutient la concertation régionale entre les acteurs de l'agroécologie, dont les capacités sont renforcées, et l'élaboration de références, avec, en particulier, la réalisation d'une étude sur le stockage de carbone dans les sols, menée par l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement) et l'ITRA (Institut Togolais de Recherche Agronomique), qui permettra de confirmer les pratiques agricoles durables adaptées localement.

Les champs-écoles : une approche participative et une démarche scientifique

Dans le but de diffuser des pratiques agricoles durables, de faire émerger et valider des innovations qui s'adaptent aux contraintes des producteurs, notamment socio-économiques, et dans le même temps de créer des références techniques pour le contexte local, des champs-école ont été mis en place pour des cultures d'hivernage (céréales et légumineuses) et pour du maraîchage de contre-saison.

Les champs-écoles ne sont pas des parcelles de démonstration dont les objectifs et les protocoles des tests sont définis par les techniciens. Il s'agit d'une méthode d'apprentissage mutuel par l'action : un groupe de vingt à trente paysans (dont des femmes, parfois majoritaires) issus d'un même village ou de villages proches se constitue, questionne les pratiques agricoles locales, met en place avec l'appui des

agronomes du projet des essais de cultures et échange des expériences.

En se réunissant périodiquement pour la culture d'une parcelle, les producteurs et productrices comparent les résultats des pratiques, mais aussi leur bilan économique, tout en étant accompagnés par des agronomes du projet. Mise à disposition par un membre ou louée par le groupe, la parcelle est aussi un lieu d'accueil de visites d'échange entre groupes d'agriculteurs de différentes communes.

Les champs-école permettent en outre de mettre en place des essais innovants, menés avec une approche scientifique et rigoureuse grâce à l'appui de l'équipe du projet et des agents du service public de conseil agricole (ICAT), afin de mettre au point des références techniques adaptées à la région des Savannes.

12 champs-école de cultures maraîchères ont été implantés les deux premières années du projet. Au total **321 personnes sont concernées** et 3 visites d'échange entre producteurs des différents champs-école ont été organisées. Les thèmes principaux d'échange et d'expérimentation sont la détermination de la densité optimale de plants au repiquage (tomate et oignon) et la réduction des doses d'engrais minéraux. Des cultures nouvelles sont également mises en place sur de petites parcelles (chou, carotte). Les maraîchers améliorent également la conservation de l'eau grâce à l'utilisation du compost, la méthode de préparation du sol et l'optimisation des densités de plants.

Les producteurs ont commencé à répliquer certaines techniques testées dans les champs-école, par exemple le repiquage en ligne de l'oignon, qui a également été étendu au repiquage du riz dans les parcelles gérées par les femmes.

La comparaison des marges brutes des champs-école maraîchers avec celles obtenues par les producteurs a incité ces derniers à diminuer les doses d'engrais minéraux et à s'investir dans la production de compost.

Ainsi, les champs-école ont montré qu'il est possible de cultiver l'oignon avec uniquement du compost (10 tonnes à l'hectare), ou en combinaison avec une dose de fumure minérale réduite de 56 % (5 tonnes de compost associé à 150 kilos d'engrais minéral à l'hectare) pour obtenir un rendement minimum de 10 tonnes par hectare, voire bien au-delà si de bonnes conditions d'arrosage sont réunies. De plus, grâce à la maîtrise de la production du compost et l'auto-production des semences d'oignon, cette activité ne demande pas de liquidités importantes, et devient ainsi accessible aux femmes. Elle constitue ainsi une source de revenus importante.

Des références pour la fertilisation et la densité ont également été produites pour la tomate : par exemple, 10 tonnes de fumure organique, associée à 100 kilos par hectare d'engrais minéral peuvent suffire pour avoir un rendement minimum de l'ordre de 500 kilos par are (soit 50 tonnes à l'hectare) si de bonnes conditions d'arrosage sont réunies, ce qui constitue une diminution de 76% de la dose moyenne d'engrais minéral apportée par les producteurs.

De plus, **l'efficacité des traitements naturels à base de neem, piment, oignon et ail est apparue clairement.** Ils permettent de diminuer voire supprimer l'utilisation de pesticides de synthèse et de maîtriser les coûts de production, d'autant plus que les cours des prix de la tomate sont très volatils.

Par ailleurs, **7 champs-école de cultures pluviales impliquant 179 producteurs ont été mis en place en 2015 et 4 visites d'échange entre les sites ont été menées.** Ces champs-école ont permis d'aborder de nombreux thèmes, tels que les associations de culture (maïs-niébé et maïs-soja), la lutte contre le *Striga hermonthica* (plante parasite des champs), l'orientation du travail du sol suivant les courbes de niveau, la densité de culture, la réduction des doses d'engrais minéraux et l'utilisation des pesticides naturels (pour le niébé).

La production de compost à l'aide des résidus de culture a également été réalisée. De plus, de nombreux thèmes sont abordés de manière transversale, tels que la rotation des cultures, la conservation de l'eau et des sols, les pesticides naturels et la protection lors des traitements phytosanitaires.

En fin de campagne, un **bilan économique est systématiquement réalisé** pour comparer les résultats des

parcelles et évaluer le travail requis (main d'œuvre, temps et pénibilité).

Tout au long des cycles des cultures sont réalisés des relevés scientifiques par l'équipe du projet, avec l'appui des agents de l'ICAT. Les indicateurs choisis comprennent notamment la densité de plants, l'observation des attaques de parasites et une notation participative de la production. Pour les cultures pluviales s'y ajoutent la hauteur des plants, le taux de couverture du sol et l'enherbement. Des observations du profil de sol ont également été menées, afin de connaître la structure du sol et son potentiel, pour adapter les pratiques culturales.

Les résultats de la première année ont montré qu'il est possible, grâce à l'utilisation du compost (à raison de 5 tonnes par hectare), de diminuer de 50% la dose d'engrais minéral préconisée au niveau national (200 kg/ha NPK 15-15-15 + 100 kg/ha urée 46-0-0) sans affecter significativement les rendements du maïs. Les tests ont également confirmé l'intérêt du semis de deux rangées de soja par billons, l'efficacité des traitements naturels à base de neem pour la culture pure du niébé et la possibilité de produire ces deux légumineuses sans apport de fumure. Toutefois, un second cycle de culture est requis pour la mise au point de références solides.

Les nouveaux champs-école conduits en 2016 ont visé non seulement à approfondir les thèmes étudiés, mais également à mettre en pratique les acquis des formations et d'un voyage d'échange au Burkina Faso, avec le test de nouvelles pratiques innovantes (technique du zaï, apport localisé de compost et agroforesterie). Le suivi de producteurs membres des groupes champs-école dans leurs propres parcelles s'est également poursuivi, afin de relever des valeurs de références et proposer ainsi un suivi de l'évolution de leurs pratiques.

Annexe 6 : Les principales sources de revenu des familles rurales du Sud-Est malgache

Informations collecté par les membres de la mission et figurant également dans le mémoire intitulé : « **Caractérisation de la diversité des systèmes d'exploitation agricole du Sud-Est de Madagascar** » - Jeanne Gueguan et Antonin Pépin, AgroParisTech – 07-2009

1. Productions agricoles :

- 1) Les productions des différents types de rizières avec ou non deux saisons
- 2) Les agro forêts et jardins de case plus ou moins productives et produisant diverses cultures de rente et des produits alimentaires
- 3) Les cultures de tubercules (Manioc, patate, igname, ...) et de légumineuses (pois de terre, haricot, niébé, ...)
- 4) Le maraîchage, surtout près des villes
- 5) Le petit élevage (volailles, palmipèdes) et pour certaines familles des zébus
- 6) Dans certains sites favorables, la pêche

2. Revenus non agricoles :

- 1) Le micro artisanat (natte, Toka Gasy, ...)
- 2) Les boutiques de petit commerce, les collecteurs, l'usure...
- 3) L'orpaillage
- 4) Les revenus extérieurs liés à la fonction publique, les personnes touchant des pensions, ...

3. Le salariat agricole temporaire : Activité prédominante pour les plus pauvres (NB : Il faut veiller à ce que les activités proposées par IA à l'attention des P et TP ne soient pas trop risquées et aient une rémunération supérieure à celle de ce salariat)

Les facteurs suivants peuvent induire des différenciations supplémentaires entre familles rurales :

- L'accès au foncier avec plus ou moins de sécurité
- Facilité d'accès au marché, au crédit, aux intrants, aux conseils

Annexe 7 : Les redistributions foncières via l'endettement des ménages : Le Debaky

Informations figurant dans le mémoire de fin d'étude de RARIVO Andriamahery Ravoatra intitulé « CARACTERISATION DES ITINERAIRES TECHNIQUES EN RIZICULTURE AQUATIQUE ET ANALYSE DES DETERMINANTS DE LEUR VARIABILITE » - Juin 2010

Le « **Debaky** » est un contrat entre 2 personnes. Supposons que ces personnes sont A et B.

- A emprunte de l'argent à B.
- B utilise toute ou partie des rizières de A (selon le montant emprunté) jusqu'à ce que A rembourse la totalité du montant emprunté.
- A n'a aucun droit sur toutes les productions des rizières qu'il a données à B selon le contrat.

Le « *debaky* » peut durer des dizaines d'années et peut finir par l'appropriation totale des rizières si A n'arrive pas à rembourser la totalité du montant qu'il a emprunté.

Cette pratique est très fréquente chez les *Zafisoro* et les *Antefasy* : en cas de maladies, de décès d'un proche ou autre évènement coûteux. Si les moyens financiers manquent, les rizières partent en « *debaky* ».

Sachant le fonctionnement du « *debaky* », les commerçants et épiciers locaux en profitent pour avoir plus de rizières et plus de production.

Voici comment cela fonctionne :

- Si quelqu'un emprunte du riz paddy pendant les périodes de soudure, il remboursera le double de la quantité empruntée à la récolte. Dans le cas de non remboursement (rare) l'épicier peut augmenter la quantité à rembourser. Celui qui emprunte ne pourra pas refuser car ces épiciers les sauvent en quelques sortes pendant les périodes de soudures par des bons en PPN et en Riz. En plus, ils sont assez influent pour saisir le chef *Fokotany* ou même le maire. Alors mieux vaut respecter le contrat.
- Si quelqu'un a besoin d'une somme relativement élevée d'argent (de 50 000 ariary à plus de 600 000 ariary), les épiciers sont là pour le satisfaire. Mais la contre-partie sera l'utilisation de certaines de ses meilleures rizières en « *debaky* » : c'est une garantie pour eux. Or, souvent le montant emprunté n'est jamais remboursé et les rizières sont considérées comme vendues aux épiciers. Par conséquent, ces derniers deviennent de grands propriétaires de rizières.

Annexe 8 : Liste des membres de FINARITRE et leur poste actuel au sein du staff IA Manakara

1. Haja Ramanantsialonina : Coordinateur de projet, responsable programme Manakara et Vohipeno
2. Eric Raublomamarivo : Responsable de la cellule d'appui à la fédération Fagnimbogna
3. Tsiryamololo Ramaison : Responsable programme Farafnagana
4. Tsahala Rakotoarimanana : Assistant responsable la cellule d'appui à la fédération Fagnimbogna
5. Jean Randriananantsoa : Assistant responsable production district de Manakara et Vohipeno
6. Arifara Rakotonanahary : Coordinatrice socio-organisationnelle
7. Onihasina Herandrianina : Coordinateur socio-organisationnel
8. Estelle Miraiso : Coordinatrice socio-organisationnelle
9. Filastre Tsaboto : Coordinateur technique
10. Lucien Razafindraibe : Coordinateur technique
11. Janie Voahiratsalama : Assistante administrative